

**Association of African Historians
Association des historiens africains**

Afrika Zamani

An Annual Journal of African History Revue annuelle d'histoire africaine

No. 27, 2019

CODESRIA would like to express its gratitude to the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), the Carnegie Corporation of New York (CCNY), Andrew W. Mellon Foundation, The Open Society Foundations (OSFs), UNESCO, Oumou Dilly Foundation, Ford Foundation and the Government of Senegal for supporting its research, training and publication programmes.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA), à la Carnegie Corporation de New York (CCNY), à la fondation Andrew W. Mellon, à l'Open Society Foundations (OSFs), à l'UNESCO, à la fondation Oumou Dilly, à la fondation Ford ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.



**Council for the Development of Social Science Research in Africa
Conseil pour le développement de la recherche
en sciences sociales en Afrique**

Editors / Rédacteurs

Ismail Rashid

Department of History, Vassar College, New York, USA

Chikouna Cissé

Département d'Histoire, Université Houphouët Boigny, Cocody-Abidjan, Côte d'Ivoire

Scientific Committee / Comité scientifique

Ayodeji Olukojun, University of Lagos, Nigeria • **Tayeb Chentouf**, Université d'Oran, Algérie
• **Sylviane Diouf**, USA • **Bill Freund**, University of KwaZulu-Natal, Durban, South Africa,
• **Eginald P. Mihanjo**, Tanzania • **Bahru Zewde**, Addis Ababa University, Ethiopia

Editorial Team / Comité de rédaction

Shiferaw Bekele, Ethiopia • **Issiaka Mandé**, SEDET, Paris, France

• **Penda Mbow**, UCAD, Dakar, Sénégal • **Rokhaya Fall**, UCAD, Dakar, Sénégal
• **Joel Das Neves-Tembe**, Mozambique • **Paul T. Zeleza**, United States International
University-Africa, Nairobi, Kenya

Afrika Zamani is a yearly journal published by CODESRIA for the Association of African Historians. Devoted to the history of Africa, the journal covers all periods. It solicits articles that analyse historical processes, reflect critically on methodological approaches and historiography. Its languages of publication are English, Arabic, French and Portuguese.

Afrika Zamani est un périodique annuel publié par le CODESRIA pour le compte de l'Association des historiens africains. Consacrée à l'histoire de l'Afrique, la revue couvre toutes les périodes. Elle sollicite des articles portant sur l'analyse des processus historiques et la réflexion critique sur les approches méthodologiques et l'historiographie. Les langues de publication de la revue sont l'anglais, l'arabe, le français et le portugais.

Please send manuscripts for publication and subscription enquiries to:
Prière d'adresser les manuscrits à publier et autres correspondances au :

Publications Programme / Programme des publications

Avenue Cheikh Anta Diop X Canal IV, / P.O. Box 3304, CP 18524 Dakar, Senegal

Tel. : (221) 33825.98.22/23 Fax: (221) 33824.12.89

E-mail: publications@codesria.org / Website / Site web: www.codesria.org

Subscription rates / Tarifs d'abonnement

(a) Africa / Afrique	\$ US / dollars EU 10
(b) Elsewhere / Ailleurs	\$ US / dollars EU 15

Cover / Couverture

Kwele (Congo), Masque (Bois, Pigments, Hauteur: 55 cm)

Anciennes collections Aristide Courtois, Charles Ratton, Musée Dapper, Paris

Typesetting / Mise en page

Alpha Ousmane DIA

Copyright 2019 CODESRIA & AHA

ISSN 0850-3079

Afrika Zamani

No. 27, 2019

Contents / Sommaire

Études archéologiques du peuplement de la moyenne vallée du fleuve Sénégal : résultats depuis les années 90	1
<i>Alioune Dème</i>	
The “Middle Belt” Historiography of Resistance in Nigeria.....	15
<i>Samaila Suleiman</i>	
L'éclatement de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire de 1932 à 1947	45
<i>Joseph Abo Kobi</i>	
Quand Abidjan était la plaque tournante de l'immigration clandestine africaine vers l'Europe (1960–1975)	61
<i>Chikouna Cissé & Alassane Diabaté</i>	
Detention Without Trial, Deportation and Security Among the Kuria of Tanzania, 1960s–1990s	79
<i>Iddy Ramadhani Magoti</i>	
Essai d'explication des fondements de la marginalisation économique du Gadiaga (XXe–XXIe siècles)	97
<i>Abdou Karim Tandjigora</i>	
Cinema and Wage Labour in Colonial Kenya.....	119
<i>Samson Kaunga Ndanyi</i>	

Note to Contributors

Afrika Zamani welcomes articles from all researches working on African history. Manuscripts submitted should be typed double-spaced and not more than 25 pages. Electronic versions should be submitted as MS Word or RTF attachments. Avoid excessive formatting of the text. Camera-ready copies of maps, charts graphs are required as well as the data used in plotting the charts and graphs. Please use the Harvard Reference System (author–date) for bibliographic referencing, e.g.:

It is interesting to note that... the word for 'tribe' does not exist in indigenous languages of South Africa.
(Mafeje 1971: 254)

N.B.: It is imperative that the bibliography lists every work cited by you in the text. Footnotes must be typed single space at the bottom of the page. An abstract of 150 to 200 words, stating the main research problem, major findings and conclusions should be sent with the articles for translation into English or French. Articles that do not follow this format will have their processing delayed.

Authors should indicate their full name, address (including e-mail contacts), their academic status and their current institutional affiliation. This should appear on a separate covering page since manuscripts will be sent out anonymously to reviewers. Please note that manuscripts will not be returned to the authors. Authors alone are responsible for the views expressed in published articles.

Articles submitted to the *Afrika Zamani* should be original contributions and should not be under consideration by another publication as long as the publication process is underway at our level. If, for any reason, an article is under consideration by another publisher, the author should inform the editors at the time of submission.

Authors are entitled, free of charge, to two copies of the issue in which their articles appear and 50 electronic off-prints in form of PDF file for either printing or distribution.

Avis aux auteurs

Afrika Zamani accueille des articles de l'ensemble des chercheurs qui travaillent sur l'histoire africaine. Les manuscrits soumis doivent être saisis à l'interligne double et ne doivent pas dépasser 25 pages. Ils doivent être envoyés par courriel au format Ms Word ou RTF. Eviter un formatage excessif du texte. Les cartes, diagrammes et graphiques devront être envoyés sous forme de prêt à cliquer. Les données utilisées pour tracer les diagrammes et graphiques devront également nous parvenir. Prière d'utiliser le système de référence de Harvard (auteur–date) pour ce qui est des références bibliographiques. Par exemple :

Il est intéressant de noter que... le mot pour « tribu » n'existe pas dans les langues indigènes d'Afrique du Sud. (Mafeje 1971: 254)

N.B. : La bibliographie doit nécessairement répertorier tous les travaux cités dans le corps du texte par l'auteur. Les notes de page doivent être saisies à l'interligne simple au bas de la page. Un résumé de 150 à 200 mots, indiquant le problème fondamental de la recherche ainsi que les principaux résultats et conclusions, doit accompagner les articles en vue de leur traduction en anglais ou en français. Les articles ne se conformant pas à ce format verront leur traitement retardé.

Les auteurs doivent indiquer leur nom au complet, leur adresse (de même que leur adresse email), leur situation académique ainsi que leur affiliation institutionnelle actuelle. Ces informations doivent figurer sur une feuille séparée, puisque les articles seront envoyés aux évaluateurs externes sous le couvert de l'anonymat. Les manuscrits ne seront pas retournés aux auteurs. Les auteurs sont seuls responsables des points de vue exprimés dans les articles.

Les articles envoyés à *Afrika Zamani* doivent être des contributions originales. Ces articles ne doivent pas être soumis pour considération dans aucun autre organe de publication tant que la procédure de publication est en cours à notre niveau. Si un article a déjà été soumis quelque part, l'auteur devra en informer les rédacteurs.

Les auteurs recevront gratuitement deux exemplaires du numéro dans lequel leur article est publié ainsi que la version électronique de leur article sous forme électronique en PDF qu'ils pourront imprimer et distribuer.

Contact

Afrika Zamani

Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA)

Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV

P.O. Box 3304, CP 18524, Dakar, SENEGAL; Tel.: (221) 33825 98 22/23; Fax: (221) 33824 12 89

E-mail: publications@codesria.org



Études archéologiques du peuplement de la moyenne vallée du fleuve Sénégal : résultats depuis les années 90

Alioune Dème*

Résumé

Cet article fait la synthèse des résultats de recherches archéologiques faites dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal depuis les années 1990. La moyenne vallée du fleuve Sénégal a une écologie riche et diversifiée. Cette zone d'abondance, dans un contexte sahélien, a très tôt attiré les populations victimes des fluctuations de l'isohyète 400 mm. La tradition orale et les sources arabes affirment que la zone fut dominée par des États comme le Tékrou et Silla qui ont joué un grand rôle dans l'islamisation de l'Afrique de l'Ouest. À cause de son histoire et la présence de centaines de sites archéologiques, la moyenne vallée du fleuve Sénégal est l'objet de recherches archéologiques depuis 1916. Il faut attendre les années 90 avec le MSV (Middle Senegal Valley) Project pour voir le début d'une approche régionale et processuelle. Ces années marquent aussi l'introduction de la courbe archéomagnétique et de la flottation en archéologie sénégalaise.

Mots-clés : moyenne vallée du fleuve Sénégal, Tékrou, Silla, MSV Project, Cubalal, Siwre, Kaskas, Walaldé, Diallowali, métallurgie.

Abstract

This article summarizes the results of archaeological research carried out in the middle valley of the Senegal River since the 1990s. The Middle Valley of the Senegal River has a rich and diverse ecology. This area of abundance, in a Sahelian context, attracted very early populations that were victims of fluctuations in the isohyet 400 mm. Oral tradition and Arab sources affirm that the area was dominated by states such as the Tekrou and Silla which played a great role in the Islamization of West Africa. Because of its history and the presence of hundreds of archaeological sites, archaeological researches have been conducted in the middle valley of the Senegal River since 1916. It was not until the 1990s with the MSV (Middle Senegal Valley) Project that the beginning of a regional and processual approach was seen. These years also mark the introduction of the archaeomagnetic curve and the use of flotation in Senegalese archaeology.

Key Words: Middle Valley of the Senegal River, Takrur, Silla, MSV Project, Cubalel, Siwre, Kaskas, Walalde, Diallowali, metallurgy.

* Responsable du Laboratoire de Préhistoire Ibnou Diagne, Département d'histoire, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal. Email : alioune.deme@ucad.edu.sn

Introduction

La moyenne vallée du fleuve Sénégal est une plaine d'inondation située dans la zone sahélienne et ceinturée par le Sahara au nord et le Ferlo au sud. Son écologie et sa géomorphologie particulières en ont fait une zone d'attraction pour les populations subissant les fluctuations de l'isohyète 400 mm.

Les premières occupations y sont anciennes, comme attesté par la présence de nombreux sites archéologiques (figure 1). Le potentiel archéologique de la moyenne vallée du fleuve Sénégal a été reconnu depuis la colonisation avec les recherches de Bonnel de Mézières à Subalo Mboumba¹. L'estimation de ce potentiel a été renforcée par les travaux de Martin et Becker (1974, 1984) qui, entre 1968 et 1985, ont recensé 300 sites dans la moyenne vallée dans le cadre de leur inventaire des sites protohistoriques de la Sénégalie².

Cependant, les premières recherches archéologiques faites dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal ont été limitées en étendue et utilisaient souvent l'approche normative : focus sur les fossiles directeurs et la typologie, utilisation d'une approche souvent descriptive, site spécifique et hypothèses exogènes. De ce fait, beaucoup d'aspects n'ont pas été abordés : chronologie d'occupation, dynamique du peuplement, évolution technologique (surtout métallurgique), processus d'émergence et d'évolution de la complexité sociale³, stratégie d'occupation régionale.

Ces questions cruciales seront abordées en 1990-1991 par un projet majeur de recherche appelé le MSV Project, projet auquel nous avons pris part en tant qu'étudiant. C'était un projet à multiples étapes, donc inscrit dans la durée, car les premières conclusions devaient éclairer d'autres questions (donc d'autres recherches) engendrant d'autres réponses et de nouvelles questions. C'est pourquoi ces recherches seront suivies par d'autres durant les années 2000.

La méthodologie utilisée depuis le MSV Project se base sur une prospection extensive régionale suivie d'une cartographie. La moyenne vallée du fleuve Sénégal étant divisée en trois unités géomorphologiques, la stratégie se concentra au début sur les hautes levées (non inondables), car ce sont les endroits les plus favorables à l'occupation humaine. La stratégie va évoluer durant les années 2000 pour couvrir toutes les unités géomorphologiques. Cela permettait d'avoir une idée sur la dynamique régionale de l'occupation de l'espace et de déterminer si et comment cette occupation a changé dans le temps et à travers l'espace. La chronologie fut établie à partir de la sériation céramique accompagnée d'une collecte intensive d'échantillons radiocarbone et de l'établissement d'une courbe archéomagnétique. La méthodologie incluait aussi un focus sur les données paléo-économiques et paléo-environnementales. Ces dernières furent basées

sur la collecte d'échantillons de flottation, de pollens et sur l'analyse de la faune (à partir des ossements). La méthodologie comprenait enfin une analyse des ossements humains et des métaux.

Cet article fait la synthèse des résultats de recherches depuis les années 1990, qui ont fourni nombre de données : une métallurgie ancienne, une occupation qui commence au premier millénaire BC et établit une dynamique d'occupation qui, contrairement à la tradition orale qui affirme que les populations sont venues de l'est, indique une occupation de la Moyenne Vallée de l'ouest vers l'est. Ces résultats ont permis d'éclairer le processus et l'évolution du peuplement et de l'occupation, les échanges et l'évolution technologique.

The MSV Project (1990-1992)

Les années 1990 marquent un tournant décisif dans l'archéologie de la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Cette période est caractérisée par l'internationalisation de la recherche avec l'arrivée de Rod et Susan McIntosh qui, après leurs recherches dans le Delta intérieur du Niger, se tournèrent vers la moyenne vallée du fleuve Sénégal dans la perspective d'une approche comparative théorique et méthodologique globale sur la genèse de l'État, le processus d'urbanisation, les formes de complexité, l'évolution technologique, etc. (Voir figure 1).

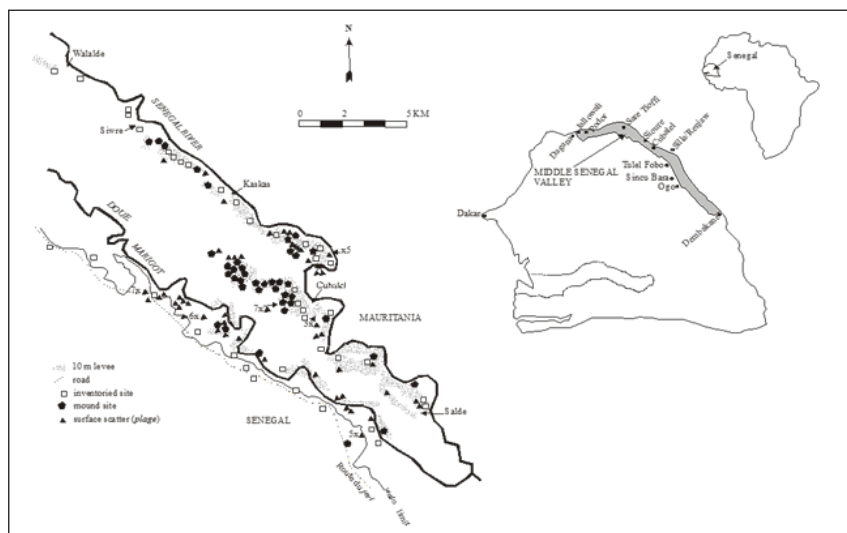


Figure 1 : Carte de sites inventoriés durant le MSV Project (Dème 2003:50)

Le MSV Project, qui était une collaboration entre la Rice University (Houston, Texas) et l'IFAN Cheikh Anta Diop, incluait la participation de 5 étudiants en maîtrise du département d'histoire (y compris nous-même). Il a introduit de nouvelles approches méthodologiques et théoriques qui engendrèrent un passage de l'approche site (typologique, et descriptive) à l'approche régionale et processuelle (analytique et holistique). Il a fourni un cadre pour aborder des questions essentielles telles que le changement dans le temps et à travers l'espace dans la culture matérielle, la technologie et le développement de la spécialisation (McIntosh 1990).

L'objectif de ce projet était d'évaluer la gamme complète des sites, de fournir des données sur la chronologie des changements dans la culture matérielle, la technologie, la subsistance et le commerce, et de déterminer la variété des sites dans la région d'étude en termes de taille, dimensions, localisation, matériels de surface et chronologie (McIntosh 1990:10). La méthodologie utilisée reposait sur la fouille de sites profondément stratifiés (à Cubalel, Siwre et Sincu Bara), une cartographie extensive et une prospection.

Les données provenant de 14 sondages ont mis en évidence une séquence céramique à 4 phases qui a été calibrée par plus de 35 dates au radiocarbone. La série radiocarbone fut également utilisée pour calibrer une courbe archéo-magnétique pour la région (McIntosh *et al.* 1992). La prospection archéologique que nous avons codirigée a fourni des données sur les schémas de peuplement, principalement dans les zones non inondées du Walo (100 % de couverture des hautes levées), bien que le jéjeengol (la zone de transition entre le Walo et les hautes terres du Jeri) ait également fait l'objet d'une enquête (Dème 1991 ; McIntosh & Dème 2017) (figure 2).

La prospection sur une zone large de 800 km² (entre Siwre et Saldé) a permis la découverte de 144 sites, au-delà des 36 déjà reconnus par Martin et Becker (1984) (figure 3). Parmi ceux-ci, 79 étaient de petites surfaces plates, éphémères et dispersées connues sous le nom de plages, qui ont été cartographiées, mais dont le matériel de surface n'a pas été collecté. L'analyse céramique combinée à 35 datations radiocarbones plus l'introduction de l'archéomagnétisme ont permis d'établir une séquence céramique en 4 phases (0 AD au XVI^e siècle) (McIntosh *et al.* 1992 et 2017).

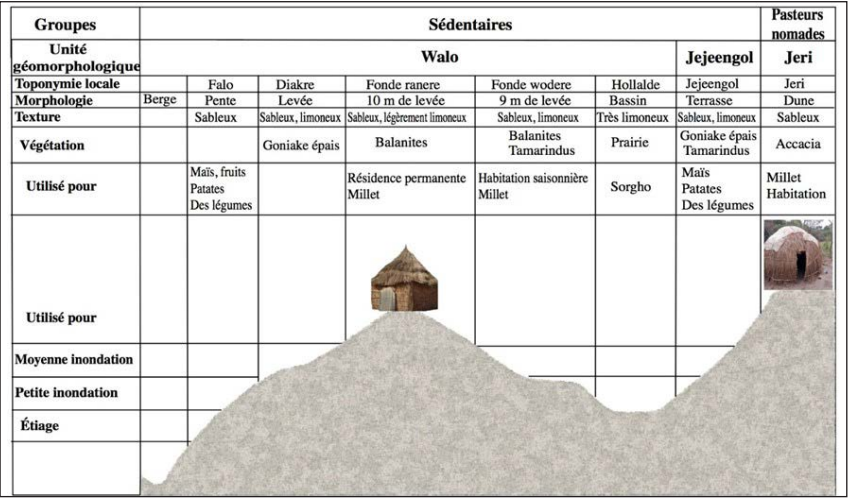


Figure 2 : Coupe géomorphologique de la moyenne vallée du fleuve Sénégal et stratégies de prospection. Les hautes levées qui sont non inondables, donc habitables de manière permanente, furent prospectées à 100 %

Les 65 sites, avec un important matériel de surface associé à des dépôts archéologiques évidents, ont été collectés, examinés, et ont reçu une date provisoire basée sur la nature de la céramique trouvée en surface. Cuivre et autres exotiques ont été trouvés uniquement sur des sites avec des assemblages postérieurs à 900 AD. En outre, il n’y avait pas évidence d’une hiérarchisation des sites. Presque tous les sites antérieurs à 900 AD mesuraient 2 ha ou moins. Ce schéma était différent de celui issu du Delta intérieur du Niger où on note la présence de grandes agglomérations tout au long du premier millénaire (Dème 2018 ; McIntosh & McIntosh 1988 ; McIntosh 1999 ; McIntosh & McIntosh 1984).

La chronologie d’occupation fournie par le MSV Project (occupation de la zone située entre Siwre et Salde durant les deux millénaires AD) englobe la chronologie d’occupation de sites situés à l’est de l’Île à Morfil : Sincu Bara (McIntosh & Bocoum 2000 ; Bocoum & McIntosh 2002) et Ogo (Chavane 1985:107). Mais d’autres recherches sur des sites situés à l’ouest de Cubalel ont reculé l’occupation de la moyenne vallée au premier millénaire BC. Parmi ces sites, on peut citer Walaldé et Kaskas.

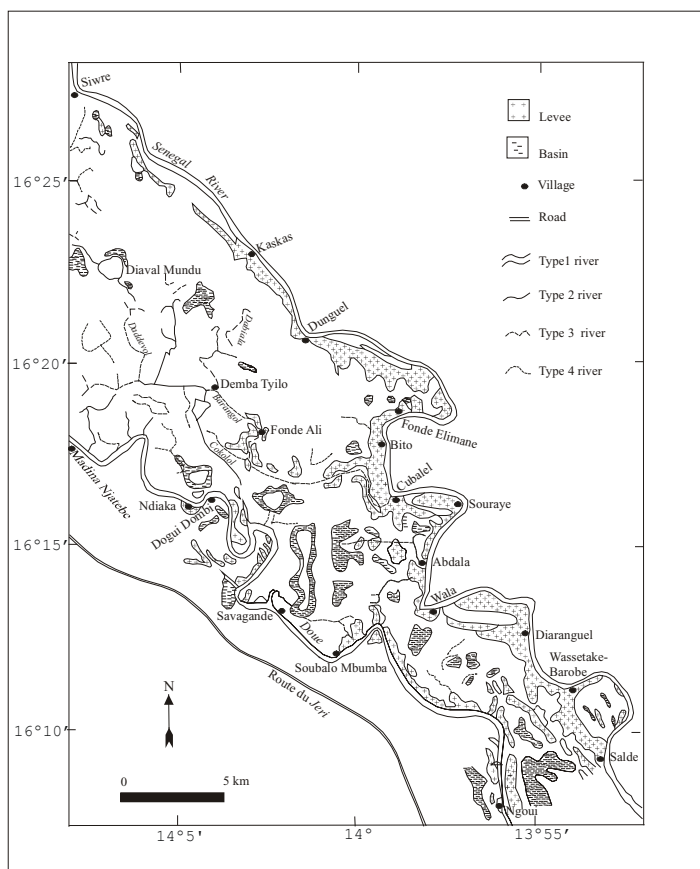


Figure 3 : Zone d'étude du MSV Project (Dème 1991:29)

Recherches archéologiques à Walaldé et à Kaskas en 1999-2000

Le MSV Project n'a pas eu le temps et les ressources nécessaires pour explorer certaines informations fournies par la prospection montrant l'existence de sites assez vastes (5 à 7 ha) dans le Walo qui se sont développés très tôt durant le premier millénaire AD. Évidemment, s'il s'avérait que de grands sites se sont développés peu de temps après la colonisation du MSV ou que d'importants villages existaient à différents endroits du jejeengol, cela modifierait considérablement l'image actuelle de l'organisation spatiale dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal durant le premier millénaire AD. En outre, on en savait trop peu sur les sites du jejeengol où les plus grands villages agropastoraux ont été localisés historiquement et sur lesquels des sites archéologiques ont été découverts et mis au jour à l'époque coloniale.

C'est ainsi que nous avons entrepris une campagne de recherche géo-archéologique (combinant archéologie et étude géographique régionale) dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal en 1999-2000 dans le cadre de notre thèse de doctorat. Cette campagne combinait fouilles à Walaldé (figure 4) où deux sondages furent ouverts (l'un dans chaque butte) et fouilles à Kaskas (où trois sondages furent ouverts, l'un dans chacune des buttes).

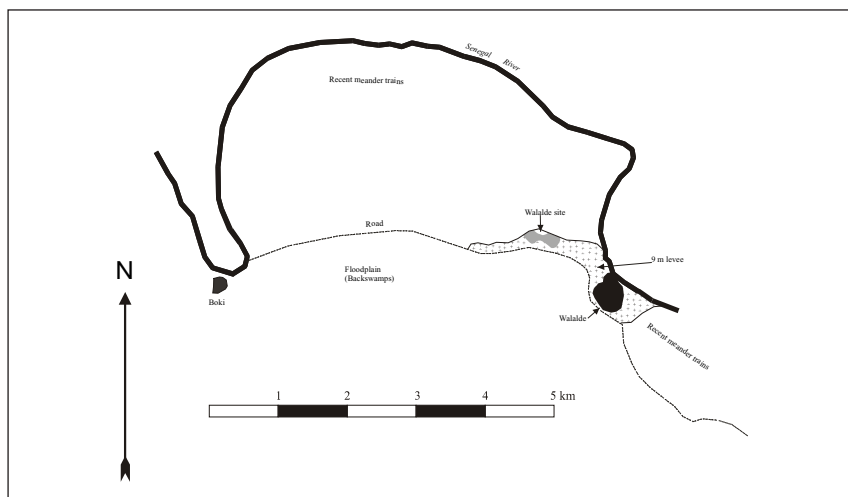


Figure 4 : Localisation du site de Walaldé (Dème 2003:54)

Les recherches ont repoussé d'au moins 600 ans la date d'occupation connue dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Deux phases d'occupation ont été décelées à Walaldé : Phase I (800 -550 cal BC) et Phase II (550 -200 cal BC). Les premiers occupants étaient des personnes utilisant du fer, bien qu'il ne soit pas encore certain qu'ils produisaient le fer utilisé – qu'ils pouvaient avoir obtenu par des échanges⁴. Plus tard, le cuivre a été obtenu à Akjoujt, en Mauritanie. Les preuves de la fonte et du forgeage du fer sont abondantes après 500 cal BC.

Les occupants de Walaldé étaient aussi en contact avec les occupants des sites littoraux mauritaniens et sénégalais (figure 5). Ces sites du littoral sénégal-mauritanien s'étendent de Nouadhibou au delta du Sénégal. Par exemple, la poterie des premiers niveaux d'occupation de Walaldé présente des preuves de contact avec les occupants de ces sites mauritaniens de Boudhida décrits par Vernet (2000) dans la région de Nouakchott. La poterie de Boudhida est caractérisée par une prépondérance de pots à bords éversés pointus qui contrastent avec les bords à angle de liaison nettement plus atténué qu'on trouve ailleurs dans la région. Ce type de bords à Boudhida

correspond au type E8, qui est si distinctif de l'assemblage céramique des premiers niveaux d'occupation de Walaldé. Les motifs décoratifs propres à Boudhida incluent les lignes géométriques et les pseudo-moulures. Ces éléments sont présents à Walaldé dans les premiers niveaux.

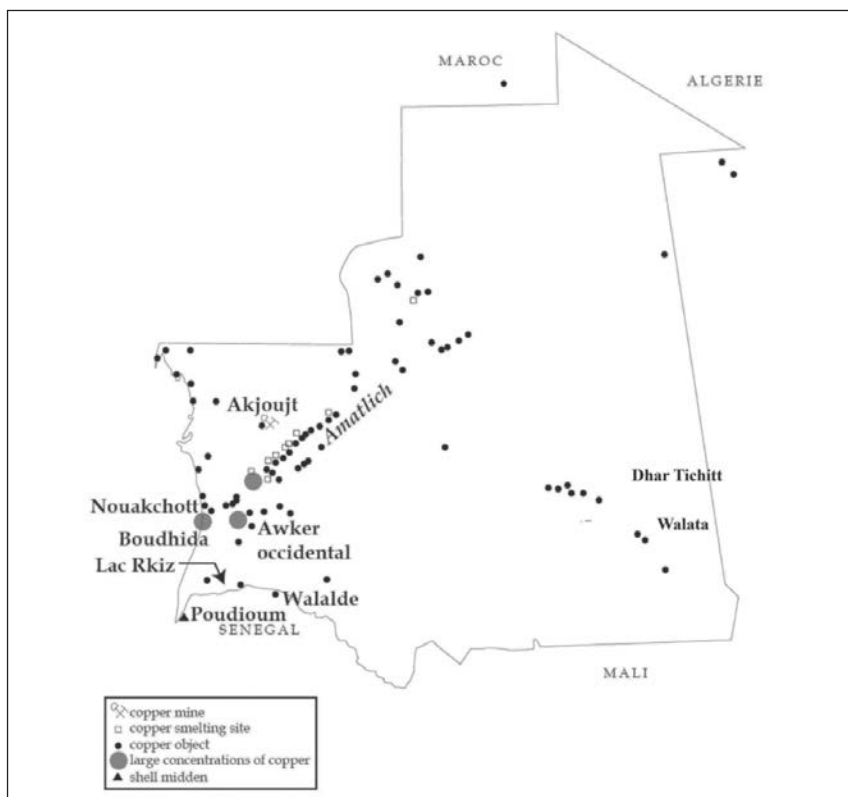


Figure 5 : Contacts entre Walaldé et les sites du littoral sénégal-mauritanien et aussi du sud de la Mauritanie (Dème 2017:91)

À Kaskas, l'occupation daterait de 150 cal BC–100 cal AD. Il faut noter, pour le déplorer, le fait que les sites de Kaskas aient été détruits par la SAED durant la construction de la digue Kaskas–Madina–Ndiathiebé. Donc nous n'avons pu étudier que les premiers niveaux d'occupation.

La séquence d'occupation révélée par les fouilles effectuées à Walalde et à Kaskas couvre la période allant de 800–400 cal BC à 150 cal BC–100 cal AD, en liaison avec les séquences précédemment établies de Cubalel / Siwré (figure 6).

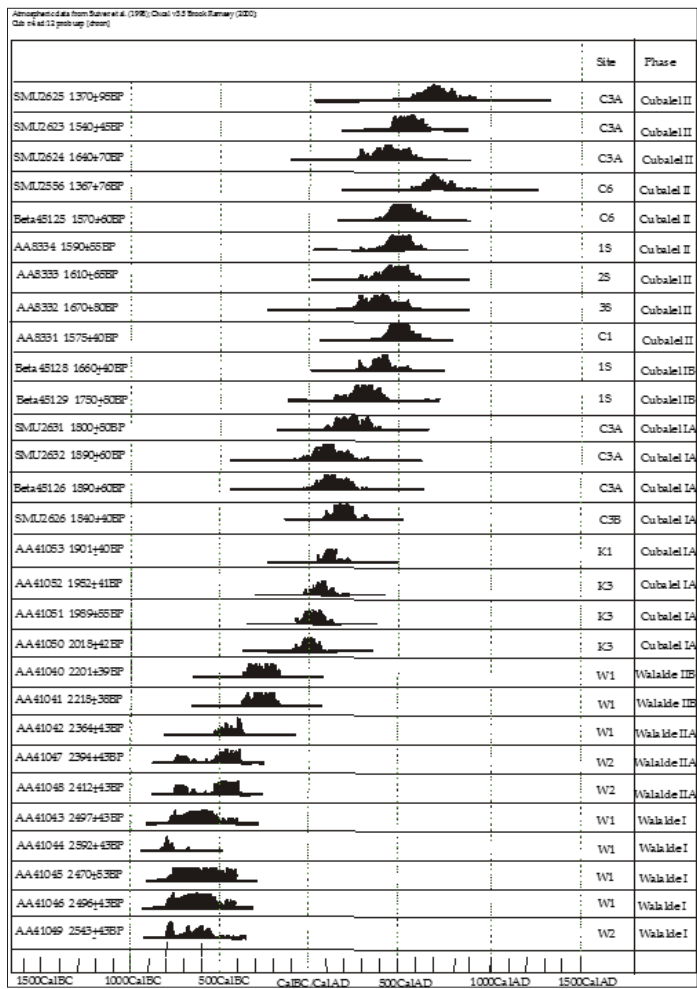


Figure 6 : Chronologie d’occupation à Walaldé, Kaskas, et Cubalel (Dème 2003:262)

La prospection de la partie du jejeengol située au sud de la zone d’étude du MSV Project (entre Madina Ndiackbe et Mbumba) a fourni une chronologie d’occupation similaire à celle de la plaine d’inondation. Mieux, si, selon les données préliminaires du MSV Project, les sites de la phase IV (950 à 1500 AD) étaient relativement rares sur le Walo, ils semblent être relativement nombreux sur le jejeengol (figure 7). Ces résultats pourraient en fin de compte nous aider dans nos futures recherches visant à mieux comprendre l’émergence d’États tels que le Tékrur.

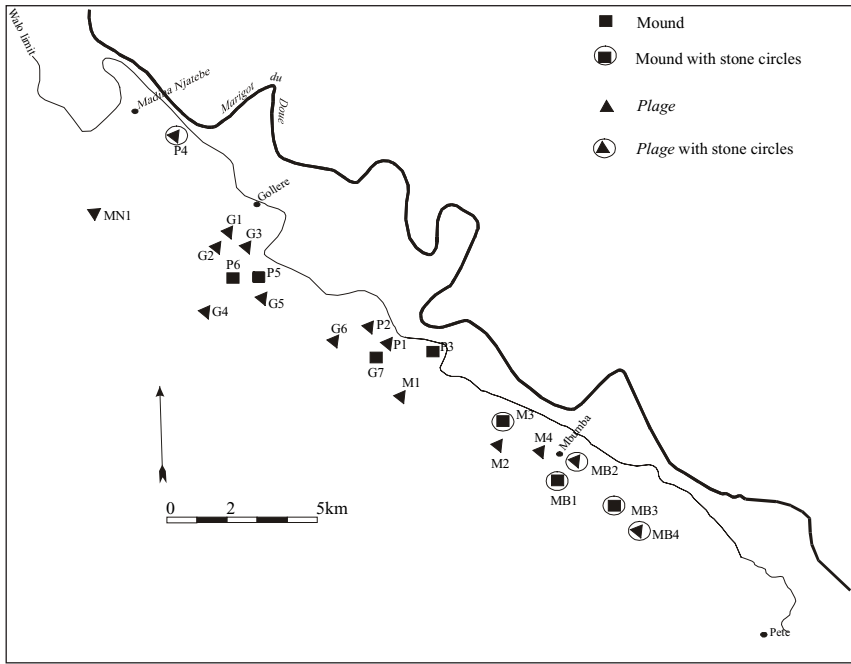


Figure 7 : Sites découverts dans le jejeengol (Dème 2003:249)

Conclusion

L'archéologie de la moyenne vallée du fleuve Sénégal depuis les années 90 a effectué un grand bond en avant, tant sur le plan scientifique que sur le plan de la formation. Le processus d'occupation dans le temps et à travers l'espace semble avoir suivi une direction ouest-est. Les sites les plus anciens sont datés du premier millénaire BC : Walalde et Kaskas. On peut aussi y ajouter les sites de Guédé et de Diallowali. L'occupation de Guédé daterait de 500 BC (Guèye communication personnelle). Diallowali, situé à l'ouest de Walaldé, a un début d'occupation un peu plus ancien que celui de Walalde (1100-950 BC) (Coutross 2017:287). Diallowali et Walaldé ont baigné dans le même contexte de contact avec le littoral sénégal-mauritanien et le sud de la Mauritanie. De ce fait, les données semblent conclure, pour le moment, à une occupation de l'ouest vers l'est (figure 8).

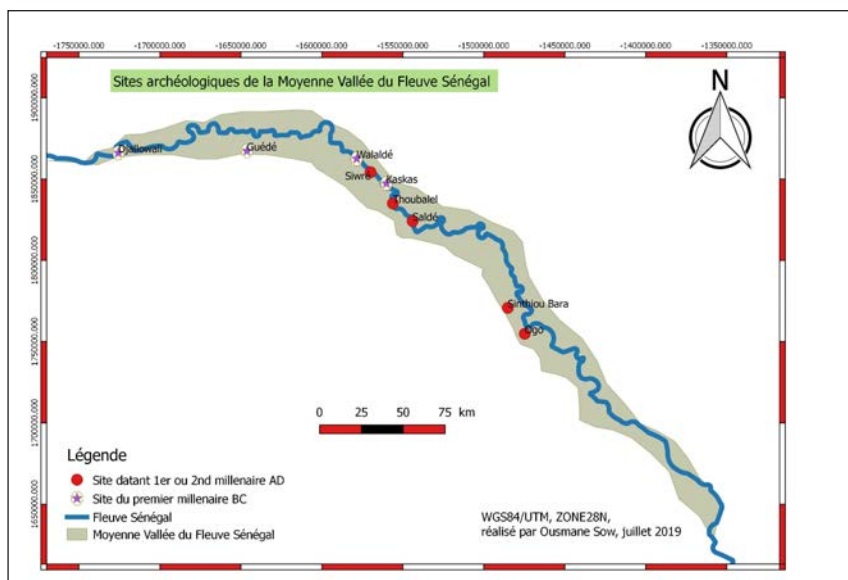


Figure 8 : Chronologie d’occupation de la moyenne vallée du fleuve Sénégal : les sites les plus anciens se trouvent à l’ouest de Cubalel, alors que les sites les plus récents se trouvent à l’est de Cubalel

Remerciements

Les recherches à Walaldé et à Kaskas n’auraient pu être réalisées sans un financement provenant de trois sources : la Wenner-Gren Foundation, la National Science Foundation (bourse de recherche doctorale numéro 9820919) et la Bremen Stiftung für Geschichte (qui a fourni un financement pour cinq échantillons radiocarbone).

Notes

1. Bonnel de Mezières était à la recherche du tombeau du leader almoravide Abu Dardai. Ses recherches, effectuées en 1916, marquent le début de l’archéologie au Sénégal.
2. Le nombre de sites dans la moyenne vallée dépasse les 300. D’autres sites ont été découverts par le MSV Project (Dème 1991, 2003 ; McIntosh & Dème 2017) .
3. À cause de sa position stratégique, la moyenne vallée du fleuve Sénégal est considérée par la tradition orale et par les sources arabes comme le centre d’organisations étatiques puissantes et centralisées comme Takrur (qui fut rival de l’empire de Ghana) et Silla.
4. Deux petites pièces de scories et un petit fragment de tuyère sont les seules évidences métallurgiques pour les débuts d’occupation. En outre, il est impossible d’aboutir à des conclusions sur la base de deux sondages.

Bibliographie

- Al Naqar, U., 1969, « Takrur, the history of a name », *Journal of African history*, 10, p. 365-374.
- Ba, A., 2002, *Le Takrur, des origines à la conquête par le Mali (VIe-XIIIe siècles)*, CRIAA, Université de Nouakchott, IFAN/UCAD.
- Barry, B., 1972, *Le Royaume du Waalo : le Sénégal avant la conquête*, Paris, Maspero.
- Bocoum, H. & S. K. McIntosh, 2002, Fouilles à Sincu Bara, Moyenne Vallée du Sénégal, Nouakchott CRIAA/IFAN.
- Chavane, B., 1985, *Villages de l'ancien Tékroul*, Paris, Karthala-CRIAA.
- Coutross, P., 2017, *People and Palaeoclimate : Perspectives from the Diallowali Site System*, thèse de doctorat Ph.D. Yale University.
- Cuoq, J., 1975, *Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale du 8^e au 16^e siècle* (Bilad al Sudan), Paris, Éditions du CNRS.
- Curtin, P., 1975, *Economic Change in Precolonial Africa : Senegambia in the era of the slave trade*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Delafosse, M. & H. Gaden, 1913, *Chroniques du Fouta sénégalais*, Paris, E. Leroux.
- Dème, A., 2018, « Ancient developments in the Middle Senegal and the Middle Niger Delta », in *Oxford Research Encyclopedia in African History*, Online Publication Date : Apr 2018 DOI: 10.1093/acrefore/9780190277734.013.158.
- Dème, A., 2017a, « Pêche et interactions entre la moyenne vallée du fleuve Sénégal et le littoral atlantique sénégal-mauritanien durant le dernier millénaire BC », dans Philip de Souza, Pascal Arnaud, Christian Buchet (Éds.), *La mer dans l'Histoire : l'Antiquité*, Paris, Oceanides, Suffolk Boydell and Brewer Press, p. 89-101.
- Dème, A., 2017b, « Takrur », in Saheed Aderinto (Eds.), *The African Kingdoms : An Encyclopedia of Empires and Civilizations*, Santa Barbara, ABC-CLIO, p. 263-264.
- Dème, A., 2003, *Archaeological investigation of settlement evolution and emerging complexity in the Middle Senegal Valley*, Ph. D. dissertation, Rice University.
- Dème, A., 1998, *Archaeological investigation of settlement and emerging complexity in the Middle Senegal Valley*, Proposal soumis à la National Science Foundation.
- Dème, A., 1991, Évolution climatique et processus de mise en place du peuplement dans l'Île à Morphil, mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop.
- Dème, A. & Guèye N.S. 2007, « Enslavement in the Middle Senegal valley : historical and archaeological perspectives », in A. Ogundiran and T. Falola (Eds), *The Archaeology of Atlantic Africa and the African Diaspora*, p. 122-139. Bloomington, Indiana University Press.
- Dème, A. & S. K. McIntosh, 2006, « Excavations at Walaldé : New light on the settlement of the Middle Senegal Valley by iron-using peoples », *Journal of African Archaeology*, 4(2), p. 317-347
- Diaw, Y., 1913, « Les six migrations venant de l'Égypte auxquelles la Ségambie doit son peuplement », dans Delafosse M. & H. Gaden, *Chroniques du Fouta sénégalais*, Paris, E. Leroux, p. 123-131.

- Guèye, N.S., 2011, « Dis-moi quel pot tu as et je te dirai qui tu es ! Matérialiser les identités sociales dans les décors céramiques de la moyenne vallée du fleuve Sénégal (nord du Sénégal) », *Azania : Archaeological Research in Africa* 46, p. 20-35.
- Guèye, N. S., 2003, « Female handicraft and globalization: change and resistance in ceramic production in the Senegal River Middle Valley, sixteenth to twentieth century », in K. S. Jomo & K. K. Jin (Eds), *Globalization and Its Discontents Revisited*, p. 1-16. Kuala Lumpur, Tulika and SEPHIS.
- Guèye, N. S., 1998, *Poteries et peuplements de la moyenne vallée du fleuve Sénégal du XVIe au XXe siècle : approches ethnoarchéologique, archéologique et ethno-historique*, thèse de doctorat, Université de Paris X-Nanterre.
- Guèye, N. S., 1992, « Étude typologique des pipes de la moyenne Vallée du fleuve Sénégal », article de diplôme d'études approfondies, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- Guèye, N. S., 1991, *Étude de la céramique subactuelle et de ses rapports avec la céramique de Cubalél*, mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
- Kane, O., 1986, *Le Fuuta-Tooro des Satigi aux Almaani : 1512-1807*, thèse de doctorat d'État, UCAD.
- Levtzion, N. & J. Hopkins, 1986, *Early corpus of Arabic sources for West African history*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Martin, V. & C. Becker, 1974, « Vestiges protohistoriques et occupation humaine au Sénégal », *Annales de démographie historique*, p. 403-429.
- Martin, V. & C. Becker, 1984, *Inventaire des sites protohistoriques de la Sénagambie*, Kaolack, CNRS.
- McIntosh, R., 1993, « The Pulse Theory: genesis and accomodation of specialization on the Middle Niger », *Journal of African History* 34, p. 181-201.
- McIntosh, R. & A. Deme, 2017, « Reconnaissance of the Cubalél study region », in *The search for Takrur : Archaeological excavations and reconnaissance along the Middle Senegal Valley* édité par S. McIntosh, R. McIntosh et H. Bocoum, New Heaven, Yale University Press p. 341-380.
- McIntosh, R. & S. K. McIntosh, 1988, « From Siècles Obscurs to Revolutionary Centuries on the Middle Niger », *World Archaeology*, Vol. 20, N° 1, *Archaeology in Africa*, p. 141-165.
- McIntosh, S. K., 1999, « A tale of two floodplains : comparative perspectives on the emergence of complex societies and urbanism in the Middle Niger and Senegal Valleys », in P. Sinclair (Ed.), *Proceedings of the Second World Archaeological Congress Intercongress*, Mombasa, Published on the Uppsala University website.
- McIntosh, S. & H. Bocoum, 2000, « New Perspectives on Sincu Bara, a First Millennium Site in the Senegal Valley », *African Archaeological Review* 17, 1. [https:// doi.org/10.1023/A:1006694511823](https://doi.org/10.1023/A:1006694511823).
- McIntosh, S. & R. McIntosh, 1984, « The Early City in West Africa : Towards an Understanding », *The African Archaeological Review*, Vol. 2, p. 73-98.
- McIntosh, S. K., R. J. McIntosh & H. Bocoum, 2017, *The search for Takrur : Archaeological excavations and reconnaissance along the Middle Senegal Valley*, New Heaven, Yale University Press.

- McIntosh, S. K., R. J. McIntosh & H. Bocoum, 1992, « The Middle Senegal Valley Project : Preliminary results from the 1990-1991 field season », *Nyame Akuma* 38, p. 47-61.
- Robinson, D., 1971, Abdul Kader Kane and the history of the Futa Tora 1853 to 1871, Ph.D dissertation, Columbia University, Ann Arbor, University microfilms.
- Vernet, R., 2000, « Un habitat de l'âge du cuivre (2500 BP) de la région de Nouakchott (Mauritanie occidentale) : Imbich-Est », *Sahara. Prehistory and History of the Sahara* 12, p. 83-90.



The 'Middle Belt' Historiography of Resistance in Nigeria

Samaila Suleiman*

Abstract

Existing studies on Nigerian historiography cover renowned historians, major historical writings and prominent historiographical traditions of the major ethnicities such as Hausa, Igbo and Yoruba, with little or no attention paid to the multiple ethnic minorities in the Middle Belt area. Using a range of sources, from oral interviews with historians and activists, and a textual analysis of the writings of Middle Belt intellectuals, this study maps out the textual tradition of Middle Belt historiography, its ideological background and political undertones. This article argues that the writings of Middle Belt intellectuals represent the tension between distinct intellectual trends and political agendas in postcolonial Nigeria. Animated by a discourse of marginality and resistance to the dominant interpretations of northern Nigerian historiography, the article advances a fresh approach to the Middle Belt as an epistemic struggle by the ethnic minorities of northern Nigeria to reassert their 'historical patrimony' or reclaim their 'historical dignity' through the creation of projects that highlight their historical past.

Résumé

Les études existantes sur l'historiographie nigérienne couvrent des historiens de renom, des écrits historiques majeurs et des traditions historiographiques importantes des principales ethnies telles que les Hausa, les Igbo et les Yoruba, avec peu ou pas d'attention portée aux multiples minorités ethniques de la région du « Middle Belt ». En utilisant plusieurs de sources, à partir d'entretiens oraux avec des historiens et des militants, et d'une analyse textuelle d'écrits d'intellectuels du « Middle Belt », cette étude retrace la tradition textuelle de l'historiographie du « Middle Belt », son contexte idéologique et ses nuances politiques. Cet article soutient que les écrits d'intellectuels du « Middle Belt » illustrent la tension entre les tendances intellectuelles

* Department of History, Bayero University, Kano.
Email: smlsuleiman@gmail.com; ssulaiman.his@buk.edu.ng

distinctes et les agendas politiques du Nigeria postcolonial. Animé par un discours de marginalité et de résistance aux interprétations dominantes de l'historiographie du nord du Nigéria, l'article propose une nouvelle approche du « Middle Belt », de lutte épistémique des minorités ethniques du nord du Nigéria à réaffirmer leur « patrimoine historique » ou récupérer leur dignité à travers la création de projets qui mettent en valeur leur passé historique.

Introduction

On the morning of 22 April 1990, Nigerians woke up to the sound of martial music on their radios. A BBC World News item read by Loise Carr at 6:15 am reported heavy gunfire in the centre of Lagos. The main body of the story said that the French News Agency had monitored an 'unidentified' voice in a broadcast from Lagos:

On behalf of the patriotic and well-meaning people of the Middle Belt and the Southern parts of this country, I, Major Gideon Gwaza Orkar, wish to happily inform you of the successful ousting of the dictatorial, corrupt, drug baronish, evil men, sadistic, deceitful, homosexually (sic), prodigalistic, unpatriotic administration of General Ibrahim Badamasi Babangida . . . we wish to emphasise that this is not just another coup but a well conceived, planned and executed revolution for the marginalised, oppressed and enslaved people of the Middle Belt and the South with a view to freeing ourselves and our children yet unborn from eternal slavery and colonisation by a clique of this country.¹

Since the end of colonial rule in 1960, Nigeria had experienced a number of military coups, but this was the first time that a coup was purportedly executed on behalf of a section of the country, that is the Middle Belt and southern Nigeria.² However, what is relevant in Orkar's broadcast was the rhetoric of the military insurrection, which embodies a popular dissident narrative among the non-Muslim, largely Christian minorities of northern Nigeria. The Middle Belt narrative of resistance evolved against the background of a set of complex memories of conquests, victimhood and resistance associated with the nineteenth-century Danfodio Jihad, which led to the creation of the Sokoto Caliphate³ and a new historiographical tradition that sought to delegitimise prevailing religious and political practices in Hausaland and beyond. Attempts to conquer the non-Muslim communities of the Middle Belt region provoked stiff resistance.

The advent of British colonialism in 1903 heralded the beginning of colonial historiography in which the indigenous peoples were dispossessed of historical agency and dignity. Against the backdrop of colonial epistemic violence, Africanist historians inaugurated a series of critical research

projects intended to disabuse Africa of colonial stereotypical narratives, leading to the creation of the Ibadan, Dar es Salaam, and A.B.U. nationalist schools of history. Between the 1960s and 1970s, nationalist historians were mainly preoccupied with the histories of the major ethnicities such as the Hausa, Fulani, Yoruba and Igbo, thereby consigning the ethnic minorities to the footnotes of dominant national and regional narratives. The dogged attempt at producing a national narrative quickly unravelled under the impact of regionalist identity politics, military insurrection against democratic institutions and corruption, allowing for the powerful assertion of the historical narratives of regional and ethnic identities. As a consequence, a historiographical initiative was launched in the 1970s by a group of Middle Belt scholars who created a distinctive textual tradition as a counter-discourse to nineteenth-century Sokoto Jihad historiography, as well as to the colonial and nationalist literature. Although the works of these disenchanted postcolonial historians deal largely with particular cases of local histories, they fit into a wider tradition of discursive dissent among Nigerian ethnic minorities.⁴

This article is an attempt at mapping the textual tradition of Middle Belt historiography and the politics motivating it. It begins by interrogating the meaning of the term 'Middle Belt' as an intangible identity category. Then it examines the representation of the Middle Belt in the mainstream historical discourses of northern Nigeria. Finally, the discussion is widened to the Middle Belt historiography of resistance and its identitarian–sectarian and political undertones.

Defining the 'Middle Belt'

Although the term Middle Belt is widely used in popular and scholarly discourse, it is not clear what it means or signifies ontologically. There is, however, a corpus of literature, which attempts to delineate the boundaries of the area in terms of geographical, climatic and demographic factors.⁵ According to Moses Ochonu the Middle Belt comprises Abuja (the capital of Nigeria), Benue, Plateau, Kwara, Kogi, Southern Kaduna, and parts of Niger, Adamawa and Taraba States. This conservative regional approximation of the Middle Belt is 'opposed to the idea of a Greater Middle Belt, which is a largely political construct appropriating all non-Hausa-Fulani and Kanuri peoples of northern Nigeria'.⁶ This political delineation is, however, problematic because of the presence of a sizeable number of Hausa–Fulani and non-Hausa–Fulani Muslims in all of the areas.⁷ Even the predominantly 'Muslim states' of Katsina, Kano, Kebbi and Gombe also contain pockets of non-Muslims. The Middle Belt, therefore, is a contested

space, which does not correspond to a clear geopolitical or ethnic unit, but is usually understood vis-à-vis its main (real or imaginary) adversary, i.e. the so-called Muslim Hausa–Fulani culture, which allegedly constitutes the main hegemonic culture of northern Nigeria, and the latter's corresponding pre-colonial political institution, the Sokoto Caliphate.⁸

In terms of physical geography, it is 'taken as an area roughly inscribed by the Hausa-speaking area to the north, and the Yoruba, Edo, and Igbo-speaking areas to the south'.⁹ In human geographical terms, the Middle Belt is sometimes used interchangeably with Central Nigeria, because most of the ethnic minorities in northern Nigeria are geographically located at the 'centre' of Nigeria.

Middle Belt consciousness is deeply connected to the history of Christianity and the Pentecostal drive in northern Nigeria, which gave stronger voices to non-Muslim groups.¹⁰ The establishment of missionary schools, hospitals, dispensaries, and churches in non-Muslim communities served to engender a shared religious identity, which fed into conceptions of a social and political identity that was seen to be different from dominant Islamic patterns in politics and society in northern Nigeria.¹¹ In their attempt to win converts, Christian missionaries reactivated memories of victimhood and local sentiments among non-Muslim groups. Mathew Hassan Kukah re-echoes this view when he states that 'the products of these missionary efforts were gradually chipping away at the foundation of Anglo-Fulani hegemony and their education served to provide an escape route for those that this class held bondage for many years'.¹²

There is thus a strong connection between Christianity and Middle Belt consciousness¹³ on the one hand, and the production of Middle Belt historiography on the other.¹⁴ According to Okpeh Okpeh, there is a consciousness called the Middle Belt which is defined by a history of resistance to Islamisation and marginalisation in the way British colonialism was conceived and applied to northern Nigerian ethnic minorities.¹⁵ As a form of consciousness, it represents a string of historical grievances and a response to the spectre of 'Hausa–Fulani' cultural transgression on non-Muslims of northern Nigeria. In other words, Middle Belt consciousness can be defined as the aggregate of historical grievances of the non-Hausa–Fulani and non-Muslim communities of northern Nigeria, who resisted Islamisation and incorporation into the Hausa–Fulani religious and cultural matrix. These grievances were originally articulated by religious leaders, politicians and activists, and eventually transposed into universities and scholarly texts.

The approach to the Middle Belt here departs markedly from preceding renditions, which seek to define and locate an ontological Middle Belt

within the purviews of geography, culture and politics. In contrast it sees the Middle Belt as a 'discourse community', which transcends the limitations that space and time impose on ideas. The Middle Belt is treated in this article in a Foucauldian sense, as a 'society of discourse',¹⁶ comprising a cohort of practitioners – politicians, activists, academics, journalists and publishers – who have identified with the struggle for the emancipation of ethnic minorities in northern Nigeria. This community of intellectuals has authored a large volume of literature, which constitutes the Middle Belt historiography of resistance.

The Middle Belt on the Margins of Nigerian Historiography

In his book entitled *Nigerian Perspectives: An Anthology*, Thomas Hodgkin acknowledges the histories of the Middle Belt communities such as the Tiv, Idoma, Birom and Anaguta as 'interesting secondary themes'. Apart from this dismissive remark, none of the ethnic minorities in the Middle Belt are featured in his seminal text on Nigerian history. Hodgkin rationalises his exclusion of the minorities on the pretext of shortage of space, time and knowledge.¹⁷

However, the historiographical exclusion and classification of ethnic minorities into lower cultural hierarchies has a longer trajectory, going back to the nineteenth-century works of Islamic writers in the Sokoto Caliphate, European travel narratives and the writings of colonial officials. These early writings were framed around themes of isolation and resistance by non-Muslim minority ethnicities against their Muslim neighbours. The writings of Muslim scholars from Bauchi Emirate, in Hausa and Ajami scripts, offered some historical accounts of the Sokoto Jihad around the Middle Belt areas, albeit largely from the perspectives of the Emirs, with the Middle Belt societies mentioned only in so far as they happened to be the objects of Muslim slave raids and conquests.¹⁸

David Tambo, one of the early historians to write on the ethnic minorities, traces the origins of this historiographical exclusion of the minorities to a regime of textual practices associated with the Sokoto Jihad, European travel accounts in the nineteenth century, and the writings of colonial bureaucrats and anthropologists in the twentieth century. Tambo's analysis of these writings 'reveals a stereotyped conception of the region which has existed since the initial comments of the nineteenth century European travellers'.¹⁹ European travel narratives represent the earliest published accounts, which provide some glimpses into the histories of some Middle Belt communities. European travellers wrote the stories of 'isolated, warlike hill-refuge groups' on the Plateau. This fascination with the 'primitive' customs of the Plateau

societies was shared by early twentieth-century observers.²⁰ Despite the empirical details they contain on the Muslim societies, references to the non-Muslim areas of the Middle Belt are sketchy and based on secondary sources. The travellers rarely ventured beyond major trade routes.²¹

For instance, Heinrich Barth, who visited parts of northern Nigeria in the mid-nineteenth century, documented a lot of information on the institutions, political organisations and economies of the Muslim societies. Barth's travel narratives have been treated by Nigerian historians as 'first-hand observations' of nineteenth-century histories in the region. However, his reports were mainly confined to the areas of the Sokoto Caliphate and Borno Sultanate. About the non-Muslim areas of the Middle Belt, he could not offer any 'first hand' information since he did not travel to those areas himself.²² The glimpses he provided of those areas were based on second-hand information furnished by his informants, mostly Muslim traders, who described the non-Muslim minorities in 'unfavourable light'.²³ So, their works too, like those of the Muslim writers, were tainted with exotic views of the ethnic minorities. Through these narratives, a view of history evolved in which Middle Belt societies were represented in derogatory metaphors such as 'backward-looking', 'stateless', 'pagan', 'hill-top people', 'heathen', 'barbaric' and inimical to civilisation.²⁴ By the turn of the twentieth century, these pejorative descriptions were transposed into colonial anthropological and ethnographic literature on northern Nigeria.

The earliest evidence regarding the historicity of the technologies of this textual exclusion can be located in a popular Hausa mythology, the Bayajidda narrative, which classifies northern Nigerian communities into two distinct cultural enclaves, i.e. the *Hausa Bakwai* (Kano, Katsina, Daura, Rano, Zazzau, Biram, Gobir) described as the seven 'legitimate' Hausa states; and the *Banza Bakwai* (Kebbi, Zamfara, Yawuri, Nupe, Yoruba, Gwari, Jukun/Kwararrafa, Ilorin) derogatively labelled as the 'illegitimate' states. The cultural meaning of the word *Banza* includes 'any person who is outside the table of affinity'.²⁵ Going by this definition, it is little wonder that the Middle Belt peoples, who happen to be traditionally outside the Hausa cultural universe, were labelled as *arna* or *gwarawa*.²⁶ The nineteenth-century Sokoto Jihad and the emergence of the Caliphate widened the division between Muslims and non-Muslims. Indeed, the earliest recorded evidence of the Hausa–Banza discourse is contained in Muhammad Bello's *Infāq-al-Maysur* (1813) and the *Raudat al-Akfar* of Abd al-Qadir al-Mustafa (1824).²⁷ Although historians of modern Nigeria have long questioned the epistemological veracity of the narrative, communities in the former category are usually designated as culturally backward and 'stateless' due to the absence of centralised authorities and their vulnerability to foreign domination.²⁸

The Bayajidda narrative has continued to be repeated and reproduced in different shades in school texts and popular historical discourse. While the narrative is still popular among Hausa–Fulani Muslims, the Middle Belt communities, which correspond roughly to the *Banza Bakwai* cultural and spatial imaginary, would outrightly dismiss it as negative cultural profiling. Although the intellectual derivation of the narrative remains problematic, it replicates the division between Muslims communities and the non-Muslim Middle Belt societies in northern Nigeria.

The textual violence and cultural profiling of the non-Hausa, non-Muslim communities continued well into the dominant discourses of the twentieth century. The early part of the century saw the influx of Arabic and English books, and most importantly, the publication of colonial ethnographic and anthropological surveys, which set the phase for the incorporation of local histories into the universe of Western hegemonic knowledge production. This, coupled with intensive Bible translation into local languages by the missions, heralded what can be called the anthropological/ethnographic phase of Middle Belt historiography, as well as the rise of vernacular Christian literature.²⁹ With grants from the British Colonial Development and Welfare Fund, on the recommendation of the British Colonial Social Science Research Council in 1945, an intensive ethnographic project was launched for Africa. This was aimed at providing, in readily comprehensible form, an outline of available knowledge concerning the location, environment, economy, social systems, religion and political organisations of local communities under British colonial rule. A number of research institutions in Europe and Africa as well as anthropologists were deployed to supervise the research.³⁰

The result was the publication of monographs on ethnic minorities in the Middle Belt: *Pagan Peoples of the Central Area of Northern Nigeria*; *People of the Middle Nigeria Region of Northern Nigeria*; *Peoples of the Plateau Area of Northern Nigeria*, among others. Even in the colonial ethnographic enterprise, communities such as the Tiv, Idoma, Igala and Nupe received more coverage compared to the smaller ethnicities. For example, micro-ethnicities such as Agatu, Akpa, and Etulo in Benue on the one hand, and Amo, Chen and Firan in Plateau on the other, were only covered in detailed information in the field reports of colonial administrative officers, 'prepared especially during the 1920s and 1930s in connection with local administrative organizations'.³¹ The view of the Middle Belt as the abode of 'primitive people' or 'pagans' within the Emirates was reproduced in colonial writings. For example, while describing Plateau communities as 'virile pagans', Margery Perham also designated the Tiv in Benue as 'brutally

primitive'.³² It is important to note that the colonial epistemic transgression was not exclusive to the Middle Belt communities. The Muslim societies of the Sokoto Caliphate were equally derogatively typecast as 'primitive' and 'Mohammedan Emirates' in colonial historiography.

The methodological and conceptual approaches of each succeeding generation of observers, and their selection of certain types of subject material to the exclusion of others,³³ had the cumulative effect of amplifying the view of the Middle Belt as 'marginalia' – the denigration of the minorities to the margins of Nigerian historiography.³⁴ The intertextuality between the discourse of Muslim writers, European travel narratives and colonial anthropological accounts, coupled with a shared history of resistance against the Hausa–Fulani Muslims, formed the epistemological premise against which Middle Belt historiography of resistance subsequently emerged.

From ABU to UniJos: The Threshold of Middle Belt Historiography

The earliest writings on Middle Belt minorities were produced by scholars based in the Ahmadu Bello University (ABU), Zaria, School of History where a group of radical historians such as Yusufu Bala Usman, M. M. Tukur, Abdullahi Mahdi and Sule Bello wrote on different aspects of northern Nigerian history. These ABU scholars have been frequently described as a group of 'Islamist' or 'Jihadist' historians who were recruited to extol the virtues of the Sokoto Caliphate.³⁵ Although the School was initially patronised by the northern establishment under the auspices of the Premier of Northern Nigeria, Sir Ahmadu Bello, the Sardauna of Sokoto and the Scion of Danfodio, the Islamic and Jihadi labels mischaracterise, rather than typify, the scholars at ABU.

The ABU School was founded in 1962 as the first History Department in northern Nigeria at a time when the country was going through an endemic ethno-religious conflict. The political regions of the country – Northern, Southwestern and Eastern – founded and supported historical projects in an attempt to support their political and cultural claims in the country. In 1956, an inter-disciplinary project for the study of Benin culture and history was put in place. In the same year, Saburi Biobaku launched the Yoruba Historical Scheme, and the Northern History Research Scheme (NHRS) took off in 1964. A third scheme for the study of the history of Eastern Nigeria was inaugurated in 1965.³⁶ In the creation of these regional history projects, ethnic minorities were relegated to the background.³⁷

While the claims about historiographical exclusion are plausible in the absence of overt intellectual solidarity with the minorities, the pioneer historians of ethnic minorities such as Charles Gonyok, John Agi, T. Makar,

Monday Mangwvat, John Nengel and Stephen Banfa were all products of the ABU school.

These scholars wrote the histories of their local communities mainly from a class rather than from an ethnic or resistance perspective.³⁸ The social context was such that as ABU expanded, a large portion of the students were Christian and from the Middle Belt. They were certainly encouraged to research and write about their communities as they defined them, but there were limited possibilities for a minority-centred or ethno-centric historiography given the primacy of Marxist tradition among ABU scholars then.

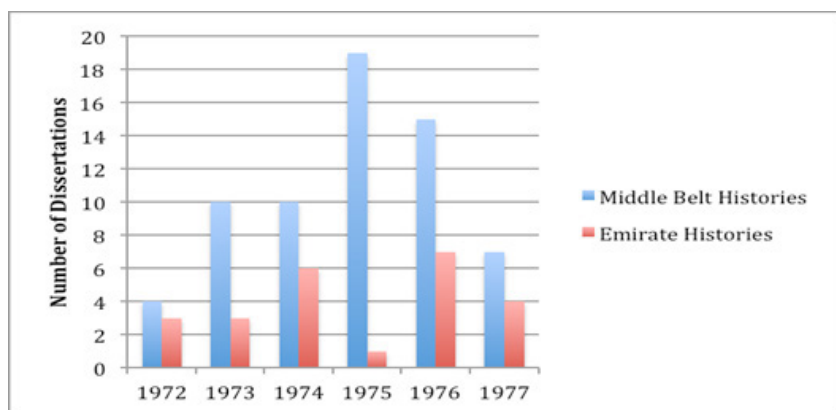


Figure 1: Chart showing the number of undergraduate dissertations on Middle Belt areas and Northern Emirates in the Department of History, ABU, Zaria

Figure 1 shows that undergraduate dissertations produced in the History Department at ABU between 1972 and 1977 concentrated mainly on the non-Muslim areas of the Middle Belt, especially Benue and Plateau States. However, slight thematic preference for Emirate histories is visible at the postgraduate level. For instance, between 1970 and 2004, 28 and 23 postgraduate theses were Emirate histories and on the Middle Belt communities respectively.

The production of dissident local histories in the Middle Belt began in earnest with the establishment of universities in the strongholds of the ethnic minorities in northern Nigeria. In 1975 the federal military government of Nigeria took over responsibility for the regional universities and established seven new ones.³⁹ Because it was difficult to get alternative forms of identification outside the northern establishment, the University of Jos (UniJos) was founded in November 1971 as a campus of the University of Ibadan, under the initiative of Joseph Gomwalk, the first military governor of Benue-Plateau State.⁴⁰ In October 1975, then Nigerian military government established the University as an autonomous institution.

This advent of UniJos was interpreted as an expression of Middle Belt ethno-cultural nationalism, an opportunity to search and give agency to the ancestral voices of the ethnic minorities in an increasingly competitive political and social space. Middle Belt intellectuals even accused the political leaders of northern Nigeria of initially sabotaging Gomwalk's efforts to have an ABU campus in Jos.⁴¹ The emergence of UniJos in 1975 opened up new institutional opportunities for the training of indigenous historians among minorities and the production of local histories. The historiographical focus on minorities was pioneered in Jos whence the tradition subsequently spread to other parts of the Middle Belt.

Between 1976 and 1981 Elizabeth Isichei, an expatriate from New Zealand, inaugurated a series of local research projects intended to challenge the dominant historical narratives of the area. She conducted a series of vigorous workshops and seminars and produced publications on the local histories of the Plateau and Benue communities. With a generous research grant from UniJos, Isichei started an oral history project generally referred to as the Plateau History Project (PHP). The project was launched in 1977 with a team of Plateau students who were deployed, as field interviewers, to various local communities such as the Birom, the Kulere, the Ron and the Goemai. After receiving some training in the techniques of oral interviewing, each took a cassette recorder to the field. Working in their native languages, the students produced a collection of recorded interviews along with English transcriptions. The students asked open-ended questions to extract as much information as possible from their informants, who spoke 'at length unchecked, eliciting almost a stream of consciousness'. Through this technique, a massive amount of data was collected on various themes of the oral histories of the Middle Belt, especially Plateau communities. These themes include the advent of the Europeans and the impact of colonialism; wars and relationships with neighbours; the missionaries and the coming of Christianity; and a few collections on traditions of migration. A distinctive feature of the oral histories is their overly local content and context.

In addition to spearheading the collection and documentation of oral histories, Isichei coordinated three major publications that covered wide areas and numerous ethnic groups, the two volumes of Jos Oral History and Literature Texts (JOHALT) and *Studies in the History of Plateau State, Nigeria*. In her introduction to JOHALT, Isichei disparaged how the peoples and histories of the Plateau communities were relatively little known and little described.⁴³ The first volume of JOHALT covers the Mwahavul, Ngas and Mupun ethnicities, and includes materials collected by Sylvanus Mangtit Nsang, Joseph Kwatmak, Obadia K. Tumaon, Zakaria Damina

Goshit, John Gofwan Dyikuk, Lekyes P. Kwarkas and Naanshep Dagum. The second volume contains the oral history texts of the Ron, Kulere, Kantana, Mada and Arum communities, collected to serve as supplements to existing archival and published texts.⁴⁴ The initial drive towards collecting and documenting oral texts of the Plateau communities was envisioned as the nucleus of a much larger archive of recorded sound.⁴⁵ It was initially difficult to make these texts available to the wider scholarly community due to publishing constraints. And the use of microfilm by local historians was quite limited.⁴⁶

Another major academic exercise, which heralded the beginning of Middle Belt historiography, was the workshop on Plateau History and a weekly interdisciplinary seminar, both convened by the History Department of University of Jos. In 1982, the proceedings of these seminars were published as *Studies in the History of Plateau State, Nigeria*. This work is concerned with the high Plateau and the Benue lowlands to its south, two areas that have always been linked economically and culturally. According to Isichie:

This study had its roots in something more than just the natural desire of scholars to study the area where they live and work. Nothing reveals the lacunae in Nigerian history more clearly than teaching the subject to undergraduates. Each year they complain that there is massive bibliography for Borno or Hausa land or Yoruba land or the Niger-Delta, while for the Plateau State area they are referred to a gazette written in 1933, and an ethnographic survey published in 1953. It is hoped that this volume will fill the gap.⁴⁷

In order to unpack the subtext of the Plateau History Project we have to analyse, as Foucault suggests, 'the truth of propositions and the relations that unite them'.⁴⁸ The roots of the PHP, as implied in the above quotation, were beyond an ordinary quest for establishing a repository of historical records. The project was implicated and fed into a broader agenda of Middle Belt cultural assertiveness and dissent in northern Nigeria. Underscoring the views of Isichei, Zakaria Goshit posits that, 'the main caveat of Isichei is that the history of the Plateau and by extension the whole of the Middle Belt has been marginalized, neglected and misinterpreted'.⁴⁹

Studies in the History of Plateau is essentially based on the Plateau oral history texts since most of the authors who contributed were students, who served as fieldworkers for the PHP. The emphasis on oral histories was a major departure from the official anthropological and ethnographic studies of the Middle Belt. The local authors struggled to avoid the use of both published and unpublished colonial records.⁵⁰ Although the publication covers a wide range of issues such as art history in Plateau, migrations,

proverbs among the Berom, inter-group relations, Islam and Christianity, mining and trade, and slavery, it is imperative to note that resistance against Jihadist penetration as well as British colonialism are the most recurrent themes. While J. H. Morrison wrote on Plateau societies' resistance to Jihadists penetration, Isichei focused on resistance against colonialism.

These efforts at producing alternative histories of resistance by Middle Belt historians were a turning of seasons in the historiography of northern Nigeria. With this, a region of discursive lacunae was identified, and the institutional space within which to activate a historical consciousness framed within the politics of marginalisation was mounted. Students of minority extraction were enrolled to research and write local histories from their own perspectives.

While the initial drive of the PHP was geared towards the collection and documentation of sources rather than actual historical writing, the 1980s witnessed the rise of a network of interwoven projects on Middle Belt communities beyond the local confines of the Plateau to areas as far as the Niger-Benue confluence and Borno.⁵¹ While Charles Jacob worked on the Gbayi communities in Niger State before he shifted focus to Plateau and Benue areas, John Nengel and Lawrence Walu produced their research degrees on the area north of Jos and on the Goemai respectively.

The founding of Benue State University (BSU) in 1992 added greater impetus to the growth of Middle Belt historiography. Like UniJos, BSU articulated a deliberate community relations policy, whereby all disciplines would carve niches for themselves in practical relevance to the immediate community.⁵² The History Department at BSU, founded on the path of the local initiative drive, took a leading role in authoring the Middle Belt historiography of resistance in the Benue region. Some academic staff of the department such as Mike Odey, Okpeh O. Okpeh and J. E. Agaba received their training at the University of Jos where they were imbued with the local history tradition.

When Charles Jacob, another expatriate historian from Jamaica, left UniJos for the History Department at BSU, he arrived infused with the local history tradition as well as an aggressive passion for archival documentation.⁵³ Jacob went to the extent of deploying his personal resources to reproduce virtually all the copies of archival files in Kaduna dealing with Plateau and other adjoining communities. His large collection of primary sources also covered areas of Benue, laying the foundations of what became the Benue-Valley History Project.⁵⁴

The emphasis on local history at Jos and Makurdi has been described as 'a simulation of the Ibadan and Zaria Schools of historiography' and 'a new variant of history that gets facts from documents and juxtaposes that

with what the people say about themselves to create a new narrative'.⁵⁵ The novelty of the Middle Belt historiography is described in terms of resistance around the themes of warfare, agitation, valour, power and authority. According to Okpeh Okpeh 'it is not a history about Islam or subservience; it is a history of struggles against official history'.⁵⁶

Claims about novelty and shifts in historiographical discourse in terms of clichés like 'new narrative' or 'new variant' are open to multiple meanings and interpretations and are often difficult to qualify. If we take the notion of a 'new variant' of history, for instance, to mean 'a more thoroughgoing shift in the nature of historical practice',⁵⁷ what then is novel about a practice that privileges the deployment of orality in historical writing in the context of postcolonial Nigeria? In terms of empirical data collection and documentation of the histories of minorities in the Middle Belt region, there were major advances from the 1970s.

However, the Middle Belt historians have not properly articulated a theoretical or conceptual shift that we can translate as a paradigm shift. The scholarship is no doubt reactive as some of the Middle Belt scholars claim and supplementary in terms of sources.⁵⁸ In the latter it can be argued that it has broadened the frontiers of Nigerian historiography in terms of themes and geographical coverage, but certainly not in terms of a sustained ideology that pushes and redefines the Middle Belt in the light of contemporary historiographical debates.⁵⁹ It is, therefore, difficult to see the Middle Belt historiographical posturing as having inaugurated, paradigmatically and causally, an articulated counter-discourse.⁶⁰ Nonetheless, a close reading of the historical writings by Middle Belt authors reveals a particular mode of discourse and textual tradition standing apart from the established national and Hausa–Fulani-centred histories particularly in terms of intellectual agenda and narrative strategy.⁶¹ In the next section of this article a textual analysis is offered of the writings of Middle Belt historians and their discursive contours.

The Middle Belt Textual Tradition

The writings of Middle Belt historians have been described as 'reactionary (sic) historiography' in that they are essentially authored as a reaction to both colonial and Hausa–Fulani centred historiographies. For Okpeh Okpeh, they represent a 'historiography of resistance', driven, according to Sati Fwatshak, by 'ethno-cultural nationalism'.⁶² There are at least two discernible strands in Middle Belt historiography: 'macro' and 'micro' histories. While the former approach the Middle Belt as a wider regional phenomenon, and attempt to offer a broad ranging synthesis of the discrete histories of the minorities in order to engender a shared historical consciousness, the latter

project the histories of individual communities as microcosms of the larger narrative. Both, however, are committed to the discourse of resistance and marginalisation.

Paul Logam's *The Middle Belt Movement in Nigerian Political Development: A Study in Political Identity* represents the prominent text in the series of the macro literature. This book is widely celebrated by Middle Belt historians as an excellent historical exposition of the Middle Belt question. The book is described as a classic 'encyclopedia' of Middle Belt history, an essential monograph, 'which every true Middle Belter should read because it is the most detailed and profound history of the region'.⁶³ The book was published in reaction to some of 'the attempts by those who are opposed to the idea of a Middle Belt to wish it away, and the clear signs of ignorance of what Middle Belt is all about'.⁶⁴ The roots of internal colonial relationships, according to Logam, 'were from a colonial system which the British incorporated with the Middle Belt groups in 1900. In the process of incorporation before 1940, British administration subordinated many Middle Belt groups into the Islamic society'.⁶⁵ Logam asserts that the internal colonialism perpetuated by Islamic society under the supervision of the British was responsible for the activation of minorities' consciousness and the rise of the Middle Belt movement.⁶⁶ This book represents the *Magnum Opus* of Middle Belt resistance scholarship, from which most Middle Belt histories, particularly the macro texts, draw.

On a similar discursive footing, Yusufu Turaki writes on 'The Institutionalization of the Inferior Status and Socio-economic Role of the Non-Muslim Groups in the Colonial Hierarchical Structure of the Northern Region of Nigeria'. Turaki attempts to show the ways in which the British colonial administration entrenched and institutionalised a regime of Hausa–Fulani cultural and political supremacy over non-Muslim groups of the Middle Belt. Although his analysis is limited to Southern Zaria (now Southern Kaduna) he deployed the textual strategy of internal colonialism, which isolates and treats the non-Muslim groups in the Middle Belt as the exclusive victims of colonialism. For Turaki the consolidation of Hausa–Fulani hegemony was premised on 'false histories, ethnographies and racial theories, which exacerbated pre-colonial rivalries and animosities' between non-Muslims and Muslims of northern Nigeria.⁶⁷

In 1993, Mathew Hassan Kukah further blazed the trail of Middle Belt resistance historiography with his *Religion, Politics and Power in Northern Nigeria*. Kukah, a Roman Catholic Priest, examines the methods used in the entrenchment of Hausa–Fulani hegemony and the manipulation of religion for political purposes in northern Nigeria.⁶⁸

This work represents another case of the deployment of the narrative of internal colonialism from the vantage point of religion. The author traces the origin of Hausa–Fulani hegemony to the Sokoto Caliphate and argues ‘that the ascendancy of Hausa–Fulani hegemony has coincided with the alienation of the non-Muslims’. According to Kukah: ‘studies on Northern Nigeria have tended to concentrate on the caliphate and Islam, with the rest of the region consigned to insignificance’.⁶⁹ Although the term Middle Belt is not reflected in the title of this work, the subtextual ideas resonate with Middle Belt grievances and narrative of resistance against Hausa–Fulani hegemony.

Niels Kastfelt, in his book *Religion and Politics in Nigeria: A Study of Middle Belt Christianity*, brings out the role of Christian missionaries and Protestant churches in the emergence of Christian Westernised and bureaucratic elites opposed to the traditional Muslim elites in northern Nigeria. This book is primarily concerned with the Adamawa axis of the Middle Belt but its overall narrative framework fits within the narrative strategy of marginalisation and resistance.

With support from Moses Orshio Adasu, the then governor of Benue State, the Tiv Senior Staff Association at ABU initiated the Tiv Studies Project to document key aspects of Tiv history and culture. According to Tor Tiv IV, the cultural leader of the Tiv community, the project was aimed at correcting the ‘misinformation and misrepresentation of the Tiv people and their cultural heritage, which is capable of marginalizing their socio-political fortunes in Nigeria’.⁷⁰

As the politics of identity escalated following the return to civil rule in 1999, Middle Belt scholarship grew in thematic scope and intensity. Some thirty young scholars decided to put together the results of their fieldwork, which were published in 2001 as *Studies in the History of Central Nigeria Area*. This volume, supported financially by the various state governments of the Middle Belt, marked the empirical saturation of Middle Belt historiography. The book opens with a major caveat:

Until recently, the Central Nigeria area has been looked upon by researchers as a residue region that only reacted to events happening outside it such as the impact of the Sokoto Jihad. Of the impact of the Jihad, much has been written but strictly from perspectives not emanating from Central Nigeria area. Reactions of Central Nigeria peoples to both the Sokoto Jihad and British have been largely discussed from the perspectives of the conquerors.⁷¹

As the search for a ‘proper identity’ of the diverse peoples of the Middle Belt was intensified, *The Right To Be Different: Perspectives on Minority Rights, Cultural Middle Belt and Constitutionalism in Nigeria*⁷² made its appearance in the historiographical landscape. This was the result of a three-day

conference on the peoples of the cultural Middle Belt, which was held in Jos in 2001. The book is made up of eleven chapters authored by Middle Belt scholars, activists and former military and police chiefs. Although the overriding theme of the book is the 1999 constitution vis-à-vis the position of Middle Belt minorities, the various chapters speak to diverse issues around identity, resistance, economy and politics in the area.

In 2007, *The Middle Belt in the Shadow of Nigeria* was published in Makurdi, Benue State. Edited by two historians and a sociologist, the book is a collection of chapters by scholars from the disciplines of history, drama, languages, political science and economics. In his foreword, Olayemi Akinwumi, former President of the Historical Society of Nigeria, notes that, 'Since the publication of *Studies in History of Central Nigeria Area*, scholarly attention on the peoples of this region (i.e. Middle Belt), can be said to have increased'. He identifies three overlapping consequences of this development for Middle Belt historiography. First, it opened up a new vista for a critical interrogation of the histories, cultures and politics of the peoples. Secondly, and as a corollary to the preceding point, the new scholarship is challenging hegemonic historical narratives of the Middle Belt communities in the light of new evidence. The third consequence was the decolonisation of Middle Belt historiography, which in turn is facilitating the drive towards 'mainstreaming the Middle Belt in the broader Nigerian history'.⁷³

The latest addition to Middle Belt historiography is Moses Ochonu's *Colonialism by Proxy: Hausa Imperial Agents and the Middle Belt*. In this work, Ochonu offers a nuanced discussion of the encounters between the Middle Belt and Muslim northern Nigeria by conflating British colonialism with the Sokoto Caliphate. He invents terms like 'Anglo-Caliphate rule' and 'Hausa-Fulani subcolonialism' to describe a colonial template of Anglo-Caliphate rule, which took shape 'against the background of a canon of colonial and caliphate knowledge that viewed the cultures, religions, and political traditions of the Middle Belt as obstacles to be overcome in the interest of cheap, uniform colonial rule in Northern Nigeria'. Like the other works discussed previously, *Colonialism by Proxy* raises fundamental issues associated with the British colonial consolidation of Hausa-Fulani hegemony and the reactions of the Middle Belt peoples. Although he acknowledges the limits of the 'Hausa-Fulani colonials' within the larger colonial political and ideological orbit in which they operate, Ochonu recognises the 'unique decision-making agency of the Hausa-Fulani colonials', particularly outside their colonial administrative districts.⁷⁵

The micro works usually deal with ethnic histories rather than the Middle Belt as a wider regional or cultural phenomenon. Within the Middle Belt

itself, some ethnicities have received more scholarly coverage than others. In the Plateau axis, for example, the Berom, Anaguta, Mwaghavul and Tarok have attracted more attention, compared, relative to the Gamaye, Mupun, Ron, Kerang and Mpan. The Tiv and Idoma, as the largest ethnic groups in the Benue Valley, have attracted more attention from historians than their neighbours such as the Igede. It is interesting to note that these individual histories share the approach of the macro texts, which present the minorities as victims of Hausa–Fulani politics and hegemony. For example, Okpeh Okpeh deploys the discursive strategy of internal colonialism in his 'The Idoma and Minority Group Politics in Northern Nigeria 1944–1960: A Study in an Aspect of the National Question',⁷⁶ where he blames the British for 'harboring a deep-seated prejudice against the Idoma' and endorsing 'Hausa–Fulani' hegemony by superimposing 'alien chiefs' from the Muslim north on the Idoma people.

Moreover, in the struggle for the production of history, historians in the Middle Belt are gradually losing out to non-professionals, who have taken to producing community histories. For example, Sen Luka Gwom, a seasoned civil servant, has authored over ten books on different aspects of the history of Jos.⁷⁷ Stephen Mallo, a mining engineer, wrote a history of Ron in Plateau State. Nendimma Gonet wrote '*The Rudiments of Kingship in Yil-Ngas*' in 2013 as a bold attempt to preserve and project Ngas culture for future generations.⁷⁸ The rise of these 'amateur histories' and other textual genres in the Middle Belt is associated with the settler–indigene question, identity politics and the struggle for representation. The macro and micro texts of Middle Belt histories are conceptually and textually within a narrative framework of resistance against the legacies of Islam and colonialism in the region.

Conclusion

Through a textual analysis of the writings of historians and other scholars of Middle Belt extraction, this article has attempted to show the ways in which Middle Belt historiography has been motivated by the politics of marginality, retribution and resistance, suggesting an intimate connection between history-making and politics. The narrative of marginality and resistance was inspired originally by a group Middle Belt activists and clergy in the course of the nationalist struggle against British colonial rule. Academic production of Middle Belt historiography was originally inspired by the Plateau and Benue History Projects under the auspices of the History Departments at University of Jos and Benue State University. With the emergence of universities in the region between 1970s and 1990s, these ideas were subtly transmitted into scholarly texts, heralding the Middle Belt discourse of resistance.

Notes

1. 'Major Orkar's Manifesto', *Free Nation* 3 no. 1 (1990), p. 14.
2. Ladi Shehu, 'After Orkar, what Next?', *Free Nation*, 3–4 (1990), pp. 6–7.
The coup plotters, led by Major Orkar, apart from excluding other military officers, especially those perceived as 'disciples of the Sokoto Caliphate', from the abortive insurrection, wrongly assumed that all the so-called Middle-Belters and the people of southern Nigeria had common historical and contemporary experiences, as well as a commitment to change. See Julius O. Ihonvbere, 'A critical evaluation of the failed 1990 coup in Nigeria', *Journal of Modern African Studies* 21 (4) (1991), p. 615.
3. There is a good literature on the impact of the Sokoto Jihad on the Jos-Plateau area, Niger-Benue and the Middle-Benue confluence. See Ahmed Rufa'i Mohammed's *History of the Spread of Islam in the Niger-Benue Confluence Area, Igalaland, Egbirraland and Lokoja C. 1900–1960* (Ibadan: Ibadan University Press, 2014); Mahmoud Hamman, *The Middle-Benue Region and the Sokoto Jihad 1812–1869, the Establishment of the Emirate of Muri* (Kaduna: Arewa House, 2007); John G. Nengel, 'Echoes of the Sokoto Jihad and its Legacies on the Societies of the Jos-Plateau', in *The Sokoto Caliphate: History and Legacies, 1804–2004*, Vol. II, Hamid Bobboyi and A. M. Yakubu, eds (Kaduna: Arewa House, 2006); Mohammed S. Abdulkadir, 'The Effects of Extension of the Sokoto Caliphate on the Igala Kingdom', in *The Sokoto Caliphate: History and Legacies*, Vol. I, Hamid Bobboyi and A. M. Yakubu, eds (Kaduna: Arewa House, 2006); Mohammed D. Suleiman, 'The Sokoto Jihad, Sharia and the Minorities in Northern Nigeria', in *The Sokoto Caliphate*, Vol. II.
4. This is the frame within which contemporary intellectuals from the Niger Delta region are producing alternative histories of their respective communities that challenge the official version of Nigerian history. Niger Delta historiography is largely inspired by the agenda of resource control. See Peter Ekeh's 'The Mischief of History: Bala Usman's Unmaking of Nigerian History'; and Ben Naanen's 'Bala Usman, History and the Niger Delta', available at www.waado.org, accessed 8 June 2008.
5. Patrick Dawam, 'Aspects of the Geography of Central Nigeria Area', in *Studies in the History of Central Nigeria*; Baba Thomas Bingel, 'Historical Demography of the Nigerian Middle Belt'; J. A. Ballard, 'Historical inferences from the linguistic geography of the Nigerian Middle Belt', *Africa: Journal of the International African Institute* 41 (4) (1971); Keith Buchanan, 'The northern region of Nigeria: the geographical background of its political duality', *Geographical Review* 43 (4) (1953); S. A. Agboola, 'The Middle Belt of Nigeria: the basis of its geographical unity', *Nigerian Geographical Journal* 4 (1), (1961); R. A. Pullan, 'The concept of the Middle Belt: a climatic definition', *Nigerian Geographical Journal* 5 (1) (1962).
6. Moses Ochonu, 'Colonialism within colonialism: the Hausa–Caliphate imaginary and the British colonial administration of the Nigerian Middle Belt', *African Studies Quarterly* 10 (2–3) (2008), p. 111.

7. Ochonu, 'Colonialism within colonialism', p. 111.
8. Samaila Suleiman, 'Exhuming passions: religion and the emergence of the Middle Belt struggle in Nigeria', *Annual Review of Islam* 11 (2012), p. 18.
9. Ballard, 'Historical inferences', p. 1.
10. Yusufu Turaki, 'The Institutionalization of the Inferior Status and Socio-Political Role of the Non-Muslim Groups in the Colonial Hierarchical Structure of the Northern Nigerian Region: A Socio-Ethical Analysis of the Colonial Legacy', PhD Thesis (Boston, 1982), p. 9.
11. Paul Chunun Logams, *The Middle Belt Movement in Nigerian Political Development: A Study in Political Identity 1949–1967* (Abuja: Centre for Middle Belt Studies, 2004), p. 116.
12. Mathew Hassan Kukah, *Religion, Politics and Power in Northern Nigeria* (Ibadan: Spectrum Books, 1993), 4.
13. See, for instance, Andrew E. Barnes, 'The Middle Belt movement and the formation of Christian consciousness in colonial northern Nigeria', *Church History* 76 (3) (2007), pp. 591–610; Niels Kastfelt, *Religion and Politics in Nigeria: A Study in Middle Belt Christianity*; Logams, *The Middle Belt Movement in Nigerian Political Development*, pp. 155–224.
14. Interview with Professor Zacharia Goshit, Jos, 2012. This is particularly evident when churches began to sponsor publications not only for proselytisation, but also for their articulation of the religious histories of Middle Belt Christian communities within the discursive framework of marginalisation. According to Zakaria Goshit, the involvement of churches in the production of local histories is strongly connected to the 'invisible war' they are fighting with Islam. Besides the publication of journals and magazines such as *Jos Studies* and *Today's Challenge*, they also sponsor the production of books on the histories of Christianity among Middle Belt communities. *Jos Studies* is owned and published by St. Augustine's Major Seminary in Jos. Sometimes these religious histories of Middle Belt communities are sponsored by community organisations; at other times the churches directly sponsor the publications. The churches employ the services of professional historians to provide data, edit drafts of manuscripts or write prefaces for the books.
15. Interview with Professor Okpeh Okpeh, Makurdi, 2013.
16. Foucault, 'The Order of Discourse', inaugural lecture at the Collège de France, in Robert Young, ed., *Untying the Text: A Post-Structuralist Reader* (Boston: Routledge and Kegan, 1981), p. 63.
17. Thomas Hodgkin, *Nigerian Perspectives: An Anthology* (London: Oxford University Press, 1975), p. 3.
18. David C. Tambo, 'The hill refugees of the Jos-Plateau: a historiographical examination', *History in Africa* 5 (1978), p. 204.
19. Tambo, 'The hill refugees', p. 215.
20. *ibid.*
21. Tambo, 'The hill refugees', p. 202.

22. Heinrich Barth, *Travels and Discoveries in North and Central Africa II* (New York: 1857), p. 572.
23. Tambo, 'The hill refugees', p. 202.
24. Tambo, 'The hill refugees'.
25. G. P. Bargery, *A Hausa–English Dictionary and English Hausa Vocabulary* (London: Oxford University Press, 1951), p. 79.
26. This is the Hausa word for pagans – *arna* (plural) and *arne* (singular). Gwarawa can be translated as persons who are ignorant of Hausa culture or unable to speak the Hausa language. See Dahiru Yahya, 'Zazzau: The Bridge between the Hausa and Banza Bakwai: an Assessment', paper presented at a conference organised by the Axis Research Agency and Zazzau Emirate Council on 'History of Zazzau from Pre-Jihad Period to Date' at Arewa House, Kaduna, December, 2009.
27. Muhammad Bello, *Inf q al-mais r f ta r kh bil d al-takr r*, in Bahijah Shadhili, ed. (Rabat: Ma had al-Dirasat al-Ifriqiya, 1996). The manuscript copies of Raudat al-Akfar are available at the NHRS library, A.B.U., Zaria.
28. Abdullahi Smith in his seminal essay 'Some Considerations Relating to the Formation of States in Hausa land' cast serious doubt about the authenticity of the Hausa Bakwai legend. See: *A Little New Light: Selected Historical Writings of Abdullahi Smith* (Zaria: Abdullahi Smith Centre for Historical Research, 1987), pp. 59–77.
29. For a discussion on how the Christian missionary translation project influenced the Bachama community of the Middle Belt, see Niels Kastfelt, 'The Politics of History in Northern Nigeria', paper presented at the Research Seminar of the African Studies Centre, Leiden, 27 April 2006, p. 5.
30. Laura and Paul Bohannan, *The Tiv of Central Nigeria* (London: International African Institute, 1969), p. v.
31. Ballard, 'Historical inferences', p. 291.
32. Margery Perham, *Native Administration in Nigeria* (Oxford University Press, 1937), pp. 132–53.
33. Tambo, 'The hill refugees', p. 215.
34. Interview with Professor Okpeh Okpeh, Makurdi, 2013.
35. Paul E. Lovejoy, 'The Ibadan School of Historiography and its Critics', in *African Historiography, Essays in Honor of Jacob Ade Ajayi*, Toyin Falola, ed. (Lagos: Longman, 1993).
36. Northern History Research Scheme, *First Interim Report* (Zaria, 1966), p. 1.
37. See Robert Auker, 'Perspectives of Nigerian Historiography, the Historians of Modern Nigeria', PhD Thesis (Howard, 1971); Lidwein Kapteijns, 'African Historiography Written by Africans: The Nigerian Case', PhD Thesis (Leiden, 1972); Hamza Muhammad Maishanu, *Five Hundred Years of Historical Writings in Borno and Hausaland* (Macmillan: Ibadan 2008); Toyin Falola and Saheed Aderinto, *Nigeria, Nationalism, and Writing History* (Rochester, NY: University of Rochester Press, 2010).
38. The classical case of this approach is Monday Mangwvat's *A History of Class Formation in the Plateau Province of Nigeria, 1902–1960: The Genesis of a Ruling Class* (Durham: Carolina Academic Press, 2013).

39. Federal Government of Nigeria, Report of the Presidential Commission on Salary and Conditions of Service of University Staff (National Assembly Press, 1981), p. 9.
40. Interview with Professor Sati Fwatshak, Jos, 2012.
41. Interview with Professor Bala Takaya, Jos, 2012.
42. Elizabeth Isichei, 'The Mwahavul, Mupun, Njak and Ngas: An Introduction to their Oral History', *Jos Oral History and Literature Texts I* (1981), p. iv.
43. Isichei, 'The Mwahavul, Mupun, Njak and Ngas', viii.
44. David Tambo, 'The Pre-colonial Tin Industry in Northern Nigeria', *Jos Oral History and Literature Texts 2*, (1981), p. 1.
45. Isichei, 'The Mwahavul, Mupun, Njak and Ngas', p. ii.
46. Isichei, 'The Mwahavul, Mupun, Njak and Ngas', vi. A famous academic once confessed to Isichei that he had never read microfilm in his life.
47. Isichie, 'Preface', in *Studies in the History of Plateau State, Nigeria* (London: Macmillan, 1982), p. xi.
48. Foucault, *The Archaeology of Knowledge* (New York: Pantheon Books, 1972), p. 149.
49. Interview with Professor Zakaria Goshit, Jos, 2012.
50. Richard Fardon, 'Review: Plateau studies', *Journal of African History* 24 (3) (1983), pp. 386–87.
51. Isichei, 'The Mwahavul, Mupun, Njak and Ngas', p. iv.
52. 'Introduction', in *Benue State University at 20: Achievements, Challenges and Prospects*, Oga Ajene, Matiu A. Adejo and Member George-Genyi, eds (Makurdi: Benue State University Press, 2012), p. 10.
53. Mike O. Odey, John Nengel and Okpeh O. Okpeh, 'Immortalizing Professor Charles Creswell Jacobs', in *History Research and Methodology in Africa: Essays in Honor of Professor Charles Creswell Jacobs*, Mike O. Odey and Okpeh O. Okpeh, eds (Makurdi: Aboki Publishers, 2007), p. 3.
54. Some of these documents were lost due to poor or lacking storage facilities. The good news though is that the British Library has recently begun digitising the documents under the Endangered Archive Project.
55. Interview with Professor Okpeh O. Okpeh, Makurdi, 2013.
56. *ibid.*
57. Gabriel M. Spiegel, 'Revising the past/revisiting the present: how change happens in historiography', *History and Theory* 46 (4), (2007), p. 3.
58. Interview with Professor Monday Mangwvat and Professor Zakaria Goshit, Jos, 2013.
59. Interview with Professor Monday Mangwvat, Jos, 2013.
60. Interview with Professor Ibrahim Bello-Kano, Kano, 2013.
61. Zakaria Goshit, 'Trends and Patterns in Historical Research and Writing', p. 5.
62. Interview with Professors Zakaria Goshit, Okpeh O. Okpeh and Sati Fwatshak, Jos, 2013.
63. Chom Bagu, 'Ethno-religious Violence in Northern Nigeria and Reparations', text of a lecture delivered at the public presentation of the book *Boko Haram: How Religious Intolerance Threatens Nigeria* by John Isiyaku, *Sunday Standard*, August 8 (2010), p. 8.

64. Logams, The Middle Belt Movement, p. 1.
65. *ibid.*
66. *ibid.*
67. Yusufu Turaki, 'The Institutionalisation of the Inferior status', p. 421.
68. Kukah, Religion, Politics and Power, p. xii.
69. *ibid.*
70. 'Preface', in Phillip Terdo Ahire, ed., *The Tiv in Contemporary Nigeria* (Zaria: 1993), p. v.
71. 'Introduction', in A. A. Idrees and Y. A. Ochefu, eds, *Studies in the History of Central Nigeria Area* (Lagos: CSS Press, 2002), p. xxi.
72. *The Right To Be Different: Perspectives on Minority Rights, the Cultural Middle Belt Constitutionalism in Nigeria*, Nankin Bagudu and Dakas C. J. Dakas, eds (Jos: League for Human Rights, 2001).
73. Olayemi Akinwumi, 'Foreword', in Okpeh O. Okpeh and Sati Fwatshak, eds, *The Middle Belt in the Shadow of Nigeria* (Makurdi: Oracle Press, 2007).
74. Ochon, Colonialism by Proxy, p. 22.
75. Ochon, Colonialism by Proxy, p. 209.
76. Okpeh O. Okpeh, 'The Idoma and Minority Group Politics in Northern Nigeria 1944–1960: A Study in an Aspect of the National Question' (PhD Thesis, University of Jos, 1994).
77. Some of these titles by Sen Luka Gwom include: *History of Jos and Political Development of Nigeria* (Jos: Fab, 1983); *The Berom and Religion: Practices and Prospects* (Jos: Fab, 1995); *The Berom Tribe of Plateau State Nigeria* (Jos: Fab, 1992); *History of Wase Local Government Council of Plateau State of Nigeria* (Jos: Fab, 1994); *This is Shendam* (Jos: Fab, 1991).
78. Nendimma D. Gonet, *The Rudiments of Kingship in Yil-Ngas* (Jos: Willota Press, 2013), p. vii.

Oral Interviews

- Professor Monday Mangwvat, March 23, 2013.
- Professor John Nengel, March 19, 2013.
- Professor Bala Takaya, April 7, 2013.
- Professor Zakaria Goshit, April 3, 2013.
- Professor Sati Fwatshak, March 19, 2013.

Bibliography

- Bagudu, N. & Dakasa, C.J. 2001, *The Right to be Different: Perspectives on Minority Rights, the Cultural Middle Belt and Constitutional change in Nigeria*, Jos: League for Human Rights.
- Barth, H., 1857, *Travels and Discoveries in North and Central Africa*, Vol. II, New York.
- Bohannon, L.P., 1954, *Tiv Farm and Settlement*, London.

- _____. 1969, *The Tiv of Central Nigeria*, London: International African Institute.
- Coleman, J., 1965, *Nigeria: Background to Nationalism*, Berkeley: University of California Press.
- Dudley, B.J., 1968, *Party Politics in Northern Nigeria*, Cass.
- Falola, T. & Aderinto, S., 2010, *Nigeria, Nationalism and Writing History*, University of Rochester Press.
- Forde, D., 1956, *Peoples of the Plateau Area of Northern Nigeria Part 7*, London: International African Institute.
- Gonet, N.D., 2013, *The Rudiments of Kingship in Yil-Ngas*, Jos: Willota Press.
- Goyol, A. & Dimka, E., 1999, *Pusdung: Ngas Festival of Arts and Culture*, Jos.
- Gwom, S.L., 1992, *The Berom Tribe of Plateau State Nigeria*.
- _____. 1994, *History of Wase Local Government Council of Plateau State of Nigeria*.
- _____. 1995, *History of Jos and Political Development of Nigeria ; The Berom and religion: Practices and prospects*.
- Hamman, M. 2007, *The Middle-Benue Region and the Sokoto Jihad 1812-1869, the Establishment of the Emirate of Muri*, Kaduna: Arewa House.
- Hodgkin, T., 1975, *Nigerian Perspectives: an Anthology*, London: Oxford University Press.
- James, I. 1986, *The Ham and their Neighbors in History*, Jos: Jos University Press.
- Kukah, M.H., 1993, *Religion, Politics and Power in Northern Nigeria*, Ibadan: Spectrum Books.
- Kwanashe, G.A., 2002, *The Making of the North in Nigeria-1900-1965*, Kaduna: Arewa House.
- Lakai, N.F., 1998, *An introduction to Tarok History*.
- Last, M., 1967, *The Sokoto Caliphate*, London: Longman.
- Logams, P.C., 2004, *The Middle Belt Movement in Nigerian Political Development: A Study in Political Identity 1949-1967*, Abuja: Centre for Middle Belt Studies.
- Maishanu, H.M., 2008, *Five Hundred years of Historical Writings in Borno and Hausaland*, Ibadan: Macmillan.
- Mallo, Stephen, *The History of Ron*, Jos: Acon, (nd).
- Mamdani, M., 2012, *Define and Rule: Native as Political Identity*, Cambridge: Harvard University Press.
- Mangwvat, M., 2013, *A History of Class Formation in the Plateau Province of Nigeria, 1902–1960: the Genesis of a Ruling Class*, Durham: Carolina Academic Press.
- Mohammed, A.R., 2014, *History of the Spread of Islam in the Niger-Benue Confluence Area, Igalaland, Egbirraland and Lokoja C. 1900-1960*, Ibadan: Ibadan University Press.
- Nye, A.M., 1988, *The Afizere (Jarawa) People of Nigeria*, Jos: National Museum Press.
- Ochonu, M., 2014, *Colonialism by Proxy: Hausa Imperial Agents and Middle Belt Consciousness*, Indiana: University of Indiana Press.

- Okeke, O., 1992, *Hausa-Fulani Hegemony: the Domination of the Muslim North in Contemporary Politics*, Acena Publishers, Lagos.
- Okpeh, O.O., & Ugbegili, S.I., 2013, *Themes on Nigerian History: peoples and Cultures*, Ibadan: Vast Publishers.
- Okpu, U., 1977, *Ethnic Minority Problems in Nigerian Politics: 1960-1965*, Uppsala.
- Sai, A., 1939, *Akiga Story: the Tiv Tribe as seen by one of its Members*, London: Oxford University Press.
- Takaya, B., & Tyoden, S., 1987, *The Kaduna Mafia*, Jos: University of Jos Press.
- Trouillot, R., 1995, *Silencing the Past: Power and the Production of History*, Boston: Beacon Press.
- Vansina, J., 1972, *Oral Tradition: a Study in Historical Methodology*, Translated from French by H. M. Wright, New Jersey: Transaction Publishers.
- Vansina, J., 1985, *Oral Tradition as History*, Madison: University of Wisconsin Press.

Articles in Journals

- Agboola, S. A., 1961, "The Middle Belt of Nigeria: the Basis of its Geographical Unity", *Nigerian Geographical Journal*, Vol. 4, No 1., pp. 41-46.
- Alubo, O., 2004, "Citizenship and Nation Making in Nigeria: new Challenges and Contestations", *Identity, Culture and Politics*, Vol. 5, Nos 1&2, pp. 135-161.
- Atanda, J.A., 1980, "The Historian and the Problems of Origins of Peoples in Nigerian Society", *The Journal of the Historical Society of Nigeria*, Vol. 10, No. 3, pp. 63-77.
- Ayandele, E.A., 1979, "The Task before the Nigerian Historian Today", *Journal of the Historical Society of Nigeria*, Vol. 9. No. 4, pp. 1-13.
- Ballard, J.A., 1971, "Historical Inferences from the Linguistic Geography of the Nigerian Middle Belt", *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 41, No. 4, pp. 294-305.
- Barnes, A.E., 2007, "The Middle Belt Movement and the Formation of Christian Consciousness in Colonial Northern Nigeria", *Church History*, Vol. 76, No. 3, pp. 591-610.
- Buchanan, K., 1953, "The Northern Region of Nigeria: the Geographical Background of Its Political Duality", *Geographical Review*, Vol. 43, No. 4., pp. 451-473.
- Fardon, R., 1983, "Review: Plateau Studies", *The Journal of African History*, Vol. 24, No. 3, pp. 386-387.
- Fwatshak, S., 2005-2006, "Reconstructing the Origins of the Peoples of Plateau State: questioning the "we are all settlers" Theory", *The Journal of the Historical Society of Nigeria*, Vol. 16, pp. 122-140.
- Gbasha, T., 2004, Review of Aliyu A. Idrees and Yakubu A. Ochefu eds., "Studies in the History of Central Nigeria area", *The International Journal of African Historical Studies*, Vol. 37, No. 2, pp. 370-373.
- Ihonvbere, J.O., 1991, "A Critical Evaluation of the Failed 1990 Coup in Nigeria", *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 21, No. 4, pp. 601-626.

- Isichei, E., 1981, "The Mwahavul, Mupun, Njak and Ngas: An Introduction to their Oral History", *Jos Oral History and Literature Texts*, Peter J. Yearwood ed., Vol. 1, pp. i-Liii.
- Isichei, E., 1991, "On Being Invisible: An Historical Perspective of the Anaguta and Their Neighbors", *The International Journal of African Historical Studies*, Vol. 24, No. 3, pp. 513-556.
- Lavers, J., 1971, "Islam in the Bornu Caliphate", *Odu*, 5, pp. 27-53.
- Ogbogbo, C.B.N., 2011, "Beyond Nomenclature: Current Challenges of Historical Scholarship in Nigeria", *The Journal of Historical Society of Nigeria*, Vol. 20, pp. 166-178.
- Omer-Cooper, J.D., 1980, "The Contribution of the University of Ibadan to the Spread of the Study and Teaching of African History within Africa", *Journal of the Historical Society of Nigeria*, Vol. 10, No. 3, pp. 23-31.
- Pullan, R.A., 1962, "The Concept of the Middle Belt: a Climatic Definition", *Nigerian Geographical Journal*, Vol. 5, No. 1, pp. 39-52.
- Smith, A., 1961, "A Neglected Theme of West African History: the Islamic Revolutions of the 19th Century", *The Journal of the Historical Society of Nigeria*, Vol. 2, No. 2, PP. 169-185.
- Suleiman, S., 2012, 'Exhuming passions: religion and the emergence of the Middle Belt struggle in Nigeria', *Annual Review of Islam* 11, pp. 18-24.
- Tambo, D., 1978, "The Hill Refugees of the Jos Plateau: a Historiographical Examination", *History in Africa*, Vol. 5, pp. 201-223.
- Tambo, D., 1981, "The Pre-colonial tin Industry in Northern Nigeria", *Jos Oral History and Literature Texts*, Elizabeth Isichei ed., Vol. 2, pp. 1-31.
- Vansina, J., 1974, "The Power of Systematic Doubt in Historical Inquiry", *History Africa*, Vol. 1, pp. 109-127.

Chapters in Edited Books

- Abdulkadir, M.S., 2006, "The Effects of Extension of the Sokoto Caliphate on the Igala Kingdom", Hamid Bobboyi and A.M. Yakubu, eds., *The Sokoto Caliphate: History and Legacies*, Vol. I, Kaduna: Arewa House, pp. 53-64.
- Abubakar, S., 2008, "The Challenges of Nation-Building: Nigeria, Which Way Forward", C.B.N. Ogbogbo and Okpeh O. Okpeh eds, *Interrogating Contemporary Africa*, Dike Memorial Lectures, 1999-2007, The Historical Society of Nigeria, pp. 21-38.
- Aderinto, S. & Osifodunrin P. 2012, "Third Wave of Historical Scholarship in Nigeria", eds., *The Third Wave of Historical Scholarship in Nigeria: Essays in Honor of Ayodeji Olukaju*, Cambridge Scholars Publishing, pp. 2-21.
- Afigbo, A., 1985, "History as Statecraft", *Myths, History and Society, the Collected Works of Adiele Afigbo*, Africa World Press, pp. 368-369.
- _____, 2006, "Some Thoughts on the Teaching of History in Nigeria", *Myths, History and Society, the Collected Works of Adiele Afigbo*, Africa World Press, pp. 203-238.

- Ajayi, A., 2008, "History and Society", C.B.N. Ogbogbo and Okpeh Okpeh, eds., *Interrogating Africa, Dike Memorial Lectures, 1999-2007*, Historical Society of Nigeria, pp. 38-50.
- Bawa, B.F., 2002, "Origins, Migrations and Early History of the Lowland Communities of Plateau State", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A. eds., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 71-91.
- Benue State University, 2012, Introduction to *Benue State University at 20: achievements, Challenges and Prospects*, Oga Ajene, Mathieu A. Adejo and Member George-Genyi eds., Makurdi: Benue State University Press, pp. 1-11.
- Bingel, B.T., 2002, "Population, Environment and Economic Development in the Central Nigeria Area", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A. eds., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 35-50.
- Dabup, P.L., 1999, "The Political Economy of Resistance in the Cultural Middle Belt", Bagudu, N & Dakas C.J. eds., *The Right to be different: perspectives on Minority Rights, the Cultural Middle Belt Constitutionalism in Nigeria*, Jos: League for Human Rights, pp. 127-128.
- East, R. 1991, "Historical Perspectives on Gaskiya Corporation", Hayatu, H. ed., *50 Years of Truth: The Story of Gaskiya Corporation Zaria, Zaria*: Gaskiya Corporation, pp. 1-8.
- Etannibi, E.O., Alemika, 1999, "Ethnic Minorities in Nigeria: Constitutional Democratic Framework for Autonomy and Local Self-Governance", Bagudu, N. & Dakas C.J. eds., *The Right to be different: perspectives on Minority Rights, the Cultural Middle Belt Constitutionalism in Nigeria*, Jos: League for Human Rights, pp. 97-111.
- Falola, T., 2005, "Mission and Colonial Documents", *Writing African History*, New York: University of Rochester Press, pp. 266-283.
- Foucault, M., 1981, "The Order of Discourse", *Inaugural lecture at the College de France*, Robert Young ed., *Untying the Text: A Post-Structuralist Reader*, Boston: Routledge and Kegan, pp. 48-78.
- , 2001, "Truth and Power", in Michael P. Lynch ed., *The Nature of Truth, Classic and Contemporary Perspectives*, Massachusetts Institute of Technology, pp. 317-319.
- Fwatshak, S., 2002, "The Origins of the Chadic Speaking Groups in Central Nigerian Area: a Reassessment of the Bornoan Tradition", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A. eds., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 51-69.
- Goshit, Z., 2007, "Review of issues and Perspectives in the History of the Ngas, Plateau State", Odey, M.O. & Okpeh O. O. eds., *History Research and Methodology in Africa: essays in Honor of Professor Charles Creswell Jacobs*, Makurdi: Aboki Publishers, p. 229-230.
- Igirgi, A.D., 2002, "Emerging Perspectives of Nigeria's Early History as Inferred from Archaeological Research in the Middle Benue Valley", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 24-25.

- Ikime, O., 1980, Introduction to *Groundwork of Nigerian History*, Ibadan: Heinemann, pp. 1-3.
- Isichei, E., 1982, Preface to Isichei, E. ed., *Studies in the History of Plateau State*, Nigeria, London: Macmillan, p. xi.
- Iyo, J., 2002, "The Origins, Early Migrations and Settlement Pattern of the Tiv in the Lower Benue Valley of Nigeria c. 1475- 1900 A.D.", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A. eds., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 119-132.
- James, I., 1998, "Integration and Delayed Integration in the Middle Belt of Nigeria", Bala Takaya ed, *The Settler Phenomenon in the Middle Belt and the Problem of National Integration in Nigeria*, Jos: Midland Press, pp. 144-66.
- Jega, A., 2000, "The State and Identity Transformation under Structural Adjustment Program", Attahiru Jega ed., *Identity Transformation and Identity Politics under Structural Adjustment Program in Nigeria*, Kano: Centre for Research and Documentation, pp. 26-44.
- Kaju, M., 2003, "How Hausa Gobbles up Minority Languages", *Linguistic Minorities and Inequality in Nigeria*, Jos: League for Human Rights, pp. 123-137.
- Lagams, P.C., 1987, "Traditional and Colonial Forces and the Emergence of the Kaduna mafia", Takaya, B. & Tyoden, S.G. eds., *The Kaduna Mafia*, Jos: University of Jos Press, p. 46-59.
- Last, M., 2004, "Innovation in the Sokoto Caliphate", Hamid Bobboyi and A.M. Yakubu, eds., *The Sokoto Caliphate: History and Legacies*, Vol. II, Kaduna: Arewa House, pp. 328-247.
- Lovejoy, P., 1993, "The Ibadan School of Historiography and its Critics", Toyin Falola ed., *African Historiography, Essays in Honor of Jacobs Ade Ajayi*, Lagos: Longman, pp. 195-202.
- Mangwvat, M., 2010, Foreword to *The History, Ownership, Establishment of Jos and Misconception about the Recurrent Jos Conflicts*, Jos: Dan-SiL Press, pp. xxiii.
- Mangwvat, M., 2010, Preface to Wambutda, D.N. & Goshit, Z. eds., *History of the Church of Christ in Nigeria Plateau Central: Provincial Church Council Kabwir 1900-2010*, Kaduna: Baraka Press, pp. xxi-xxiii.
- Mangwvat, M., 2011, Foreword to Sale Akila eds, *Towards a Mwaghavul History: an Exploration*, Xlibris Corporation, pp. 11-13.
- Nengel, J.G., 2006, "Echoes of the Sokoto Jihad and its Legacies on the Societies of the Jos-Plateau", Hamid Bobboyi and A.M. Yakubu, eds., *The Sokoto Caliphate: History and Legacies, 1804-2004*, Vol. II, Kaduna: Arewa House, pp. 181-194.
- Obayemi, A., 2002, "Tsoede, Etsuzhi and Nupe History before 1800", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 167-195.
- Odey, M.O., & Okpeh, O.O., 2007, "Immortalizing Professor Charles Cremwell Jacobs", Odey, M.O. & Okpeh O.O. eds., *History Research and Methodology in Africa: essays in Honor of Professor Charles Creswell Jacobs*, Makurdi: Aboki Publishers, pp. 1-5.

- Okpoh, O.O. 2002. "The Pre-colonial Political Organization of the Idoma People", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A. eds., *Studies in the History of Central Nigeria Area*, Lagos: CSS Press, pp. 145-166.
- Olayemi A., 2007, Foreword to Okpoh O. Okpoh and Sati Fwatshak eds., *The Middle Belt in the Shadow of Nigeria*, Makurdi: Oracle Press, pp. VIII.
- Patrick, D. 2002. "Aspects of the Geography of Central Nigeria Area", Idrees, A.A. & Ochefu, Y.A. eds., *Studies in the History of Central Nigeria*, Lagos: CSS Press, pp. 3-17.
- Peckam, R.S., 2008, "The Politics of Heritage and Public Culture", Peckam, R.S. ed., *Rethinking Heritage: Cultures and Politics in Europe*, London: I.B. Tauris, pp. 1-13.
- Smith, A., 1987, "Some Considerations Relating to the Formation of States in Hausa land", *A Little New Light: Selected Historical Writings of Abdullahi Smith*, Zaria: Abdullahi Smith Centre for Historical Research, pp. 59-77.
- Suleiman, D., 1999, "The Peoples of the Cultural Middle belt: A Cultural Perspective", Bagudu, N & Dakas C.J. eds., *The Right to be different: perspectives on Minority Rights, the Cultural Middle Belt Constitutionalism in Nigeria*, Jos: League for Human Rights, pp. 154-165.
- Suleiman, M.D., 2006, "The Sokoto Jihad, Sharia and the Minorities in Northern Nigeria", Hamid Bobboyi and A.M. Yakubu, eds., *The Sokoto Caliphate: History and Legacies*, Vol. II, Kaduna: Arewa House, pp. 221-241.
- Takaya, B., 1999, "The Question for Sovereign National Conference: Practicalities and Challenges in the Nigerian Federation", Bagudu, N & Dakas C.J. eds., *The Right to be different: perspectives on Minority Rights, the Cultural Middle Belt Constitutionalism in Nigeria*, Jos: League for Human Rights, pp. 112-123.
- Tyoden, S.G., 1987, "The Kaduna Mafia as a Faction of the Nigerian Bourgeoisie", Takaya, B. & Tyoden, S.G. eds., *The Kaduna Mafia*, Jos: University of Jos Press, pp. 60-67.
- Usman, Y.B., 2006, "The Historicity of the Peoples and Politics of Nigeria: observations on Historical Consciousness and Historiography", *Beyond Fairy Tales: selected Historical Writings of Yusufu Bala Usman*, Zaria: Abdullahi Smith Centre, pp. 123-142.
- , 2006, "The Problem of Ethnic Categories in the Study of the Historical Development of the Central Sudan: A Critique of M.G. Smith and Others", *Beyond Fairy Tales: Selected Historical Writings of Yusufu Bala Usman*, Vol. I, Zaria: Abdullahi Smith Centre for Historical Research and Documentation, pp. 23-38.
- Uya, O.E., 2008, "The Historian as a Citizen: The K.O. Dike Challenge", C.B.N. Ogbogbo and Okpoh Okpoh, eds, *Interrogating Africa, Dike Memorial Lectures, 1999-2007*, Historical Society of Nigeria, pp. 74-98.

Articles in Newspapers and Magazines

- Editorial, "Major Orkar's Manifesto", 1990, *Free Nation*, vol. 3 No. 1.
- Haruna, M., 2013, "Nwabueze's Distortions of Nigeria's History", *The Nation*, October 30.
- Nwabueze, B.O., 2013, "The North-South Divide as an Obstacle to the Creation of a Nation and National Front", *The Guardian*, August 23.
- Shehu, L., 1990, "After Orkar, what Next?", *Free Nation*, Vol. 3, No. 4.
- Usman, Y.B., & Jimada, S., "We are all Settlers", *Analysis*, Vol. 4, No. 3.

Dissertations

- Hess, R., 1972, "Perspectives of Nigerian Historiography, the Historians of Modern Nigeria", PhD, Dissertation, Howard University.
- Bingel, B.T., 1991, "Historical Demography of the Nigerian Middle Belt A.D. 100-1900: An explanation of the Role of Historical and Environmental Factors in shaping the Population of Niger Province", PhD, ABU
- Filaba, M., 1994, "A History of Karu, Kurape and Kurudu Kingdoms: A Study of Economic, Social and Political Changes among the Gbayi of Central Nigeria in 18th and 19th Centuries", ABU Zaria.
- Kapteijns, L., 1997, "African Historiography written by Africans: The Nigerian Case", PhD, Leiden.
- Longkat, J., 1994, "The Economic and Political Relations of the Peoples of Southern-Western Foothills of the Jos Plateau/Plateau Region to 1900 A.D.", ABU Zaria.
- Okpeh, O.O. 1994, "The Idoma and Minority Group Politics in northern Nigeria 1944-1960: A Study in an Aspect of National Question", M.A. Thesis, University of Jos.
- Smith, M.P., 2004, "Northern Identity and the Politics of Culture in Nigeria, 1945-1966", PhD. Dissertation, University of London.
- Turaki, Y., 1982, "The Institutionalization of the Inferior Status and Socio-Political Role of the Non-Muslim Groups in the Colonial Hierarchical Structure of the Northern Nigerian Region: a Socio-Ethical Analysis of the Colonial Legacy", PhD. Dissertation, Th.B, Igbaja Theological Seminary.

Unpublished Papers

- Brigaglia, A., 2014, "Is the 'North' a mere Rhetorical Tool? Reflections on the Disintegration of Northern Nigeria from the First Republic to Boko Haram", paper presented on Nigeria Study Day, held at the Institute of Humanities Research in Africa, University of Cape Town, August.
- Dike, K.O., 1980, "African History Twenty-five Years Ago and Today", a Keynote Address on the Occasion of the Silver Jubilee of The Historical Society of Nigeria, September.

- Fwatshak, S., 2005, "Vistas in Post-Cold War Historical Scholarship in Nigeria", a paper presented at the 50th Anniversary of the Historical Society of Nigeria, University of Ibadan.
- Goshit, Z., 2005, "Trends and Patterns in Historical Research and Writing among Undergraduates in the Nigerian Universities: Case Study of the Department of History, University of Jos, Nigeria", paper presented to at the 50th Annual Conference of the Conference of Historical Society of Nigeria, University of Ibadan, Nigeria.
- Ikime, O., 1977, "History and the Historian in the Developing Countries of Africa".
- Kastfelt, N., 2006, "The Politics of History in Northern Nigeria", Paper presented to the Research Seminar of the African Studies Centre, Leiden, 27 April.
- Kwanashe, G.A., & Abba, A., 1994, "The Crisis of Relevance and the Teaching of History in Nigerian Universities", a paper presented at the 38h Annual Congress of the Historical Society of Nigeria, Ahmadu Bello University, Zaria.
- Mangwvat, M., 2011, "Historical Insights on Plateau Indigene-Settler Syndrome, 1902-2011", paper presented at a Workshop on Citizenship and Indigeneity Conflicts in Nigeria, Centre for Democracy and Development and Development, Abuja.
- Obayemi, A., "Some Observations on the History of Nigerian Middle Belt", a paper presented at the Annual Conference of the Historical Society of Nigeria, (nd).
- Usman, Y.B., 1992, "Nigerian Unity and Nigerian History: beyond Fairy Tales", paper delivered at the First Annual Dialogue organized by the Citizens Magazine, Abuja, 20th August.
- Varvar, T.A., 2005, "In Search of a Defining National Ideology: The Predicament of the Historical Discipline in Nigeria in the Age of Globalization" a paper presented at the Golden Jubilee anniversary/annual Conference of the Historical Society of Nigeria, Ibadan.
- Yahya, D., 2009, "Zazzau: the Bridge between the Hausa and Banza Bakwai: an Assessment", a paper present at conference organized by organized by Axis Research Agency and Zazzau Emirate Council on "History of Zazzau from Pre-Jihad Period to Date" at Arewa House, Kaduna, December.



L'éclatement de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire de 1932 à 1947

Joseph Abo Kobi*

Résumé

Érigé en colonie française en 1919, le territoire de Haute-Volta subira un démembrement en 1932 à cause du peu d'intérêt économique qu'il présente pour l'administration coloniale. Étant donné ses potentialités économiques, la Côte d'Ivoire devient ainsi la principale bénéficiaire de cet acte administratif. Ce rattachement d'une partie importante de la Haute-Volta, zone frontalière, à la Côte d'Ivoire paraît utile en vue de son exploitation. Mais ce démembrement est contesté par les Voltaïques, avec à leur tête le chef des Mossi. Les différentes actions de protestations du Moro Naba et les exigences de la population, conjuguées à la volonté de l'administration et au soutien du clergé catholique, aboutissent à la renaissance de la Haute-Volta en 1947.

Mots-clés : Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Moro Naba, démembrement, exploitation.

Abstract

Erected as a French colony in 1919, the territory of Upper Volta will undergo a dismemberment in 1932 because of the lack of economic interest it represents for the colonial administration. Given its economic potential, Côte d'Ivoire thus becomes the main beneficiary of this administrative act. This attachment of a large part of Upper Volta, zone to Côte d'Ivoire a frontier, seems to be useful for its exploitation. But this dismemberment is disputed by the Voltaics, headed by the Mossi. The various actions of Moro Naba's protest and the demands of the population, combined with the will of the administration and the support of the Catholic clergy, led to the revival of Upper Volta in 1947.

Key Words: Upper Volta, Ivory Coast, Moro Naba, dismemberment, exploitation.

* Enseignant-chercheur, Département d'histoire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire).
Email : josephkobi@uao.edu.ci; kobi1960@yahoo.com

Introduction

La Haute-Volta fut, à l'image de certaines colonies de l'Afrique de l'Ouest, une création de la France. Elle fut érigée en colonie française en 1919. Cette décision, qui a mis sous tutelle le territoire voltaïque, a été l'occasion pour la France de mettre en place les moyens nécessaires pour une exploitation méthodique des richesses de la colonie.

L'action des administrateurs successifs a permis à la France de se faire une idée du peu de richesses naturelles de la Haute-Volta. Cependant, sur le plan démographique, elle constituait une source abondante de main-d'œuvre. Pour mieux tirer profit de l'occupation du territoire, il fallait donc revoir son découpage administratif. La Haute-Volta a été démembrée en 1932 et répartie entre les colonies du Niger, du Soudan français et de la Côte d'Ivoire¹. Il a fallu attendre 1947 pour voir la reconstitution de la Haute-Volta dans ses limites antérieures.

Si l'éclatement de la Haute-Volta répondait à la volonté de la métropole et au besoin toujours croissant d'une main-d'œuvre voltaïque dans la zone forestière de Côte d'Ivoire aux dépens de la Gold Coast², elle a ravivé chez ses populations un sentiment d'injustice. Elles réclamaient l'intégrité de leur territoire réparti entre plusieurs colonies voisines. Cette situation ne fut pas sans conséquences. Comment évaluer alors et mesurer la portée des conséquences du rattachement d'une partie de la Haute-Volta au territoire de Côte d'Ivoire de 1932 à 1947 ? La réponse à cette question permettra de comprendre l'impact de l'éclatement de la Haute-Volta, né du seul objectif de satisfaire la métropole et son implication en Côte d'Ivoire. Tel est l'enjeu et l'intérêt scientifique de cette étude.

Pour cet article, nous nous sommes appuyé sur les documents d'archives traitant de la période de l'éclatement de la Haute-Volta et du rattachement d'une de ses parties à la Côte d'Ivoire. Ces sources ont le mérite d'apporter un éclairage sur les motivations de l'administration, ainsi que sur la réaction des populations. En dehors des documents d'archives, nous avons eu recours à la consultation d'ouvrages et d'articles de revue qui relatent l'histoire coloniale de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

Pour mieux appréhender le sujet, cet article étudie successivement les causes du démembrement de la Haute-Volta en 1932, la portée socioéconomique de son rattachement à la Côte d'Ivoire, et son incidence politique à travers les actions pour la renaissance du territoire de la Haute-Volta.

Les raisons de la dissolution de la Haute-Volta

Par son environnement naturel propice aux cultures d'exportation, la Côte d'Ivoire demeure une priorité pour le colonisateur. À ce titre, au regard de

sa pauvreté en hommes pour son exploitation, la Haute-Volta devait servir de réservoir de main-d'œuvre pour combler ce déficit.

La pauvreté du territoire voltaïque et l'exode des populations vers la Gold Coast

La politique de mise en valeur adoptée par les autorités françaises avait pour but d'exploiter rationnellement les colonies françaises de l'AOF. Ainsi, au nom de l'autonomie budgétaire, la colonie garde les recettes perçues sur son territoire et pourvoit aux dépenses de tout ordre. La loi du 13 avril 1900 a donc mis à la charge des colonies les dépenses d'intérêt exclusivement local³. Mais au regard des potentialités économiques des colonies, celles-ci n'avaient pas toutes la même importance aux yeux de la métropole⁴. La colonie de Haute-Volta, sans ouverture sur la mer, ne bénéficiait pas de la même attention que le territoire. En effet, dans un pays peu favorisé du point de vue climatique⁵, l'autorité coloniale privilégiait la mise en valeur de colonies disposant de façades maritimes, cela pour des considérations économiques. Cependant, depuis 1919, année de la création de la colonie de Haute-Volta, l'administration, sous l'égide du premier gouverneur Frédéric Charles Édouard Alexis Hesling⁶, il fut mis en œuvre une série de travaux pour mieux exploiter la colonie⁷. À ce sujet, l'extension des plantations de coton⁸ entraînait très souvent en conflit avec les modes culturels traditionnels, comme l'indique le rapport administratif ci-dessous :

La production des matières premières a, en 1931, appauvri l'indigène au lieu de l'enrichir. En effet, si la vente de coton a donné 287 083 F, le kilo n'a été payé que 0,50 F à Koudougou, 0,35 à Yako. La production à l'hectare ne dépassant pas 80 kg, l'indigène en a donc retiré 40 F. Par contre, le mil donne au moins 600 kg à 1,50 F prix moyen de l'année, l'hectare aurait rapporté 900 F, soit une différence de 800 F au bénéfice de cette culture⁹.

Aussi les champs collectifs de coton, exigeant un espace agricole réservé à la production domestique ou à la jachère, concouraient-ils à l'appauvrissement des Africains, à la disette¹⁰.

À cette situation de pauvreté s'ajoutent les réquisitions démesurées d'impôts effectuées par les agents de l'administration. Face à ces agissements, les jeunes gens vont chercher à travailler ailleurs, en particulier sur la Basse Côte d'Ivoire ou même en Gold Coast. Dans ce territoire anglais, les travailleurs bénéficiaient de salaires élevés, « environ 1 shilling 6 pence par jour, soit près de 6 francs [...] et de la nourriture [...] contre ceux pratiqués en Côte d'Ivoire où un manoeuvre nourri gagne rarement plus de 2,50 francs par jour¹¹ ».

Les conditions de travail plus attractives poussaient les travailleurs voltaïques à migrer dans le territoire anglais, car

La pression sur les populations locales devint forte, puisque ce nouvel impôt venait s'ajouter à celui sur la capitation, déjà à l'origine des fortes migrations vers les colonies anglaises et portugaises voisines, lesquelles apparaissaient désormais comme des colonies-refuges [...]. Certes, les autorités anglaises n'usaient pas de la violence dans la production des richesses, mais elles laissaient le marché du travail réguler les flux de travailleurs migrants et n'hésitaient pas, en période de dépression économique, à renvoyer les travailleurs vers leur colonie d'origine. Dans cette perspective, les mécanismes de contrôle des flux qu'elles mettaient en place s'inspiraient de ceux des autorités françaises et se fondaient sur la contrainte (Gervais & Mandé 2007:69-70).

On signale aux alentours de 1930 « près de 100 000 à 150 000 Voltaïques, en majorité mossi qui vont annuellement offrir leur force de travail dans les mines d'or de même que dans les riches exploitations cacaoyères du pays Ashanti, en Gold Coast » (Kouadio 1981:51).

La création des plantations, qui nécessitaient une main-d'œuvre substantielle bien souvent non disponible localement, a provoqué une telle mobilité, souvent involontaire. Le peuple mossi, autour duquel a été construite la Haute-Volta, fuyait également la pression de l'administration coloniale française qui recourait à la coercition pour faire payer l'impôt de capitation. La colonie de Haute-Volta, en dehors de la production cotonnière, fournissait ainsi de la main-d'œuvre aux autres colonies, en particulier à la Côte d'Ivoire, ce qui accentuait l'axe savane-forêt. Aussi cette situation de pauvreté renforçait-elle le fossé existant entre le Nord et le Sud, mais en consolidant paradoxalement la complémentarité entre les deux zones : la Haute-Volta, zone savannicole, dispensatrice de la main-d'œuvre et à bon marché, et la région forestière du Sud, propice aux cultures pérennes que sont le cacao et surtout le café, et promise à une croissance économique.

L'interdépendance économique de la Côte d'Ivoire et de la Haute-Volta

Pour les milieux coloniaux, la Côte d'Ivoire doit devenir pour le café ce qu'est la Gold Coast pour le cacao. Par opposition aux régions forestières de Côte d'Ivoire où la population est très faible, les régions du Nord, en particulier la Haute-Volta, surtout le pays mossi, comprennent quelques foyers denses de population. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les populations de la Haute-Volta, estimées en 1931 à près de 3 000 000 d'habitants, étaient très importantes, notamment comparativement aux populations des autres

colonies du groupe (Zahie 1987:30). Ce dynamisme démographique constitue un motif de mobilité des populations de la Haute-Volta et un enjeu stratégique pour une exploitation convenable de la colonie de Côte d'Ivoire¹².

Tableau : Les populations de la Haute-Volta en 1931

Cercles	Populations	Densité
Batié	52 606	10,95
Bobo-Dioulasso	284 910	6,8
Dédougou	430 706	11,51
Dori	89 450	5,5
Fada	189 062	3,7
Gaoua	167 745	11,41
Kaya	258 741	14,6
Koudougou	318 692	23,26
Ouagadougou	536 393	14,8
Ouahigouya	420 624	16
Tenkodogo	249 999	19,84
TOTAL	2 998 928	10,98

Source : ANCI 1DD-XII-6-36/104-690, Instructions pour la mise en application du décret du 5 septembre 1932 relative à la suppression de la Haute-Volta

Ces données montrent l'importance de la population voltaïque dont Koudougou et Ouagadougou constituent l'illustration parfaite, avec respectivement une densité de plus 23 habitants au km² et une population de 536 393 habitants. Mais le nombre de personnes qui prenaient la direction de la Côte d'Ivoire ne suffisait pas, aux yeux du colonisateur, à exploiter convenablement le territoire de Côte d'Ivoire. La Haute-Volta devait donc servir de réservoir de main-d'œuvre.

Pour la France, l'Eldorado a pour nom la Côte d'Ivoire et non la Gold Coast. Elle a besoin de bras valides. Très vite, s'impose aux administrateurs coloniaux l'idée d'utiliser les Voltaïques comme force de travail dans les plantations et sur le chantier du chemin de fer ivoirien. Compte tenu de ces motifs, la Côte d'Ivoire devait être la première bénéficiaire de l'arrivée de ces populations, pour sa mise en œuvre, mais aussi au profit des intérêts de la métropole française. Le recrutement des Voltaïques permettrait également aux exploitations agricoles et forestières de disposer de travailleurs.

Par conséquent, se tourner vers la Haute-Volta, qui peut exporter ses hommes en Côte d'Ivoire, représente une nécessité pour les entreprises coloniales françaises. Pour les milieux coloniaux, même si la Haute-Volta est écartée du programme de « mise en valeur » des colonies, ses habitants doivent être utilisés comme main-d'œuvre sur les chantiers et plantations des autres colonies¹³. Le programme d'outillage économique colonial préconisé par le ministre des Colonies Sarraut se situe dans cette perspective d'une « mise en valeur d'ensemble dans laquelle les améliorations d'ordre moral, intellectuel, politique et social sont étroitement liées aux réalisations d'ordre matériel » (Sarraut 1921:1).

Pour l'administration coloniale, il est intolérable d'accepter la migration mossi vers la Gold Coast. Dès lors, quiconque fuyait vers la colonie anglaise pouvait être réprimé par l'autorité coloniale. Le propos du chef de subdivision de Pô en est une illustration, qui affirme avoir « arrêté ici une vingtaine d'indigènes [qui] manifestement fuyaient devant le recrutement¹⁴ ». Les agissements de l'administrateur sont le reflet de la dure réalité coloniale française¹⁵.

La recherche de la main-d'œuvre avait fait naître une étroite liaison entre la Côte d'Ivoire et la Haute-Volta. Le 5 septembre 1932, un décret pris par Albert Sarraut, ministre des Colonies, supprimait la colonie de Haute-Volta. Plusieurs éléments rendaient l'autonomie de la Haute-Volta problématique : d'une part, les colonies voisines convoitaient ce réservoir de main-d'œuvre, et la colonie manquait d'un accès à la mer ; d'autre part, l'administration coloniale devait restreindre ses frais de fonctionnement, en raison du peu d'intérêt économique que représentait ce territoire, en dehors de l'économie cotonnière¹⁶. Cette décision eut de fortes conséquences sur la vie socioéconomique et politique du nouveau territoire de Côte d'Ivoire.

La Basse Côte d'Ivoire, zone d'accueil de la main-d'œuvre voltaïque

Par son économie, la Basse Côte d'Ivoire est devenue le pôle d'attraction de certains cercles de la Haute et Moyenne Côte. Ce déplacement de population est surtout lié aux recrutements de main-d'œuvre pour approvisionner la zone forestière.

Les mesures pour l'afflux des travailleurs voltaïques

Suite au rattachement d'une partie de Haute-Volta à la Côte d'Ivoire, des mesures furent arrêtées pour drainer la population voltaïque en direction de la Basse Côte d'Ivoire : propagandes administratives, programme d'action sociale, mesures en faveur de meilleures conditions de travail, et bien d'autres. La « bénédiction » du Moro Naba fut obtenue pour la réussite de l'entreprise, car,

Ne pas consulter ce chef, devant qui s'incline plus d'un million d'individus, eût été une erreur qui pouvait compromettre le résultat recherché et priver définitivement la Côte d'Ivoire d'une main-d'œuvre dont il lui était difficile de se passer¹⁷.

Le 28 septembre 1938, la diminution du tarif pour les travailleurs descendant en Basse Côte d'Ivoire a eu pour conséquence l'accroissement très sensible du nombre des travailleurs engagés par contrat en provenance de la Haute-Volta. À partir de 1938-1939, les autorités administratives vont chercher à détourner les Mossi de la Gold Coast en essayant de substituer le volontariat à la réquisition de la main-d'œuvre destinée aux colons et aux grands chantiers. En 1938, quatre centres d'hébergement sont créés en Basse Côte, un cinquième à Bobo-Dioulasso où le directeur est chargé de contrôler les chantiers du chemin de fer. En 1939, des travailleurs volontaires commencent à être dirigés vers le Sud. Ce flux entraîne un accroissement très sensible du nombre des travailleurs engagés par contrat en provenance de la Haute-Volta¹⁸. À ce propos, L. J. Tokpa (1992:536) révèle :

Lorsque nous suivons quelques grandes sociétés agricoles dans leurs recrutements, on se rend compte que la part de la main-d'œuvre agricole restait déterminante. C'est l'exemple de la Société des plantations d'Elima qui réalise en 1936, 1937 et 1938 un recrutement croissant des travailleurs qui se situent respectivement à un effectif de 1250, 1530 et 1682 travailleurs.

Leur recrutement obéit à diverses modalités. D'abord, les hommes désireux de travailler en Basse Côte d'Ivoire se présentent à un certain nombre de gares désignées à cet effet. Ensuite, il leur est délivré des billets gratuits spéciaux pour le transport. Enfin, le montant était remboursé au chemin de fer par une subvention du centre d'accueil à leur arrivée.

Cependant, malgré les bonnes dispositions prises pour le contrôle de la main-d'œuvre, le recrutement des travailleurs pour les exploitations agricoles a été rendu difficile depuis la guerre. Mais dès que le travail forcé fut aboli et pour éviter qu'un manque de travailleurs ne paralyse la vie économique du pays, le gouverneur Latrille prit des mesures pratiques pour que le volontariat remplace la corvée et que les travailleurs soient libres de prendre le chemin des chantiers et des exploitations agricoles et forestières. Pour ce qui est des manœuvres venant de Ouagadougou, il décide de mettre en circulation deux camions assurant un service gratuit entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, terminus de la voie ferrée.

L'abolition du travail forcé a encore accru le recrutement d'une main-d'œuvre abondante¹⁹ dont la majorité est originaire de la Haute-Volta. Elle a permis le développement de la zone forestière.

Développement de l'économie de plantation et création de foyers de migrants voltaïques

François Reste, gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire de 1930 à 1935, met en œuvre « un programme d'action économique et social » élaboré le 27 avril 1931 (JOCI 1931:287-300). Pour essayer de résoudre le problème de la main-d'œuvre, Reste lance en 1933 les villages de colonisation, destinés à fixer dans les régions fertiles du Sud les paysans des cercles voltaïques de la Haute Côte d'Ivoire. Un millier de travailleurs mossi, issus de Koudougou, Tenkodogo, Ouagadougou, Kaya, Bobo-Dioulasso, Gaoua, Dédougou, qui venaient d'être rattachés à la colonie de Côte d'Ivoire, sont ainsi regroupés dans sept villages de colonisation dans le cercle des Gouros²⁰, au centre-ouest. Ils constituèrent le vivier de manœuvres pour les plantations européennes de la région. En pays Gouro, l'immigration s'est amplifiée avec l'intensification de l'agriculture commerciale, avec pour conséquence l'appel des migrants mossi, main-d'œuvre pour les entreprises tant publiques que privées.

Par ailleurs, ces cultures arbustives exigeaient un moment de récolte. L'ampleur du travail entraîne une forte demande de main-d'œuvre à certaines périodes de l'année. Une exploitation caféière normalement conduite a besoin d'un manœuvre pour 4 hectares en période creuse, c'est-à-dire de février à juillet et d'un manœuvre pour 2 hectares en période de défrichement et de récolte d'août à janvier. Cette durée des travaux agricoles fut déterminante dans la création de foyers de migrants. Ce fut le cas à Gagnoa de 1936-1937 avec la Société des plantations réunies d'Afrique de l'Ouest (SPROA). Les manœuvres opérant dans cette structure dormaient dans des conditions acceptables. « Parfois certaines cases communes sont solides, spacieuses et saines » (Bony 1980:483).

Les travailleurs des régions forestières sont employés non seulement sur les plantations, mais aussi sur les chantiers forestiers. C'est le cas surtout de la zone forestière ouest du territoire de Côte d'Ivoire, où l'exploitation forestière, à travers l'ouverture des pistes, permit l'expansion des plantations européennes dans les régions de Gagnoa, Sinfra, Daloa et Oumé. Ailleurs dans le Sanwi, « les immigrants mossi représentaient 10 500 individus sur une population fixe estimée en 1935 à 32 000 habitants » (Ekanza 1981:92). Le système de métayage en vigueur chez les Agni a fait de cette zone une région d'accueil par excellence. L'importance économique de cette zone se mesure à travers les plantations de café et de cacao.

En règle générale, les migrants forcés se sont installés dans le sud forestier après l'abolition du travail forcé en 1946. Cet acte pourrait expliquer la forte concentration observée des populations migrantes dans la région forestière²¹.

L'éclatement de la Haute-Volta au profit du territoire de Côte d'Ivoire transforme ce besoin de travailleurs en migration de colonisation des terres fertiles, dans la zone forestière. Cependant, on peut s'interroger sur les actes qui vont conduire à la restauration du territoire de la Haute-Volta dans ses frontières en 1932.

Les actions pour la reconstitution de la Haute-Volta

Au moment où germèrent les mouvements d'émancipation organisés dans les cadres territoriaux, la Haute-Volta n'existait pas. Ce qui exacerba les frustrations, créant une solidarité entre les ressortissants de l'ancienne Haute-Volta.

Le combat des chefs mossi et de l'élite voltaïque

Dès 1932, pour empêcher le démantèlement du territoire, le roi des Mossi avait envoyé, le 11 avril et le 1^{er} mai, des messages écrits au député Blaise Diagne à Paris²². L'objectif était de plaider la cause du maintien de la colonie.

Avec la dislocation du territoire autonome de la Haute-Volta de 1932, une véritable dynamique de résistance s'installe. Cette opposition se consolide dans le tissu social et ses différentes strates, du sommet à la base. Elle est motivée surtout par le fait que le bloc Mossi s'est retrouvé réparti entre trois colonies, bénéficiaires de la dislocation²³. Aucune des composantes de l'entité « Haute-Volta » ne l'accepte et chacune développe des formes d'action ou entame des démarches pour voir se reconstituer la Haute-Volta. Un véritable front uni patriotique va alors se constituer pour aller à la reconquête du statut de territoire autonome. Pour le peuple voltaïque, le rattachement à la Côte d'Ivoire semble être plutôt une sanction qu'une récompense, ce qui justifie leur combat pour la reconstitution de la Haute-Volta. Aussi les autorités traditionnelles sont-elles contre l'utilisation abusive et humiliante de la main-d'œuvre voltaïque. Leur combat est soutenu par d'autres forces, notamment des intellectuels.

Par ailleurs, l'effort de guerre et l'idée de la dette de sang servirent de fondement aux revendications des partisans de la reconstitution. Ces derniers critiquèrent la balkanisation et le délaissement de la Haute-Volta, notamment sa capitale historique, Ouagadougou. Le souverain mossi fut en effet parmi les premiers Africains à entendre l'appel du général de Gaulle²⁴. Le Naba Koom avait, à cette époque, annoncé son ralliement pendant que la Côte d'Ivoire officielle était vichyste²⁵.

Avec les nouvelles dispositions constitutionnelles françaises autorisant la création de partis politiques, de syndicats et d'associations dans les colonies,

en Haute-Volta, le Moro Naba Saaga créa dès 1945 le premier parti politique, l'Union pour la défense des intérêts de la Haute-Volta (UDIHV). La contestation prit dès lors une autre forme. Ainsi, le roi mossi proposa le Baloum Naba Tanga, son ministre, aux élections législatives du 21 octobre 1945, dont le programme de campagne se résumait à la reconstitution de la Haute-Volta. Il fut battu par le candidat Houphouët-Boigny du Rassemblement démocratique africain (RDA), soutenu par Ouezin Coulibaly, originaire de Bobo Dioulasso. Plus tard, le député Philippe Zinda Kaboré, après les élections du 2 novembre 1946, se vit confier par le Moro Naba la mission sacrée d'obtenir de l'Assemblée nationale la reconstitution de la Haute-Volta²⁶. Mais leur rêve ne vit le jour, en réalité, que grâce au contexte politique de l'époque.

La volonté de l'administration coloniale et le rôle de l'Église catholique

La France officielle, après la guerre contre l'Allemagne nazie d'Adolf Hitler (1939-1945), avait ses priorités à l'intérieur de ses frontières, à savoir la reconstruction d'un pays dévasté par l'occupation allemande. Cette époque verra monter et grandir le mécontentement et la révolte dans ses colonies, à tel point que la France va tenter de juguler cela par la tenue de la conférence de Brazzaville (30 janvier-8 février 1944²⁷). L'Afrique Occidentale Française va alors commencer à connaître de nouveaux mouvements de contestation politique avec la naissance des partis politiques dès 1946. C'est à ce moment que la métropole décide de se pencher sur la reconstitution de la Haute-Volta, car la situation politique en France est favorable aux calculs politiques des partisans de la poursuite de la colonisation²⁸.

En effet, pour les autorités administratives, le territoire de la Haute-Volta devait servir de rempart politique contre la montée en force des idées progressistes véhiculées par le Rassemblement démocratique africain affilié, à l'époque, au Parti communiste français. Pour Paris, il ne s'agit pas uniquement de récompenser la loyauté du Moro Naba envers la « France libre », pour son ralliement dès les premières heures des combats. La raison est à rechercher ailleurs.

Pour la métropole, il faut étouffer l'influence du Rassemblement démocratique africain d'obédience communiste, dont la base, située en Côte d'Ivoire, menace de s'étendre dans toute l'Afrique Occidentale Française via la Haute-Volta (Kaboré 2002:20). Pour l'administration, il faut mater « les tendances RDA » afin de préserver ce système colonial (Guirma 1991:60). Elle trouve en l'Église catholique, à travers l'archevêque de Ouagadougou, un allié de poids. Sa proximité avec le roi des Mossi pousse le pouvoir

colonial à prêter attention aux désirs du peuple voltaïque²⁹. En réalité, un véritable jeu d'intérêts est à la base de cette alliance, car

Malgré les difficultés d'ordre apostolique, les différentes autorités, découvrant la convergence de leurs intérêts, mobilisent les solidarités inhérentes au jeu colonial. Dès lors, la Mission profite de la légitimité politique que possèdent les autorités coutumières pour « pousser » à la réhabilitation du territoire voltaïque, tandis que le Mogho Naba tire profit de la connaissance des affaires publiques, de l'instinct diplomatique et des réseaux qu'entretient Mgr Thévenoud avec la sphère politique (Bouron 2010:70).

Selon Bouron il importe

De se détacher d'une vision strictement événementielle afin d'appréhender la portée réelle d'un acte politique fort – la reconstitution de la Haute-Volta – sur une autorité socio-religieuse fortement implantée dans le paysage voltaïque, mais toujours en recherche d'expansion (Bouron 2010:65).

Pour la Mission catholique, la reconstitution de la Haute-Volta est une occasion propice à son essor. À ce titre, il n'est pas exclu que l'évêque de Ouagadougou ait utilisé ses relations personnelles avec certaines personnalités politiques pour encourager le rétablissement de la colonie. À une époque où les impératifs soutenus par la conférence de Brazzaville imposent à l'État français de se pencher plus sur les questions sociales, sanitaires et économiques, les autorités administratives voient d'un bon œil l'apport de la mission catholique pour la renaissance de la Haute-Volta.

De ces différents intérêts en jeu, après 15 ans, la lutte finit par payer, avec la reconstitution de la Haute-Volta dans ses frontières d'avant scission le 4 septembre 1947.

Conclusion

Le territoire de Haute-Volta, créé en 1919, fut démembré en 1932. La raison était à rechercher dans le peu de potentialités économiques que détenait la colonie et dans sa forte démographie susceptible d'approvisionner les zones forestières en main-d'œuvre. Cet acte de l'administration coloniale fut surtout bénéfique pour la Côte d'Ivoire à cause de l'exploitation de ses immenses potentialités économiques (café, cacao, coton, bois, etc.) pour le marché européen. Ainsi, la Haute-Volta devint le « réservoir de main-d'œuvre » de la Côte d'Ivoire. Cela créa une interdépendance entre la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire. Cette situation accentua la pauvreté de la Haute Côte d'Ivoire et la prospérité de la Basse Côte d'Ivoire. Aussi, exacerbé par la division du peuple voltaïque, le roi des Mossi, le Moro Naba, prend-il très tôt la tête de la contestation pour la reconstitution du territoire de Haute-

Volta. Ce combat fut relayé par l'élite au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, dans le cadre des réformes politiques initiées par la métropole. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la renaissance du territoire en 1947 dans ses frontières de 1932, sous la poussée « nationaliste voltaïque » et la crainte du péril communiste du RDA d'Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire. Cependant, force est de constater que, même si le rétablissement du territoire voltaïque semblait avoir été un défi, il est certain qu'il a contribué au renforcement de la légitimité administrative, à la valorisation du pouvoir du Moro Naba et au patriotisme voltaïque, malgré la manipulation des ethnies par le colonisateur.

Notes

1. La Côte-d'Ivoire hérita du cercle de Dédougou (boucle de la Volta noire) et des cercles de Tenkodogo, Kaya, Ouagadougou, Koudougou, Gaoua, Battié, Bobo-Dioulasso, soit 2 011 916 habitants et 132 650 km². ANCI XII-6-36 /104-690 : Instruction pour la mise en application du décret du 05 Septembre 1932 relative à la suppression de la Haute-Volta, 1932.
2. La quête de la main-d'œuvre mossi se situe dans la période d'intense exploitation (1923-1930) et au plus fort de la récession économique mondiale (1931-1934). Elle correspond à l'époque où les planteurs de Côte d'Ivoire éprouvaient le besoin d'une main-d'œuvre abondante et quasiment gratuite.
3. Des subventions peuvent être accordées aux colonies sur le budget de l'État. Des contingents peuvent être imposés à chaque colonie jusqu'à concurrence des dépenses militaires qui y sont effectuées.
4. L'arrêté promulguant en Afrique Occidentale Française (AOF) le décret du 17 février 1932, modifiant les traitements de présence des trésoriers généraux et trésoriers payeurs des colonies, le signifie implicitement. Ainsi, celui exerçant en Côte d'Ivoire percevait 54 000 f, contrairement à son homologue en Haute-Volta qui a 48 000 f, (JOAF, no 2976, p. 346).
5. Territoire enclavé, la Haute-Volta a un climat peu favorable au développement des cultures pérennes. Les pluies peu abondantes ne durent que cinq mois (juin à octobre), tandis que la sécheresse dure de novembre à mai. La longue sécheresse ne permet donc pas le développement de l'agriculture.
6. Il exercera en Haute-Volta de mai 1919 à décembre 1927. Son œuvre fut marquée par la consolidation de l'ossature administrative avec la création des cercles (Bobo Dioulasso, Gaoua, Dédougou, Dori, Fada N'Gourma, Ouahigouya, Koudougou, Batié, Kaya, Tenkodogo, Ouagadougou) et la mise en valeur coloniale de façon volontariste. Il s'agit, entre autres, de l'introduction des cultures de rente, notamment le coton et l'arachide.
7. Cet acte a eu pour conséquence un recul des cultures vivrières et une réquisition par le travail forcé qui se sont avérés rudes et contraignants, tout comme l'impôt de capitation.

8. La culture du coton débute en 1921 et constitue le seul produit de rente permettant à la population de s'acquitter de l'impôt. Avec la conjoncture économique des années 1929-1930, qui restreint la capacité d'achat des maisons de commerce, les Africains se trouvent dans l'incapacité de s'acquitter de l'impôt.
9. ANCI, XI-42-380, Koudougou, rapport annuel, 1931.
10. En 1930, il s'ensuit une disette qui s'explique par l'invasion de sauterelles et la sécheresse exceptionnelle.
11. ANCI, DD X-6-131 /1839, Rapport du gouverneur Reste sur les raisons de la migration voltaïque vers les colonies britanniques, 09 novembre 1933.
12. « Dès le début des années 1920, certains commandants de cercle et lieutenants-gouverneurs avaient dénoncé les effets pervers des migrations saisonnières et, de l'aveu de bien des responsables, l'évaluation des effets de ce problème était brouillée par des lacunes du système des statistiques des populations » (Gervais & Mandé 2007:71).
13. De 1920 à 1930, 25 276 manœuvres sont recrutés pour les travaux du chemin de fer Thies-Niger. De 1921 à 1930. Ce sont 42 830 manœuvres qui sont recrutés pour le chemin de fer Abidjan-Ferké. Et de 1920 à 1930, 19 800 manœuvres sont acheminés sur les plantations et les chantiers publics ou commerciaux (Yoda 2004:26).
14. ANCI, 5EE44. Haute-Volta : incident de frontière Haute-Volta-Gold Coast (1923-1932).
15. Il décrit à merveille la volonté des Africains de fuir les impôts et le travail forcé de ce territoire français. C'est pourquoi, face aux exactions des Européens, il n'était pas rare de voir des Africains qui ne venaient que la nuit dans leur case et leurs champs pour éviter de payer les impôts.
16. Le démembrement de la Haute-Volta se situe dans la période d'intense exploitation (1923-1930) et au plus fort de la récession économique mondiale (1931-1934).
17. ANS, 2G 37-40 Côte d'Ivoire. Annexe au rapport sur le travail et la main-d'œuvre, 1937.
18. La période qui s'étend de 1925 à 1946 apparaît, dans la colonie, comme la période de la mise en place des services de la main-d'œuvre. C'est également l'époque de l'application de nouvelles conditions et modalités de recrutement. Ce rattachement a favorisé le recrutement forcé des manœuvres, cause des exodes massifs vers la Gold Coast, au point que de nombreux chefs de village ou de quartier partis en Gold Coast reviennent faire de la propagande auprès de leurs compatriotes pour les inciter à aller s'installer en territoire britannique.
19. Dès mai 1946, on assiste à un étonnant mouvement de déplacement de travailleurs volontaires vers les chantiers du sud. Par conséquent, toutes les estimations de 1945 pour l'année 1946 se trouvent erronées, car dépassées. Au lieu de 33 500 travailleurs, c'est le chiffre de 61 172 qui est atteint dans la colonie de Côte d'Ivoire en décembre 1946 (ANS-Dossier K 402 (132). Direction des services économiques. Inspection du travail).

20. Sept villages de colonisation construits dans le pays Gouro furent peuplés de Mossi venus de la Haute Côte d'Ivoire en 1934. Quatre étaient à proximité de Bouaflé (Koudougou sur la route de Yamoussoukro, Garango sur la route de Daloa, Koupela et Tenkodogo sur la route de Zuénoula) et trois à proximité de Zuénoula (Koudougou et Ouagadougou sur la route de Bouaké, et Kaya sur la route de Bouaflé).
21. Cette situation peut expliquer le fort taux de concentration de population dans les régions du sud et la disparité de développement au profit de ces zones, avec la Côte d'Ivoire indépendante, du fait de la richesse des terres des migrants.
22. Son successeur Naba Saaga reviendra à la charge à Dakar, en novembre 1945, devant Pierre Charles Cournarie, gouverneur général de l'A.O.F., en lui demandant d'envisager le rétablissement de l'ancienne colonie de la Haute-Volta.
23. La Côte d'Ivoire s'en tira avec le plus gros lot, 56 % du territoire, comprenant : Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Kaya, Tenkodogo, Koudougou, Gaoua et Batié.
24. Opiniâtre, l'empereur mossi, qui voyait en de Gaulle un partisan éventuel de la réhabilitation du territoire voltaïque, organisa une obstruction régulière du régime de Vichy avant sa mort en 1942.
25. Cette solidarité entérine une sécession de fait, comme si le territoire voltaïque avait toujours existé.
26. Le sort va en décider autrement, car le 25 mai 1947, ce jeune député de 27 ans meurt à Abidjan.
27. Sans avoir le caractère « révolutionnaire et décolonisateur » qui lui sera prêté par la suite, elle a l'importance parce qu'elle éveillera, à terme, la conscience des Africains à travers des recommandations telles que : suppression de l'indigénat, liberté du travail, essor de l'instruction, décentralisation administrative.
28. Dans le contexte de revendications nationalistes africaines, en particulier en Afrique du Nord, ces auteurs partisans fustigent toute idée d'indépendance, « source de désordre » suscitée par l'anticolonialisme affiché par les deux grandes puissances.
29. Dans l'histoire de la Haute-Volta, l'Église catholique du territoire, qualifiée de « fille aînée de l'Église en Afrique », a été un acteur de premier plan. Elle a soutenu les revendications de reconstitution du territoire après sa dislocation en 1932, au point que Felix Houphouët-Boigny qualifiait la colonie reconstruite de « Haute-Volta de Mgr Thévenoud ».

Sources et bibliographie

- ANCI, XII-6-36 /104-690, Instruction pour la mise en application du décret du 5 septembre 1932 relative à la suppression de la Haute-Volta, 1932.
- ANCI, DD X-6-131 /1839, Rapport du gouverneur Reste sur les raisons de la migration voltaïque vers les colonies britanniques, 9 novembre 1933.
- ANCI, 5EE44, Haute-Volta, incident de frontière Haute-Volta-Gold Coast (1923-1932).
- ANS, 2G 37-40 Côte d'Ivoire. Annexe au rapport sur le travail et la main-d'œuvre, 1937.
- ANCI, 1DD-XII-6-36/104-690, Intrusions pour la mise en application décret du 5 septembre 1932 relative à la suppression de la Haute-Volta.

- ANCI, XI-42-380, Koudougou, rapport annuel, 1931.
- Bouron, Jean-Marie, 2010, « La Mission catholique et la reconstitution de la Haute-Volta. Intérêts, rôle, conséquences », dans Moussa Willy Batenga, Pierre Claver Hien, Maxime Compaoré & Moustapha Gomgnimbou (Dir.), *La reconstitution de la Haute-Volta*, Ouagadougou, L'Harmattan, p. 63-90.
- Bony, Joachim, 1980, La Côte d'Ivoire sous la colonisation et le prélude de l'émancipation (1920-1947), *Genèse d'une nation*, Paris, thèse de doctorat d'État, Université de Paris 1.
- Ekanza, Simon-Pierre, 1981, « Main-d'œuvre ivoirienne des entreprises privées pendant l'entre-deux-guerres, 1921-1939 », *Annales de l'université d'Abidjan*, série I, Histoire, TIX, p. 73-97.
- Gervais, Raymond R. & Issiaka Mande, 2007, « Comment compter les sujets de l'Empire ? Les étapes d'une démographie impériale en AOF avant 1946 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 95, p. 63-74.
- Guirma, Frédéric, 1991, *Comment perdre le pouvoir ? Le cas de Maurice Yaméogo*, Paris, Éditions Chaka.
- JOCI, 1931, p. 287-300.
- JOAF, 1932, n° 2976, p. 346.
- Kabore, Roger Bila, 2002, *Histoire politique du Burkina Faso*, 1919-2002, Paris, L'Harmattan.
- Kouadio, Tiacoh Carnot, 1981, « Historique de l'implantation en milieu forestier ivoirien (Bouaflé, Zuénoula) de villages de colonisation voltaïque de 1934 à 1938 (Koudougou, Garango, Tenkodogo, Koupela) », *Godo-Godo*, n° 6, Abidjan, p. 51.
- Mande, Issiaka, 1996-1997, Les migrations de travail en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), mise en perspective historique 1919-1960, Paris, Université de Paris VII, Denis Diderot, thèse de doctorat.
- Sarraut, Albert, Projet de Loi du 12 avril 1921 portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises.
- Tokpa Lépé, Jacques, 1992, La main-d'œuvre africaine des exploitations forestières privées de Côte d'Ivoire de 1900 à 1946, Abidjan, Université nationale de Côte d'Ivoire, thèse de 3^e cycle.
- Zahie, Gnahoua Dieudonné, 1987, Main-d'œuvre voltaïque et économie de plantation dans la région d'Agboville à l'époque coloniale 1930-1946, Abidjan, Université d'Abidjan, département d'histoire, mémoire de maîtrise.



Quand Abidjan était la plaque tournante de l'immigration clandestine africaine vers l'Europe (1960–1975)

Chikouna Cissé* et Alassane Diabaté**

Résumé

Dans cet article, nous tentons d'éprouver la méthode historique dite régressive si chère à Marc Bloch. Elle consiste à appréhender le passé à partir des évolutions et des dynamiques du temps présent. Si l'immigration irrégulière africaine vers l'Europe cristallise de nos jours l'intérêt à l'échelle du globe, c'est en raison de la charge émotionnelle suscitée par les milliers de morts africains en Méditerranée et ailleurs. Nous nous proposons cependant de dépasser cette actualité immédiate pour braquer le projecteur sur l'historicité du phénomène à partir de la Côte d'Ivoire entre les années 1960 et 1975. Le raisonnement historique vise ainsi un double objectif : montrer la centralité de la Côte d'Ivoire dans les mobilités africaines post-coloniales selon des trajectoires et des logiques en rupture avec celles de la période coloniale ; souligner ensuite l'ancienneté du phénomène de la migration irrégulière africaine vers l'Europe, lorsqu'au cours des deux décennies post-indépendance, Abidjan, la capitale ivoirienne, en était l'une des plaques tournantes.

Mots-clés : immigration irrégulière africaine ; Europe ; Abidjan ; plaque tournante

Abstract

In this article, we try to test the historical regression method so dear to Marc Bloch. It consists of apprehending the past from the evolutions and dynamics of the present. If African irregular migration to Europe nowadays crystallizes interest on a global scale, it is because of the emotional load of the thousands of African deaths in the Mediterranean and elsewhere. We do however propose

* Maître de conférences en histoire, université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.
Email : cissecchikouna@gmail.com

** Maître-assistant en histoire, université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.
Email : diabatealassane2010@yahoo.fr

to go beyond this topicality to focus on the historicity of the phenomenon in Ivory Coast, between 1960 and 1975. The historical reasoning thus has a double objective: to show the centrality of Ivory Coast in post-colonial African mobility according to trajectories and logics in rupture with those of the colonial period; and to underline the antiquity of the phenomenon of African irregular migration to Europe, when during the two decades of post-independence, Abidjan, the Ivorian capital, was one of the hubs.

Keys Words : African irregular migration; Europe; Abidjan; hub

Introduction

L'historiographie du fait migratoire en Côte d'Ivoire au XXe siècle est dominée par le paradigme du *pull and push effect* (effet d'attraction/répulsion) par lequel le statisticien-économiste étasunien Harry Jérôme expliquait les migrations internationales dans les années 1920. Autrement dit et à partir du cas de l'Afrique de l'Ouest, le différentiel économique entre les territoires de l'*hinterland* (Soudan français/Mali et Haute Volta/Burkina-Faso) et la Côte d'Ivoire, sur le littoral atlantique, donne à ce territoire un rôle pivot dans la polarisation des circulations humaines dans cette région, et ce, en raison de son fort potentiel naturel.

En contexte post-colonial, la centralité d'Abidjan, la capitale ivoirienne, dans les migrations irrégulières africaines vers l'Europe appelle l'attention sur les remaniements du procès migratoire en Côte d'Ivoire : la houle océanique continue de commander certaines mobilités africaines, cependant que l'espace réticulaire ivoirien, longtemps récepteur, devient émetteur de migration. Quelles sont les conditions objectives de cette recomposition spatiale ?

Pour documenter le raisonnement historique, nous nous appuyons sur des sources inédites du fonds Côte d'Ivoire, issu du centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN). La démarche méthodologique consiste en une exploitation de ces sources diplomatiques reflétant une lecture française quelque peu connotée de ce phénomène migratoire, en les croisant avec des travaux académiques centrés sur l'histoire de longue durée des migrations africaines, afin de rechercher la lame de fond plutôt que l'écume de surface des urgences tactiques.

De Dakar à Abidjan : la mutation des espaces de circulation clandestine vers l'Europe

Dès les années 1950, la question de la migration africaine en direction de la France fut une préoccupation de premier ordre pour la métropole. Ce mouvement de travailleurs africains vers l'Europe via la mer avait pour

épicerie la ville de Dakar. Si la capitale de l'AOF polarisait ces migrations maritimes des travailleurs africains, c'est que les autres ports de la région étaient médiocrement équipés. En Côte d'Ivoire, les navires de commerce accostaient difficilement les quais de Bassam, de Port-Bouet et de Tabou en raison de la barre-houle violente (Gary-Toukara 2008:183). Cette position de Dakar, favorable aux circulations maritimes vers l'Europe, ne fut pas sans entrave cependant pour les candidats au départ. L'administration au Sénégal, note l'historien Daouda Gary-Toukara, en dépit de la libéralisation de la circulation des personnes au sein de l'AOF, opérait des contrôles inopinés en vue de décourager les candidats éventuels à l'émigration lointaine (Gary-Toukara 2008:185).

Dès les premières lueurs des indépendances des années 1960, le mouvement d'émigration gagna en épaisseur, au grand dam de l'ex-colonisateur français. L'indépendance de l'Algérie ne faisant plus l'ombre d'un doute, des employeurs français entreprirent de recruter des Africains noirs, notamment des Maliens, pour remplacer les travailleurs algériens¹. En 1963, la représentation diplomatique française en Côte d'Ivoire adressa un câble au ministère ivoirien des Affaires étrangères pour s'en émouvoir :

L'afflux en France de ressortissants des États d'Afrique noire préoccupe depuis quelque temps le gouvernement français. Ces immigrants, dont 60 % sont originaires du Mali, entrent en métropole avec leur seule carte d'identité. Sans qualification professionnelle, dépourvus de ressources et souvent en mauvais état de santé, ils ont de plus en plus de mal à trouver du travail et un logement, ils vivent ainsi dans des conditions déplorables. Les problèmes qui se posent de ce fait aux autorités responsables ne cessent de s'aggraver².

Si la Côte d'Ivoire était saisie de la question, c'est qu'à la suite du contrôle opéré par les autorités sénégalaises à Dakar il avait été constaté que, depuis quelques mois, les embarquements avaient lieu dans la majorité des cas à Abidjan, ainsi que le soulignait l'ambassade de France en Côte d'Ivoire³. Les statistiques sur cette période montrent nettement une exagération des diplomates français en poste à Abidjan, Dakar étant encore la plaque tournante de ces migrations irrégulières ouest-africaines vers la France.

Outre les Maliens, ces flux migratoires irréguliers concernaient également les Sénégalais et les Mauritaniens. Le Sénégal, la Mauritanie et le Mali totalisaient ainsi 74 pour cent du courant migratoire vers la France, l'immigration malienne continuant à être, de loin, la plus importante. Si Dakar gardait sa position d'épicentre de ces circulations africaines irrégulières vers la France – 110 sur les 172 immigrants qui se trouvaient le 10 mai à bord du paquebot Foucauld avaient embarqué à Dakar –, la France s'inquiétait d'un nouveau phénomène : ce fut l'importance du contingent

sénégalais à bord de ce navire. Elle expliquait cette conjoncture particulière par un relâchement du contrôle que les autorités sénégalaises exerçaient sur les départs depuis l'automne 1962⁴.

Immigration de ressortissants d'États d'Afrique noire par le port de Bordeaux du 1^{er} janvier au 10 mai 1963

Dates de débarquement	7/1	14/2	4/3	22/3	1/4	22/4	6/5	Totaux	%
Pays									
Maliens	100	62	28	36	35	40	52	353	47
Sénégalais	8	3	7	6	9	3	53	89	15
Mauritaniens	13	5	34	4	15	6	34	111	12
Divers	61	15	19	18	23	29	33	198	26
Totaux	182	85	88	64	82	78	172	751	100

Source : Le ministère des Affaires étrangères à Monsieur l'Ambassadeur de France à Dakar, A/S Immigration africaine par le port de Bordeaux, 28 mai 1963

En fait, ce contrôle de l'espace et des hommes entrepris par le pouvoir institutionnel post-colonial amena ces derniers à inventer des stratégies de contournement de l'ordre établi, que Guy Rocher appelle aussi « les phénomènes de repliement » (Rocher 1968:236). Ainsi, les Soudanais contournèrent les contrôles au Sénégal en embarquant en Côte d'Ivoire où ils disposaient de complicités dans les services portuaires et administratifs. Ils montaient à bord des navires de commerce européens mouillant à Abidjan en se faisant passer pour des Kroumen, marins côtiers spécialisés dans le cabotage entre Tabou et Pointe-Noire au Congo-Brazzaville. Parfois, ils se cachaient dans les cales du navire entre les billes de bois et refaisaient surface en pleine mer (Gary-Touunkara 2008:185).

Pour les Sénégalais et Mauritaniens, ce fut le phénomène des pseudo-touristes⁵, selon la terminologie de l'époque, qui servait de stratégie migratoire. Se disant touristes, ils venaient en France pour tenter de se faire embaucher dans les usines de la région parisienne. Ils exploitaient, de ce fait, les failles du dispositif de contrôle institué par le Sénégal et la Mauritanie sous la pression des autorités françaises. L'article 2 de la Convention sur la circulation entre la France et le Sénégal disposait en effet que pour se rendre sur le territoire de la République française, les nationaux sénégalais, quel que soit le pays de leur résidence, devaient être en possession d'une carte

nationale d'identité ou d'un passeport même périmé depuis plus de cinq ans, des certificats internationaux de vaccinations obligatoires exigés par la législation en vigueur dans cet État, et garantir leur rapatriement⁶.

À la pratique, ces dispositions parurent judicieuses en ce qui concerne les travailleurs sénégalais partant chercher en France un emploi puisqu'elles visaient à leur assurer une situation régulière en France. Elles s'avérèrent en revanche d'une efficacité douteuse pour les catégories de nationaux sénégalais non travailleurs, seulement soumises aux prescriptions de l'article 2.

Des renseignements recueillis à la Direction générale de la sûreté de Côte d'Ivoire, il résulte que

De plus en plus nombreux sont les candidats travailleurs sénégalais qui masquent leurs véritables intentions pour franchir l'obstacle du contrat de travail préalable, se rendent en France (via Abidjan) « en congé » ou pour « se promener ». Tombant alors sous le coup des dispositions de l'article 2, ils n'ont à présenter au contrôle de départ autre chose qu'une banale carte d'identité, un certificat de vaccination obtenu sans difficulté et une garantie de rapatriement. Or le rapatriement est automatiquement garanti par la possession d'un passage aller-retour acquis des chargeurs réunis d'Abidjan au tarif le plus bas, soit 46 550 francs CFA. Ce qui revient, pour les émigrants, à consigner en quelque sorte la somme de 23 275 francs CFA au titre de la garantie de retour, alors qu'au Sénégal, comme en Côte d'Ivoire, le montant de la caution de rapatriement était fixé à 35 000 francs CFA. Parvenus en France, les « pseudo-touristes » se mettent à la recherche d'un travail et ils sont assurés d'échapper à toutes difficultés sérieuses avec nos services d'émigration-immigration aussi longtemps qu'est valable leur passage de retour en Afrique. Si le billet de retour n'est, en principe, valable qu'un an, l'usage veut qu'en fait les Chargeurs en tolèrent la validité bien au-delà de cette limite. Et le « pseudo-touriste » continue, dans la plupart des cas, à végéter misérablement en attendant des jours meilleurs⁷.

Pour venir à bout de ce qu'elle considérait comme une immigration désordonnée et clandestine, la France décida de renforcer sa législation sur l'immigration des Africains et exerça une réelle pression, avec des fortunes diverses, sur le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Côte d'Ivoire. Il fallait, pour ces États, sous la forme d'accords de circulation signés avec la France, exercer un contrôle plus strict sur les mouvements d'émigration en direction de l'ex-métropole à partir de leurs territoires respectifs. Ce contrôle se résumait à empêcher ou contrôler les mouvements de populations de leurs ressortissants vers la Côte d'Ivoire, devenue une terre de transit vers la France. Le bilan mitigé de ces accords de circulation amena les autorités françaises à renforcer les contrôles à leurs propres frontières.

Contrôle et répression : la France face aux réseaux migratoires clandestins africains (1962–1974)

Dans *État, nation et immigration*, l'historien Gérard Noiriel montre comment, au cours des années 1880, l'invention en France de l'immigration légale crée du même coup l'immigration illégale (Noiriel [2001] 2005:504). En Afrique noire d'ancienne appartenance française, la césure qu'opère la France entre « clandestins et réguliers » comme fondant sa politique d'accueil des migrants africains s'inscrit donc dans une ligne de continuité historique. Cette section montre par voie de conséquence que la répression de ces clandestins, des pseudo-touristes, selon la terminologie officielle de l'époque, a renforcé les réseaux migratoires clandestins africains vers l'ex-métropole.

En 1963, le gouvernement français, s'accordant avec les autorités maliennes, estima déplorable le mouvement migratoire malien vers la France. Il sollicita, en outre, l'avis du gouvernement ivoirien sur la possibilité d'exercer une certaine régularisation de ces départs. À ce sujet l'ambassade de France plaida auprès du ministère ivoirien des Affaires étrangères la possibilité de lui faire savoir les formalités exigées actuellement par la direction de la sûreté au moment de l'embarquement pour la France des ressortissants maliens, et par ailleurs sous quelle forme pourrait éventuellement s'organiser le contrôle de ces déplacements⁸.

Cette requête est, selon le point de vue que nous défendons, une façon sibylline pour la France de désigner la Côte d'Ivoire comme étant le ventre mou de la lutte contre l'immigration irrégulière des Maliens vers la France. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que, tout dédié à son Chantier national, Modibo Keita, le président de la République socialiste du Mali (1960–1968), avait pris des mesures restrictives afin de freiner l'exode des Maliens. L'un des éléments majeurs de la politique migratoire malienne sous ce dirigeant, souligne Daouda Gary-Touunkara, demeura ainsi la réglementation des migrations, qui fut sanctionnée par la réintroduction du laissez-passer, en 1962, et par la signature d'un accord avec la France sur la circulation de la main-d'œuvre malienne en 1963 (Gary-Touunkara 2008:208). Pour attester de la bonne foi de la Côte d'Ivoire dans le contrôle des circulations maliennes vers la France, via Abidjan, le ministère ivoirien des Affaires étrangères justifia ce qui s'apparente à une sorte d'attentisme, par la porosité de la question. Autrement dit, les efforts de la seule Côte d'Ivoire seraient vains sans une plus grande implication des pays émetteurs de ces flux migratoires clandestins. Elle fit connaître à l'ambassade de France les propositions précises faites au Mali quant aux modalités d'application du contrôle relatif à l'embarquement à Abidjan des ressortissants maliens en direction de la France. Le gouvernement

ivoirien espérait recevoir bientôt la réponse du gouvernement malien, tout en précisant que rien de concret ne pourrait être fait avant la réponse du gouvernement de la République du Mali⁹.

En attendant une plus grande implication de la Côte d'Ivoire dans le contrôle des flux, le ministère français des Affaires étrangères se félicita des acquis obtenus grâce à la bonne coopération avec le Sénégal, le Mali et la Mauritanie. La direction des conventions administratives et des affaires consulaires du ministère français des Affaires étrangères adressa une correspondance en ce sens à l'ambassade française à Abidjan. Les accords sur la circulation des personnes conclus avec le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, soulignait la correspondance, ont d'une manière générale permis de mettre fin aux migrations désordonnées qui se sont produites en 1962 en provenance de ces pays. En effet, le nombre des arrivées et celui des départs s'équilibraient désormais, le solde étant même légèrement négatif (-245 du 1^{er} janvier au 30 juin 1965).

L'analyse de ce solde montrait toutefois que les résultats n'étaient pas aussi satisfaisants pour chacun des pays en question. S'ils le furent pleinement pour le Sénégal (-535) et la Mauritanie (-281), ils laissaient encore à désirer avec le Mali (+571). Sans doute le gouvernement malien avait-il pris sur son territoire les mesures nécessaires pour empêcher ses nationaux de tourner l'accord du 6 mars 1963 (Journal officiel du 10 au 11 juin 1963), mais les intéressés parvenaient à s'y soustraire en passant par la Côte d'Ivoire. Au vrai, les émigrants maliens exploitaient un vide juridique pour contourner les restrictions prévues par l'accord franco-malien de 1963. Désireux de se rendre du Mali en France en tournant les restrictions prévues par l'accord, certains transitaient par la Côte d'Ivoire et s'embarquaient à Abidjan, la Côte d'Ivoire n'étant liée avec la France par aucun accord sur la circulation des personnes. En réponse, la France, dès 1963, demande donc la coopération bénévole des autorités ivoiriennes sous la forme suivante.

À l'embarquement des Maliens sur des bateaux partant pour la France, les services de police seraient invités à demander, outre les papiers ou documents habituels (santé, billet, etc.), une autorisation d'émigration délivrée par l'ambassade du Mali en Côte d'Ivoire. Pour aboutir à ce résultat, il fallait donc :

1. Que la Côte d'Ivoire accepte de demander aux Maliens ce document qui n'est pas exigé par la législation ivoirienne.
2. Que l'ambassade du Mali établisse l'autorisation d'émigration en question (cette dernière ne devrait pas faire d'objections à se charger de cette formalité qui va dans le sens de l'accord franco-malien sur la circulation des personnes).

Il ne s'agit donc pas, selon la partie française, d'accord entre la France et la Côte d'Ivoire, mais d'une mesure de bonne volonté suggérée à Abidjan, amie avec les deux pays, pour faciliter le fonctionnement d'un accord entre la France et le Mali. La collaboration ivoirienne était d'autant plus cruciale que le 16 novembre 1965, le paquebot mixte « Foucauld », de la Nouvelle Compagnie de Paquebots, arrivait le mercredi 10 novembre en provenance des ports de la côte occidentale d'Afrique, avec à bord 279 passagers africains dont 53 Maliens, 53 Mauritaniens, 58 Sénégalais et 5 Ivoiriens. Tous les ressortissants des Républiques du Mali, du Sénégal, de la Mauritanie et de la Côte d'Ivoire avaient embarqué à Abidjan où ils se rendaient quelquefois par voie de mer, en provenance de Dakar.

Il apparaissait en effet que la Côte d'Ivoire ne met aucune restriction à leur départ pour la France, mais au contraire le favorise, ne voulant pas garder sur son territoire des étrangers qui ne représentent aucune valeur aussi bien sur le plan intellectuel que professionnel, quand ils ne sont pas une source de troubles dans la mesure où ils sont sans travail¹⁰. La politique migratoire ivoirienne fit ainsi l'objet d'une critique sans concession de la part de son partenaire historique.

Vu de Paris, la tiédeur ivoirienne sur la question était d'autant plus incompréhensible qu'il ne s'agissait pas de créer une nouvelle procédure, mais d'obtenir des autorités ivoiriennes l'application plus stricte des termes de celle existant. Aussi, le 27 novembre 1965, le chargé d'affaires de France par intérim rencontra-t-il, à cet effet, Guy Nairay, le directeur de cabinet du président Félix Houphouët Boigny. Ce dernier se montra sensible aux préoccupations françaises, la Côte d'Ivoire devant faire face aux flux migratoires sans cesse croissants de ressortissants de pays voisins pour des raisons à la fois économiques et politiques. Guy Nairay estima en revanche que soumettre des émigrants maliens à l'autorisation de leurs autorités diplomatiques était une procédure qui présentait le grave inconvénient d'exposer ces émigrants à des investigations et à des contrôles auxquels certains d'entre eux cherchaient précisément à échapper. En collaborant à cette procédure, la Côte d'Ivoire, poursuivait Guy Nairay, se mettrait en contradiction avec des traditions d'hospitalité auxquelles elle entend rester fidèle¹¹. Ce qui n'empêcha pas ce pays d'expulser 352 Voltaïques et Maliens vers leur pays d'origine entre octobre 1969 et mars 1970 pour des raisons économiques (Gary-Toukara 2008:243). Le ressentiment des Ivoiriens en proie au chômage allait grandissant à l'encontre de la main-d'œuvre étrangère.

L'année 1966 marque un renversement de tendance. Les autorités ivoiriennes prirent enfin des mesures pour contrôler, au départ d'Abidjan, l'émigration en France des ressortissants maliens. C'est ainsi qu'à la fin du

mois de décembre, 200 ressortissants maliens qui se proposaient de se rendre en France à bord du Foucauld n'ont pas pu s'embarquer pour la raison qu'il s'agissait de pseudo-touristes. Un certain nombre de ressortissants sénégalais (47) et mauritaniens (28), ceux-ci n'étant encore soumis à aucun contrôle, ont pu cependant prendre place dans le paquebot en question sans avoir au préalable rempli les conditions prévues par les accords de circulation existant entre la France et leur pays.

Pour tarir ces flux sénégalais et mauritaniens, il est envisagé d'étendre les dispositions de contrôle qui viennent d'être prises pour les Maliens et dont l'efficacité est à présent démontrée, ainsi que s'en enorgueillit le ministère français des Affaires étrangères¹². Autrement dit, le contrôle, à partir d'Abidjan, des ressortissants maliens, candidats au départ pour la France, devait s'étendre désormais aux ressortissants sénégalais et mauritaniens. Cette pétition de principe française se heurta une fois de plus au choix politique ivoirien de bon voisinage avec les pays concernés. Le président Félix Houphouët Boigny le fit remarquer à l'ambassadeur français à Abidjan, lors d'une audience le 21 mai 1966. « Le président m'a dit, témoigne le diplomate français, qu'il était prêt à inviter son ministre de l'Intérieur (Nanlo Bamba) à rechercher avec nous une solution au problème des Sénégalais. Toutefois, il voulait d'abord s'en entretenir directement avec Senghor afin de ménager la susceptibilité de ce dernier et ne pas paraître s'ingérer dans les affaires de ses ressortissants¹³. »

La Mauritanie, pour sa part, reconnaissant les difficultés d'application de la convention du 15 juillet 1963, consentait à soumettre le départ pour la France de ses ressortissants à une autorisation d'émigrer, et affirma avoir donné des instructions dans ce sens à ses représentants diplomatiques en Afrique, particulièrement à Abidjan. Le ministère français de l'Intérieur envisagea par ailleurs d'autres mesures coercitives à l'appui de ces dispositions : des mesures de rapatriement de ressortissants mauritaniens furent projetées. Dans une correspondance en date du 25 juillet 1966, Jean-François Deniau, ambassadeur de la France en Mauritanie, alerta cependant Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, quant à l'hostilité de la partie mauritanienne à une éventuelle politique de rapatriement qu'elle jugeait inamicale¹⁴.

La solution résidait donc dans le resserrement du contrôle de l'émigration. À ce propos, il fut suggéré à Jean-François Deniau que les états nominatifs des Mauritaniens entrés en France, qui lui sont communiqués trimestriellement ou mensuellement, fassent mention du numéro et de la date de la pièce d'identité qui a permis aux intéressés de pénétrer en France, ainsi que de l'autorité qui a délivré ces documents. Cette mesure devait permettre aux

autorités de donner des instructions de contrôle à bon escient, d'autant que des informations reçues par la représentation diplomatique française en Mauritanie signalaient que de nombreux Africains parvenaient à se soustraire aux règles nationales d'émigration en s'embarquant de Port-Etienne ou de Dakar pour Las Palmas et Barcelone. De là, ils se rendaient facilement en France. De nouvelles filières migratoires clandestines, avec l'Espagne comme espace-rebond, se dessinaient ainsi vers la fin des années 1960.

L'Espagne au cœur des recompositions des circulations clandestines africaines vers l'Europe dans les années 1970

Au milieu des années 1960, Abidjan était devenue, pour diverses raisons que nous avons signalées plus haut, la nouvelle plaque tournante des réseaux migratoires clandestins africains vers l'Europe. Cette centralité n'échappa pas aux autorités françaises qui tentèrent, avec peu de succès, de faire de la capitale ivoirienne le pivot de leur lutte contre l'immigration irrégulière africaine vers la France. L'attentisme ivoirien en la matière amena l'ex-métropole à corser sa législation afin de faire face à l'immigration clandestine africaine en renforçant les contrôles à ses propres frontières. À titre transitoire et afin d'enrayer la venue en France d'immigrants n'ayant pas avant leur départ l'assurance de trouver un emploi ni un logement décent et d'acquérir par là même une qualification susceptible de favoriser leur promotion, les autorités compétentes françaises ont décidé de renforcer, à compter du 1^{er} février 1970, les contrôles aux frontières. Les pseudo-touristes s'exposeront à être refoulés¹⁵.

Une autre décision prise par le gouvernement français fut l'envoi dans les pays africains d'une mission itinérante de l'Office national d'immigration (ONI) rattaché au ministère du Travail et dont la création fut effective aux termes du décret du 28 mars 1946 (Houdaille & Sauvy 1974:728), dans le but sans doute de sélectionner sur place les profils migratoires intéressants la France. Une sorte de migration choisie avant la lettre. Félix Houphouët Boigny se montra indifférent face à cette initiative visant à un meilleur contrôle des frontières des immigrants africains, la Côte d'Ivoire n'étant pas une grande émettrice de migration, les Ivoiriens s'expatriant peu¹⁶. Si la Mauritanie fut favorable à cette mesure, le Sénégal refusa de la cautionner pour des raisons que les sources n'éclairent pas. On peut cependant, émettre l'hypothèse que Senghor, par ce refus, voulait éviter de paraître comme le suppôt de la France, posture supposée ou réelle qui lui fut reprochée tout au long de sa carrière politique. Ce principe de précaution était d'autant plus politiquement correct que le Sénégal sortait de son mai 1968 qui, au-

delà des revendications académiques, fut l'éloge de la rébellion contre le néocolonialisme et les valets de l'impérialisme (Guèye 2017:130). Pour en revenir à notre propos, les clandestins, quant à eux, semblaient avoir anticipé sur ces mesures de restriction françaises. Pour échapper au contrôle de plus en plus répressif des autorités françaises, ils inventèrent de nouvelles filières, qui placèrent l'Espagne (Madrid et Barcelone notamment) au cœur de leurs stratégies migratoires.

Fait relativement nouveau, et qui s'inscrit dans la matrice d'un paradoxe, la Côte d'Ivoire, jusque-là pays récepteur, devint émetteur de migrations en temps d'opulence économique. Le 13 mars 1969, une note des services français signalait avec quelque prudence :

Une immigration clandestine en France d'Ivoiriens qui empruntent une filière allant de Bouaké-Prague-Francfort-Dakar et Lyon Bron. Chaque voyageur possède un billet émis par l'agence (SA) (Ceskoslovenski Aerole nie Prague) de Dakar, dispose d'une somme de 120 à 150 francs, d'une adresse d'un compatriote domicilié à Paris. Depuis le début de l'année, conclut la note, environ 55 Ivoiriens se sont présentés ainsi à Lyon Bron, quatre ont été refoulés¹⁷.

Une enquête menée par la direction de la police nationale française donna des détails précis sur ce qui était une véritable organisation clandestine de migration vers la France, aux réseaux tentaculaires entre le Sénégal, la Gambie et la Sierra Leone. Le réseau sénégalais était dirigé par Fofana Chikkou dit El Hadj Boun Maliki, de nationalité mauritanienne. Sa principale fonction était de remettre aux travailleurs désirant partir en France, moyennant une somme élevée, de faux passeports et des billets de transport Dakar-Barcelone. De faux passeports gambiens et maliens furent également utilisés. Le 25 juin 1970, l'ambassadeur français à Dakar signalait le démantèlement d'un réseau de trafiquants dans cette capitale. Le 30 septembre 1970, des renseignements recueillis par le ministère français de l'Intérieur et la brigade des recherches criminelles de la direction supérieure de la police espagnole confirmèrent l'existence de filières de passage dans plusieurs pays africains, et les agissements frauduleux de certains ressortissants de ces États¹⁸. Expulsé de France, Fofana Chikkou se replia sur Las Palmas où il poursuivit manifestement ses activités frauduleuses avec l'aide de collaborateurs installés en Espagne et en territoire français. L'examen, par les services français, des documents en possession de Fofana Chikkou révéla par ailleurs que Dakar et Abidjan étant les plaques tournantes de ce trafic, les responsables des filières d'Espagne et de France agissaient vraisemblablement selon des directives générales permanentes, assorties éventuellement de consignes particulières lors de chaque départ.

Jusque-là cantonné à ces trois pays, le phénomène de la migration clandestine en direction de la France, via l'Espagne, s'étendit donc à la Côte d'Ivoire. Trois personnes furent signalées à Abidjan comme participant activement à ce trafic qui reposait sur la fourniture de documents de voyage ou d'identité falsifiés à des émigrants acheminés sur Paris, via Dakar, Las Palmas (ou bien Casablanca), Madrid, Barcelone. Il s'agissait de Mamadou Wagué, de Samba Sokhna et de Kassé Demba Amadou, tous domiciliés à Treichville. Selon les déclarations faites par certains immigrants irréguliers interceptés à leur entrée en France, ce dernier aurait fait passer quelque quarante personnes par jour¹⁹. Munis le plus souvent de documents de voyage ou d'identité falsifiés, les émigrants portaient généralement de Dakar et utilisaient l'un des itinéraires suivants :

- Dakar-Casablanca-Cadix-Madrid-Barcelone-Paris,
- Dakar-Las Palmas-Madrid-Barcelone-Paris.

Dans la plupart des cas, notent les services français, ils sont pris en charge à Barcelone par les collaborateurs de Fofana, mais certains d'entre eux ont été interceptés à l'aéroport de Marseille, étant venus directement en France sans transiter par l'Espagne, en restant à Las Palmas, à l'insu des agents de la Compagnie, à bord de l'appareil qu'ils avaient emprunté à Dakar.

À Dakar, un Martiniquais, non identifié, procurait aux voyageurs des passeports falsifiés et des billets d'avion pour un prix variant de 2 000 à 3 000 francs. Dans cette même ville, toute la documentation leur était remise par les nommés Amadou, El Hadj Balla et Boula Diarra. D'autres clandestins auraient reçu des documents d'un fonctionnaire nommé Bali, de l'ambassade du Mali à Dakar et les billets de voyage d'un certain Segha Diarra. Le passeport était payé 12 000 pesetas et le voyage coûtait 35 000 pesetas.

En Gambie, El Hadj Guirigrand délivrait pour sa part des passeports pour le prix de 15 000 francs CFA. En Sierra Leone, un certain Moussa Syssoko procurait également des documents falsifiés. En Algérie enfin, frontière Tindouf, Moussa Camara était mêlé à cette affaire et utilisait l'itinéraire Maroc-Tanger-Espagne. Les chiffres proposés par Jacques Houdaille et Alfred Sauvy sont plus importants. Ils font remarquer que

Les passeurs (Espagne, Portugal, Afrique) demandent aux clandestins des sommes très élevées pour leur assurer le passage de la frontière, terrestre ou maritime. On a signalé que des rabatteurs africains exigent de 80 000 à 150 000 francs CFA, soit de 1 600 à 3 000 francs français, les passeports servant plusieurs fois (Houdaille et Sauvy 1974:729).

Ces taux prohibitifs semblaient ne pas dissuader les clandestins. En raison du nombre de plus en plus élevé de ressortissants noirs refoulés aux frontières terrestres, maritimes et aériennes, étant donné que les trafics frauduleux entre l'Afrique, l'Espagne et la France semblaient devoir s'intensifier, les responsables français renforcèrent les mesures de répression et de contrôle²⁰. Des enquêtes furent entreprises dans les milieux africains de France, sans doute pour établir les diverses ramifications de ces réseaux et procéder à leur démantèlement. Les contrôles à la frontière franco-espagnole furent renforcés. Cela donna lieu à un événement qui fit sensation à l'époque. Pendant deux semaines environ, quelque trois cents travailleurs africains, pour la plupart de pays de l'Afrique francophone (Côte d'Ivoire, Congo-Brazzaville, Togo, Mali, Mauritanie, Sénégal), ainsi que des Algériens et des Marocains, venus chercher du travail en France, furent refoulés et retenus de force en Espagne, à Irún.

La presse madrilène s'en fit largement l'écho en publiant de nombreux articles et des photographies sur cette présence forcée d'Africains en Espagne, considérée, non sans une pointe d'ironie, comme la preuve de l'absence de scrupules humanitaires du voisin français. Par opposition, furent largement relayées les mesures humanitaires prises par les autorités d'Irún pour faciliter la prise en charge des refoulés. La municipalité d'Irún, les centres et les bureaux de bienfaisance, les paroisses et les organisations religieuses ont spontanément fourni une assistance qui a permis d'héberger et de nourrir ces Africains dont le flot ne cessa de s'accroître ; la contribution de Caritas à leur entretien depuis leur arrivée fut estimée à plus de 300 000 pesetas et l'aide de l'évêque de Saint-Sébastien à 30 000. Toutefois, les moyens dont disposait la localité commencèrent à s'amenuiser cependant que parallèlement, cet afflux menaçait de s'aggraver, certaines prévisions faisant état de l'arrivée un mois plus tard de 24 000 émigrants qui transiteraient par les Canaries²¹. Piqué au vif, Robert Gillet, ambassadeur de la France en Espagne, préféra mettre à l'index la délivrance par les consuls espagnols d'autorisation de transit d'un mois, les migrants n'ayant pas besoin de visa pour entrer en France²². Autrement dit et vu de Paris, l'Espagne ferait mieux d'être plus regardante sur les conditions de délivrance de ces autorisations de transit, d'autant que, poursuivait l'ambassadeur, les migrants étaient dépourvus de ressources et, par conséquent, dans l'impossibilité de fournir la caution. Bref, au donneur de leçon espagnol, la France réclamait moins de complaisance dans la gestion des flux migratoires sur son sol.

Au total, la répression et le contrôle des flux clandestins africains en direction de la France ont renforcé la robustesse des réseaux et l'ingéniosité de leurs acteurs. L'étude des démographes Jacques Houdaille et Alfred Sauvy

montre que le phénomène était loin de tarir : « Le pourcentage des entrées irrégulières est passé de 26 %, en 1948, à 82 % en 1968. Il était encore accru, pour les Portugais, par l'interdiction de sortir de leur territoire » (Houdaille & Sauvy 1974:729). La position de l'Espagne, comme espace rebond pour contourner le dispositif de surveillance aux frontières françaises avec les pays africains de la rive sud de la Méditerranée, signe, après Abidjan, une nouvelle procédure de spatialisation des stratégies migratoires africaines, sahéliennes, notamment en direction de la France.

Conclusion

L'histoire des migrations africaines clandestines, principalement vers la France, est riche de plusieurs enseignements. La centralité de la Côte d'Ivoire dans les procès migratoires africains, quelles que soient par ailleurs les allures multiples des procédures de spatialisation et de temporalisation, est loin d'être un phénomène *sui generis*. Elle s'inscrit, dans les lignes de continuité historique de ce pays, à la longue tradition de récepteur de migrations, générées par les pratiques commerciales de longue distance de l'époque pré-coloniale et les politiques économiques impériales de la période coloniale fondée sur la mise en valeur des terres fertiles de la Côte d'Ivoire forestière (Brou & Charbit 1994 ; Cissé 2013).

Par ailleurs, la gestion des flux clandestins de la période post-coloniale en direction de la France, que cette étude a mise en exergue, montre que le rapport à la question migratoire ouest-africaine s'est construit, sous Félix Houphouët Boigny notamment, en fonction des urgences tactiques ivoiriennes. Le malentendu franco-ivoirien sur le contrôle des flux clandestins à partir d'Abidjan ne peut s'expliquer autrement. La Côte d'Ivoire, en proie elle-même à de nombreux conflits sociaux qui opposèrent des chômeurs ivoiriens aux ressortissants de l'Afrique de l'Ouest et aux Libanais dans la période allant de la fin des années 1950 aux années 1970, n'avait aucun intérêt à maintenir sur son sol un surcroît de travailleurs.

Enfin, l'histoire des migrations clandestines africaines vers la France fut, toutes proportions gardées, une colonisation à l'envers. Grand ordonnateur des circulations humaines dans la portion territoriale de l'Afrique noire qu'elle s'est taillée à partir de la fin du XIXe siècle, la France fut en butte à son tour à des flots sans cesse croissants d'Africains, désireux de profiter de son expansion économique.

Le Noir cantonné dans son habitus naturel, dédié à être le bras séculier de la mise en œuvre de l'exploitation économique impériale, se voulait désormais un sujet transnational, une fois fermée la parenthèse coloniale. Inspiré, entre

autres, par les travaux des Indiens Homi Bhabha et Gayatri Spivak, le sujet transnational désigne alors certains phénomènes de migration. Il implique un processus selon lequel des formations identitaires traditionnellement circonscrites par des frontières politiques et géographiques vont au-delà de frontières nationales pour produire de nouvelles formations identitaires (Paterson 2009:15). Les mesures françaises tendant à abolir la loi du 28 juillet 1960 qui permettait aux originaires des anciens territoires de la France d'Outre-mer de se faire reconnaître la nationalité française dès qu'ils fixent leur domicile en France en souscrivant une déclaration devant le juge d'instance, le projet d'instauration d'un titre de séjour pour les ressortissants des pays africains d'ancienne appartenance française appelée à résider en France, montrent que l'ancien colonisateur n'était pas disposé à assumer les continuités des effets de sa présence en Afrique.

Notes

1. Archives du Haut-commissariat à Sikasso, non classées, présidence du gouvernement, secrétariat d'État à la Défense et à la Sécurité, direction des services de sécurité, rapport sur l'exode rural, 1963, p. 3.
2. Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN), 1PO90. Ambassade de France en Côte d'Ivoire au ministère ivoirien des Affaires étrangères. Abidjan, le 19 mars 1963.
3. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Ambassade de France en Côte d'Ivoire au ministère ivoirien des Affaires étrangères. Abidjan, le 19 mars 1963.
4. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Le ministère des Affaires étrangères à Monsieur l'Ambassadeur de France à Dakar. A/S Immigration africaine par le port de Bordeaux. 28 mai 1963.
5. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de France à Abidjan. 24 janvier 1966.
6. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Note pour l'ambassade. Sujet : Immigration sénégalaise en France. Extrait de la Convention franco-sénégalaise sur la circulation des personnes.
7. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Note pour l'ambassade. Objet : Immigration sénégalaise en France. Avril 1966.
8. Ambassade de France en Côte d'Ivoire au ministère ivoirien des Affaires étrangères. Abidjan, le 19 mars 1963.
9. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. LAA/JD n°3556. Abidjan, le 24 mai 1963.
10. Centre des archives diplomatiques de Nantes. Ministère des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Extrait du rapport du service des renseignements généraux à Bordeaux, le 16 novembre 1965. Le commissionnaire divisionnaire.

11. Le chargé d'affaires de France par intérim en Côte d'Ivoire à Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires à Paris. Abidjan, le 1er octobre 1965.
12. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de France à Abidjan. Le 24 janvier 1966.
13. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Didier Raguenet, chargé d'affaires de France en Côte d'Ivoire, À M. le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Abidjan, le 24 mai 1966.
14. Centre des archives diplomatiques de Nantes. Section consulaire : Jean-François Deniau, ambassadeur de France en Mauritanie à Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires, 25 mars 1966.
15. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Ambassade de France en Côte d'Ivoire. Télégramme arrivée n°58 CIR du 29 janvier 1970. Objet : Renforcement du contrôle des immigrants africains. Diplomatie.
16. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO 90. Ambassade de France en Côte d'Ivoire. Télégramme départ, n° de circulation : 221. Destinataire : Diplomatie Paris. Objet : Renforcement du contrôle des immigrants africains à Paris. Abidjan, le 3 février 1970.
17. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO 90.
18. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Le ministre de l'Intérieur à M. le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des Affaires consulaires. Objet : immigration clandestine de ressortissants d'Afrique noire. Existence dans les pays africains, de filières de passages en relation avec celles qui facilitent les trafics frauduleux entre l'Espagne et la France. Paris, le 22 février 1971.
19. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Le ministre de l'Intérieur à M. le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des Affaires consulaires. Objet : immigration clandestine de ressortissants d'Afrique noire. Existence dans les pays africains, de filières de passages en relation avec celles qui facilitent les trafics frauduleux entre l'Espagne et la France. Paris, le 22 février 1971.
20. Centre des archives diplomatiques de Nantes. Ministère de l'intérieur. Direction de la police nationale. Le ministre de l'Intérieur à M. le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Objet : Immigration clandestine de ressortissants d'Afrique noire. Existence dans les pays africains de filières de passages en relation avec celles qui facilitent les trafics frauduleux entre l'Espagne et la France. Paris, le 22 février 1971.
21. Centre des archives diplomatiques de Nantes. 1PO90. Ambassade de France en Espagne, Madrid, le 15 avril 1971, n° 349/CA Robert Gillet-Ambassadeur de France en Espagne à Son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Direction des Conventions Administratives et des Affaires consulaires. Paris. Objet : Africains refoulés à la frontière française à Irún.

22. Centre des archives diplomatiques de Nantes. IPO90. Ambassade de France en Espagne, Madrid, le 15 avril 1971, n° 349/CA Robert Gillet-Ambassadeur de France en Espagne à Son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Paris. Objet : Africains refoulés à la frontière française à Irún.

Références

- Brou, Kouadio & Yves Charbit, 1994, « La politique migratoire de la Côte-d'Ivoire », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 10, n° 3, CERPA CERPOD ORSTOM – Migrations africaines, p. 33-59.
- Cissé, Chikouna, 2013, *Migrations et mise en valeur de la Basse Côte d'Ivoire (1920-1960). Les forçats au temps des bagnes éburnéens*, Paris, l'Harmattan, 313 p.
- Gary-Touunkara, Daouda, 2008, *Migrants soudanais/maliens et conscience ivoirienne. Les étrangers en Côte d'Ivoire (1903-1980)*, Paris, l'Harmattan, 343 p.
- Guèye, Omar, 2017, *Mai 1968 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala, 335 p.
- Jerome, Harry, 1926, *Migration and Business Cycles*, New York, National Bureau of Economic Research.
- Jerome, Harry, 1926, *Migration and Business Cycles*, New York, National Bureau of Economic Research.
- Houdaille, Jacques & Alfred Sauvy, 1974, « L'immigration clandestine dans le monde », *Population*, 29^e année, n° 4-5, p. 725-742.
- Noiriel, Gérard [2001] 2005, *État, nation et immigration*, Paris, Gallimard, 590 p.
- Paterson, Janet M., 2009, « Le Sujet en mouvement : postmoderne, migrant et transnational », *Nouvelles études francophones*, Vol. 24, n° 1, p. 10-18.
- Rocher, Guy, 1968, *Introduction à la sociologie générale*. Tome III. Le changement social, Paris, Éditions HMH, 318p.

Sources d'archives

Centre des archives diplomatiques de Nantes Dossier IPO90

- Ambassade de France en Côte d'Ivoire au ministère ivoirien des Affaires étrangères. Abidjan, le 19 mars 1963.
- Le ministère des Affaires étrangères à Monsieur l'Ambassadeur de France à Dakar. À/S Immigration africaine par le port de Bordeaux. 28 mai 1963.
- Ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de France à Abidjan. 24 janvier 1966.
- Note pour l'ambassade. Sujet : Immigration sénégalaise en France. Extrait de la Convention franco-sénégalaise sur la circulation des personnes.
- Note pour l'ambassade. Objet : Immigration sénégalaise en France. Avril 1966. LAA/JD n° 3556. Abidjan, le 24 mai 1963.
- Ministère des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Extrait du rapport du service des renseignements généraux à Bordeaux, le 16 novembre 1965. Le commissionnaire divisionnaire.

- Le chargé d'affaires de France par intérim en Côte d'Ivoire à Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires à Paris. Abidjan, le 1er octobre 1965.
- Didier Raguenet, chargé d'affaires de France en Côte d'Ivoire À M. le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Abidjan, le 24 mai 1966.
- Section consulaire : Jean-François Deniau, ambassadeur de France en Mauritanie à Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. 25 mars 1966.
- Ambassade de France en Côte d'Ivoire. Télégramme arrivée n° 58 CIR du 29 janvier 1970. Objet : Renforcement du contrôle des immigrants africains. Diplomatie.
- Ambassade de France en Côte d'Ivoire. Télégramme départ, n° de circulation : 221. Destinataire : Diplomatie Paris. Objet : Renforcement du contrôle des immigrants africains à Paris. Abidjan, le 3 février 1970.
- Le ministre de l'Intérieur à M. le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Objet : immigration clandestine de ressortissants d'Afrique noire. Existence dans les pays africains, de filières de passages en relation avec celles qui facilitent les trafics frauduleux entre l'Espagne et la France. Paris, le 22 février 1971.
- Ambassade de France en Espagne, Madrid, le 15 avril 1971, n° 349/CA Robert Gillet-Ambassadeur de France en Espagne à Son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Direction des conventions administratives et des affaires consulaires. Paris. Objet : Africains refoulés à la frontière française à Irún.
- Archives du Haut-commissariat à Sikasso, non classées, présidence du gouvernement, secrétariat d'État à la Défense et à la sécurité, direction des services de sécurité, rapport sur l'exode rural, 1963, p. 3.



Detention without Trial, Deportation and Security among the Kuria of Tanzania, 1960s–1990s

Iddy Ramadhani Magoti*

Abstract

During the colonial and postcolonial periods, African states, including Tanzania, introduced detention without trial and deportation of some people as a strategy for maintaining peace and security. The assumption was that detainees and deportees threatened peace in their respective areas, that their detention and deportation would bring peace and stability, and that eventually they would change their behaviour and become good citizens. To respond to this perceived threat, the colonial and postcolonial governments enacted laws at different intervals from the 1920s to the 1990s. Several people were detained and deported in Tanzania under these laws. Using archival sources, documentary review, newspapers and oral information, this article examines the extent to which detention and deportation helped to maintain peace and security as well as change the behaviours of those who were detained and deported among the Kuria in Tanzania. It argues that the detention and deportation strategy created a peaceful environment temporarily but rarely changed the behaviour of the deportees and detainees. Unlike other places where detention and deportation were used to silence political elites who opposed the existing regimes, the detention and deportation strategy among the Kuria mainly targeted notorious cattle raiders whose undertakings instigated inter-clan conflicts.

‘Tunakuweka Kizuizini kwa Usalama wako na Usalama wa Taifa’
(We detain you for your security and the security of the nation)

* Department of History, University of Dar es Salaam, Tanzania.
Email: iramagoti@yahoo.com

Résumé

Dans les périodes coloniale et postcoloniale, les États africains, y compris la Tanzanie, ont, comme stratégie de maintien de la paix et la sécurité, introduit la détention sans procès et l'expulsion de certaines personnes. L'hypothèse était que les détenus et les expulsés menaçaient la paix dans leurs zones respectives, que leur détention et leur expulsion apporterait la paix et la stabilité, et qu'en fin de compte ils changeraient de comportement et deviendraient de bons citoyens. Pour répondre à cette menace perçue, les gouvernements colonial et post-colonial ont, de 1920 aux années 1990, promulgué des lois. En vertu de ces lois, plusieurs personnes ont été détenues et expulsées en Tanzanie. À l'aide d'archives, de revues documentaires, de journaux et d'informations orales, cet article examine dans quelle mesure la détention et l'expulsion ont contribué au maintien de la paix et de la sécurité ainsi qu'à la modification des comportements des Kuria de Tanzanie détenus et expulsés. Il fait valoir que la stratégie de détention et d'expulsion a, temporairement, créé un environnement pacifique mais a rarement modifié le comportement des déportés et des détenus. Contrairement à d'autres endroits où la détention et l'expulsion ont été utilisées pour faire taire les élites politiques qui s'opposaient aux régimes existants, la stratégie de détention et d'expulsion des déportés du Kuria ciblait principalement des voleurs de bétail notoires dont les actions ont déclenché des conflits entre les clans.

‘Tunakuweka Kizuizini kwa Usalama wako na Usalama wa Taifa’
(Nous vous détenons pour votre sécurité et pour la sécurité de la nation)

Introduction

Detention without trial and deportation of individuals is a worldwide phenomenon that has attracted the attention of various scholars. Its history can be traced to the year 1626 when the King of England, Charles I, ordered the detention of many of his subjects, especially the English elites, who were resisting his forced loan policy.¹ In 1915, during the First World War, the Turks who ruled the Ottoman Empire ordered the detention and deportation of the Armenians to an unknown remote destination. Their deportation was accompanied by the murder of Armenian military-aged men and the deaths of other Armenians, amounting to more than one million people. That event is today referred to as the Armenian genocide.² From 1943 to 1949, about 1.5 million people from minority ethnic groups – Crimean Tatars, Meskhetian and Karachays – were deported from the southern USSR to central Asia.³ In Africa, similar detention and deportation practices emerged during the colonial period as a mechanism to deal with uprisings and insurgencies.⁴ Deportation ordinances were enacted

in Tanganyika and Kenya in 1921 and 1923 respectively; they were also inherited by the postcolonial governments.⁵

Several countries in the world have adopted detention without trial, which sometimes results in the deportation of detainees. Scholars such as Elias and Conboy have classified the different detention without trial strategies practised today.⁶ Elias distinguishes three categories of detention. The first is pre-trial detention, which has been adopted in countries such as Colombia, Brazil, Denmark, France, Germany, Italy, Norway, Greece, Ireland, Spain, Turkey and the United Kingdom. The second is immigration detention, which is practised in Canada, New Zealand and South Africa among others. The third is the national security detention framework, which has been adopted by countries like Kenya, India, Mozambique, Malaysia, Nigeria, Pakistan, Russia, Singapore, Sri Lanka, Swaziland, Tanzania, Trinidad and Zambia.⁷ On the basis of Elias's classification, Tanzania's strategy can be classified as national security detention. The fact that individuals were detained for national security purposes is also clearly amplified in the Tanzania Preventive Detention Act, 1962.⁸ This might be the main reason why Tanzanian detainees were told, '*Tunakuweka Kizuizini kwa Usalama Wako na Usalama wa Taifa*', translated as "We detain you for your security and the security of the nation". However, Tanzania also practises pre-trial detention, whereby some individuals, depending on the nature of their cases, are held in custody while they are waiting for the hearing and judgment of their cases.

While a growing number of governments in the world have enacted detention and deportation laws to maintain peace in their respective countries, there is a dearth in the literature as to the extent to which these laws have resolved the problem of insecurity, instability and development in the areas. Studies on detention and deportation which have so far been conducted are lopsided in two ways. Firstly, they have concentrated more on the inadequacies of the laws to execute justice and maintain human rights as stipulated in various regional and international covenants. Secondly, they have concentrated on national and international levels, and ignored analysis at local levels where such practices and impacts are highly felt.⁹ Using archival sources, documentary review, newspapers and oral information, this article examines detention and deportation practices at local levels among the Kuria of Tanzania.

One of the issues recorded as threatening peace and security among the Kuria was cattle raiding. The history of cattle raiding among the Kuria has been extensively documented and discussed by various scholars.¹⁰ Cattle raiding among the Kuria can be divided into two major categories, non-

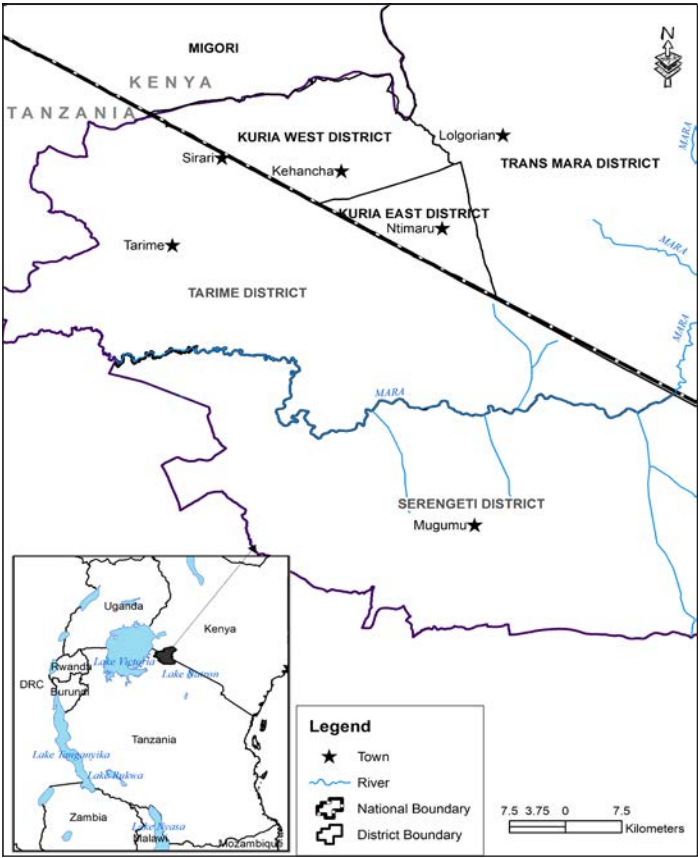
violent and violent raiding. Non-violent raiding was done during the night when cattle were already enclosed in the cattle kraal and owners had fallen into sleep. Raiders would open the cattle kraal and go off with the cattle without being noticed until the morning when the owner found that his cattle had been stolen. This kind of theft was predominant in the pre-colonial and colonial periods and was mainly organised by Kuria warriors called *Abamura*. In violent raiding, raiders who were armed with military weapons ambushed cattle owners and took their cattle in broad daylight or before cattle owners had gone to bed. This kind of raiding began in the 1950s but was more intensified in the 1980s when assault weapons such as machine guns and AK-47s began to be widely used by raiders. However, violent and non-violent raiding co-existed.¹¹ Since detention and deportation among the Kuria targeted cattle raiders, this article examines the extent to which such practices helped maintain peace and security among the Kuria community of Tanzania from the 1960s to the 1990s. It also investigates the extent to which detention and deportation changed the behaviour of those who were detained. The article argues that the detention and deportation strategy created a peaceful environment among the Kuria only temporarily but rarely changed the behaviour of the Kuria cattle raiders who were deported and detained.

The Kuria people live across the Tanzania–Kenya border. However, the majority of them live in the eastern part of Lake Victoria in Tarime and Serengeti Districts in Mara Region, which is located in the northern part of Tanzania. The region borders the southern part of Kenya, where the Kuria inhabit the districts of Kuria East and Kuria West, which are found in Migory County (see Map). This article focuses on the Kuria of Tanzania because research on the theme under discussion could not generate sufficient information about the Kuria of Kenya. The Kuria of Tanzania first experienced colonial influences in the early 1890s. The Germans made an economic and geographical survey of the northern interior of Tanganyika including Kuria land from 1891 to 1892. In 1898, the Germans established a station at Shirati in North-Mara District. Shirati became the headquarters of the District in 1902. In 1903, the Germans established another station at Ikoma in what is today Serengeti District. After the First World War, the British ruled Tanganyika from 1919 to 1961 when it attained independence. North-Mara was renamed Tarime District in 1963.¹²

Detention and Deportation History Among the Kuria

In Tanzania, detention and deportation began in 1897 when the Germans introduced preventive detention under Section 77 of the Native Courts Regulation.¹³ The law empowered the commissioner of the protectorate to detain anybody whom he believed represented a threat to the protectorate.

In 1921 and 1923, the British introduced deportation ordinances in Tanganyika and Kenya respectively.¹⁴ The deportation ordinances empowered the governor to detain anybody and deport him/her from one part of the territory to another if he was satisfied that the conduct of such a person threatened the territory’s peace and good order. The Deportation Ordinance of 1921 was followed by another law, which is called the Expulsion of Undesirable Persons Ordinance of 1930. The expulsion ordinance also empowered the governor of Tanganyika to expel any person who was deemed to be undesirable in connection to public good and moral conduct.¹⁵ The expulsion of undesirable persons also involved the detention of expellees while waiting for the completion of the expulsion procedure.



Map: Location of Tarime, Serengeti, Kuria West and Kuria East Districts
Source: Author in collaboration with the GIS Laboratory Scientist, Institute of Resource Assessment, University of Dar es Salaam, 2019.

The British colonial government used the ordinances as a weapon to curb African resistance and actions it deemed as criminal or anti-social. Many people, including local chiefs, whom the government thought were threatening peace and the survival of the colonial government, were detained and deported. For example, Ziota Humbi, an ex-chief of Usongo in Nzega, was detained and then deported to Kilwa in 1923 for political reasons. Some were targeted because of ritual and medical practices deemed criminal by the colonial state. Amri Makwera was deported from Kilosa to Tabora in 1957 for witchcraft. Makwera was believed to be a popular local medicine man who attracted many clients.¹⁶

Perhaps, the largest numbers of people affected by these ordinances were those whose activities were considered criminal and anti-social. In 1931, one person was deported from Dodoma to Morogoro after he had been convicted of cattle theft.¹⁷ In 1934, a 15-year-old Somali boy called Ahmed Suliban, who was staying with his father in Tanga, was repatriated from Tanga to Somaliland because he had been convicted of theft several times. It was later found that Ahmed had become a hardened criminal while in detention in Somaliland. Ahmed was thus deported back to Tanga.¹⁸ In 1946, the Chief Secretary in Zanzibar wrote to the Chief Secretary in Tanganyika informing him about their intention to deport Mtoka bin Said whose age was estimated to be between 15 and 18 years, to Tanganyika. Mtoka was convicted at the Resident Magistrate's Court in Zanzibar on 11 October 1946 for committing a felony; he was thereafter sentenced to two months imprisonment. But during his stay in Zanzibar, Mtoka became a hardened criminal; that is why the Chief Secretary in Zanzibar wanted to deport him. Immediately after being released from prison, Mtoka was deported to Buguruni in Dar es Salaam, Tanganyika. But Mtoka's criminal conduct never changed even after he had lived in Buguruni for a while.¹⁹ From 1934 to the 1940s, some individuals were detained and deported as destitute natives who were not required in certain parts of the territory, especially in urban areas.²⁰ Although there is sufficient evidence of the detention and deportation of people during the colonial period, records on the detention and deportation of the Kuria in Tanzania during the colonial period are scant. Only a few Kuria were deported from Kehancha in Kenya in 1950 to Mombasa after they had refused to leave their areas which were proclaimed by the British colonial government.²¹

Most of the detention and deportation of the Kuria in Tanzania was done in the postcolonial period, specifically from the 1960s to the 1980s. Unlike other parts of Tanzania where the practice targeted opponents of the existing government, only experienced Kuria cattle raiders, whose

undertakings instigated inter-clan conflicts and affected the security of Mara Region, were detained and deported. Nyamaganya, who is frequently mentioned in Tarime Kuria narratives, seemed to be one exception to this pattern. He was detained briefly in the 1960s. Nyamaganya was accused of opposing Nyerere's government and wanting the Kuria to form their own territory. It was alleged that Nyamaganya lowered the Tanzania national flag in his area and raised his own flag made of leopard skin.²² Other people who were detained and deported for political reasons in postcolonial Tanzania included Chief Hussein M. Makwaia and his brother David Kidaha Makwaia; they were deported in 1962 from Shinyanga to Chunya and Tunduru respectively. Like Nyamaganya, Chief Hussein Makwaia and his brother were accused of opposing the newly independent Tanganyika government.²³ Christopher Kassanga Tumbo, President of an opposition party called the People's Democratic Party (PDP), was detained in 1962. Kassim Hanga, the Vice-president of Zanzibar, Eli Anangisye, a member of parliament in mainland Tanzania, Abdulrahman Mohamed Babu, a minister in the United Republic of Tanzania, and Sheikh Muhammad Nassor Abdulla suffered similar fates. Sheikh Abdullah was arrested at his home at Mabibo in Dar es Salaam and later deported to Zanzibar in 1983.²⁴

The exact names and number of the Kuria who were detained and deported from Mara Region to the southern region of Tanzania in the period from the 1960s to the 1980s are unknown. But evidence shows that thousands of Kuria cattle raiders were first arrested, then detained in various prisons in the regions of Mara and Mwanza, and later deported to Lindi, Mtwara and Ruvuma, where the government had designated special detention camps.²⁵ Issa Nyaisa Chacha, for example, estimated that a range of 240 to 320 Kuria cattle raiders were detained and deported from Ingwe Division in Tarime District alone in 1967.²⁶ In 1982, the Department of Criminal Investigation in Mara Region submitted a list of more than 400 Kuria raiders to the Mara Regional Commissioner for further action of deportations. One of the leaders of the Department of Criminal Investigation reported that the majority of the raiders were Kuria from Tarime District.²⁷ In 1983, about 876 chronic cattle raiders were detained without conviction in various prisons in Mara and Mwanza and were awaiting deportation to the southern regions. Out of those 876 detainees, 65 were first deported to the southern region on 26 December 1983 and 76 detainees were deported to southern regions on 28 December 1983. The remaining number continued to be under detention as they awaited further transport arrangements.²⁸ A report by the Tanzania Law Reform Commission also indicates that 155 Kuria raiders were detained on 29 February 1987, as they waited for deportation from Mara to Lindi.²⁹

It seems the detention and deportation of raiders was a common practice not only in Mara Region but also in other parts of the country. For example, in 1964, 54 people were detained in Kasulu for persistent cattle raiding and endangering peace in the area.³⁰ David William also indicated that the Preventive Detention and Deportation Acts were used in Tanzania to deal with cattle raiders and users of illicit, local liquor, commonly called '*gongo*' in Kiswahili. According to David William, the government used laws to deal with cattle raiders after it had effectively finished dealing with the politicians who had been opposing the government.³¹ During parliamentary debate on the amendment of the Deportation Ordinance in 1991, some members of parliament said that the existing ordinance was also used to deal with habitual offenders such as cattle raiders. Some of them mentioned that the Deportation Amendment Bill, which had been tabled in parliament, did not define whether it was meant for habitual offenders such as cattle raiders or was meant for other offenders including '*gongo*' drinkers.³²

The detention and deportation of Kuria cattle raiders was done in accordance with the provision of the existing laws. These laws had been enacted before Tanganyika's independence in 1961. The Deportation Ordinance of 1921 and the Expulsion of Undesirable Persons Ordinance of 1930 were inherited after independence and continued to be in force until they were amended in 1991. In addition to these ordinances, the government also enacted the Preventive Detention Act in 1962, the Area Commissioners Act of 1962, the Regional and District Commissioners Act of 1962, the National Security Act of 1970, and the Economic Sabotage Act of 1983.³³

At the surface level, these laws were designed to safeguard the country's peace, good order and security. For instance, Section two of the Deportation Ordinance empowered the president to deport any person from one part of the country to another and restrict him or her to that place of deportation if he was satisfied that the person was dangerous to peace and good order in any part of Tanzania, or was endeavouring to excite enmity between the people of the United Republic or against the government. Whilst awaiting deportation, the person could be detained in custody or prison as provided for in Section five of the Act of 1921 as amended in 1985.³⁴ In a similar vein, Section two of the Preventive Detention Act also empowered the president to detain a person who in his opinion was a threat to the peace and security of the state. According to the provision of that section, detention would take place after the president had issued an order in his own handwriting and under the public seal directing the detention of such a person.³⁵ The Area and Regional Commissioners' Act also authorised Area and Regional Commissioners to arrest any person and put him under custody when they were dissatisfied with the conduct of such people as far as peace was concerned.

Cattle raiding has been the main cause of conflicts and insecurity among the Kuria. Thus, any action that could be taken to minimise cattle raiding would lead to the enhancement of peace and security in the area. As we have seen in the foregoing narratives, the legal documents mentioned empowered the president and other government officials to deal with individuals who threatened peace or caused enmity among members of the general public in any part of the United Republic of Tanzania. In the case of the Kuria community, such culprits were cattle raiders.

However, the ways through which cattle raiders in Mara Region were arrested and detained did not conform to the provision of the Acts. Section 2(1) of the Preventive Detention Act of 1962 states that detention will take place after the president has issued an order in his own handwriting and under the public seal directing the detention of such a person.³⁶ Contrary to that provision, Kuria cattle raiders were arrested and detained promptly after they had been denounced at public village meetings. Sometimes, village government officials were directed to prepare lists of notorious raiders known in their area and submit the lists to the District and Regional Commissioners' Offices. After the submission of lists, arrests and detentions would follow even before the president had issued a handwritten order to do so.

In certain circumstances, arrest and detention took place immediately after the president or Regional and District Commissioners had provided a verbal order. Examples of detention by verbal order include one which was done at Nyamwaga in Tarime District on 5 January 1967 when President Julius K. Nyerere was addressing a public meeting. On that day, some of the elders who had attended the meeting vigorously questioned the authority and power of Nyerere on the grounds that his government had failed to defend them against the threats and insecurity caused by cattle raiders. After this accusation, Nyerere called upon local government leaders to respond to the accusation. The local leaders who were at the meeting did not respond except Issa Nyaisa Chacha who, by then, was the Nyamwaga Ward Executive Officer. He courageously stood up and submitted to Nyerere a list of about 48 troublesome cattle raiders from his area. The raiders were promptly arrested. On the same day, Issa Nyaisa Chacha was provided a gun by President Nyerere so that he could use it for his own defence against cattle raiders who were looking at him threateningly. Another arrest and detention of that kind also occurred in Kasulu on 6 October 1964 when President Nyerere was addressing a public meeting there.³⁷

The Tanzania Law Reform Commission concluded that the detention and deportation practices violated the provision of the Acts. The commission criticised the procedures used in arresting and detaining deportees, arguing

that it was common practice for the police to detain a person and then seek a detention order from the president. It also noted that the police took too long, up to a year, to finalise deportation formalities once a deportee was already in their custody. The commission further observed that the Preventive Detention Act and the Deportation Act were constantly abused by Regional and District Commissioners as well as by the police. Finally, the commission concluded that the Preventive Detention Act and the Deportation Act together with all actions which were done under the guidance of these Acts were unconstitutional as they infringed the liberty of individuals as provided for in Articles 13, 15 and 17 of the Constitution of the United Republic of Tanzania.³⁸

The commission's criticism of the procedures used to arrest and detain deportees is undoubtedly valid. The fact that Kuria cattle raiders who were detained and deported were, in most cases, denounced by some villagers and, sometimes, listed by government officials and finally detained without trial raises several questions with respect to the execution of justice towards individuals. Some villagers and government officials might have listed people whom they had personal grievances towards rather than being cattle raiders. In this regard, the commission's conclusion that detention and deportation practices infringed individuals' liberty, specifically the right to be heard before the court, can be affirmed. However, I do not support David William's argument that the Preventive Detention Act was used to deal with cattle raiders after it had effectively finished dealing with politicians who opposed the new independent government.³⁹ The Preventive Detention Act and the Deportation Act were used to deal with cattle raiders in the early 1960s and even during the 1980s were still used to deal with political opponents. Although there is no direct evidence to justify that there were political detainees and deportees among the Kuria, the way Kuria cattle raiders were listed and finally deported suggests that some of them might not have been raiders per se but rather opponents of government officials. This can be substantiated with the fact that no legal procedure was done to distil real cattle raiders from those who were not.

Maintaining Security through Detention and Deportation

The rationale for the government's enactment of the Detention and Deportation Acts was to ensure peace and security and that those who endangered peace and security should be curbed to reduce enmity between individuals. The practitioners of detention and deportation assumed that the detention camps would be sites for changing the behaviour of deportees, and that they would eventually become good, well-behaved citizens. The

main question here is the following: To what extent did detention and deportation succeed in creating peace and security among the Kuria?

From the initial stage of the enactment of the detention and deportation laws to the stage of their implementation, there were two major contending views as far as the relevance and effectiveness of the Acts in maintaining peace and security were concerned. When the bill which instituted the Preventive Detention Act was presented in the National Assembly on 26 September 1962, members of the National Assembly were divided into two major camps – one supporting the bill and the other opposing it. Those who opposed the bill argued that it was designed to prevent those who could question the activities of the government. According to this group, the bill had nothing to do with maintaining the security of the nation, but rather it was aimed at safeguarding the interest of those who were in power. Those who supported the bill argued that it could maintain peace and security in the nation because it was aimed at preventing chaos and that those who could be affected were few, especially those who relied on undemocratic means of achieving what they wanted.⁴⁰

During the workshops and public meetings organised by the Tanzania Law Reform Commission in the early 1990s, participants also expressed two divergent views. One view, which was supported by a minority, stressed that the Detention and Deportation Acts gave enormous power to the president and could limit the freedom of other citizens and undermine national development. This group said that the Acts should be abolished. But the majority of the participants in the workshop argued that the Detention and Deportation Acts were still relevant and vital, since they were concerned with defending national security.⁴¹ It could be argued that the majority acknowledged that the Detention and Deportation Acts were really working towards maintaining peace in the areas from which deportees were taken.

However, the analysis of the historical record indicates that detention and deportation instituted peace only temporarily, and that they rarely changed the behaviour of those who were deported and detained. From an administrative perspective, detention and deportation worked significantly. The Minutes of the Meetings of North Mara Council indicate that, throughout the 1960s, members of the council were unanimously insisting on detaining and deporting cattle raiders so as to restore peace and security in their area.⁴² In 1964, when Julius Nyerere addressed a public gathering in Kasulu, he insisted that any person who threatened peace and security would be detained regardless of his position.⁴³ On 13 November 1989, the Bunda Ward Development Committee in Bunda District, Mara Region recommended the deportation of three people because of their engagement

in cattle raiding.⁴⁴ Issa Nyaisa Chacha, a government leader from 1957 to 1982, insisted that detention and deportation helped to maintain peace and security. Nyaisa was of the opinion that the system should be reinstated in the country.⁴⁵ In the 1990s, the Tarime District Commissioner also circulated plans for arresting and exiling suspected cattle raiders to end cattle raiding and restore peace in the district.⁴⁶ These examples show that government officials, both in the colonial and postcolonial periods, believed in the practice and that it would help maintain peace. It was this belief that made the practitioners of detention and deportation stress repeatedly that 'detainees were detained for their security and the security of the nation'.

However, the evidence available shows that detention and deportation could not create sustainable peace and security among the Kuria, nor could it change the behaviour of detainees. Oral testimony from Kiraryo Chacha Kiraryo demonstrates this fact. Kiraryo was one of several Kuria people who were detained without trial in 1982 in Serengeti District in Mara Region and deported to Ruvuma Region, at the Liwangula camp. Kiraryo indicated that until their release in 1984, they were not engaged in any productive activity or trained to do anything. They were supplied with food and clothes by the government. They had access to the media as they were given radios so that they could listen to what was happening in other parts of the country. In Kiraryo's view, it was costly on the part of the government to take care of them. Their release was also the result of a series of strikes and boycotts expressing their dissatisfaction with their detention and deportation. Strikes and boycotts at the camp started after Kiraryo and other detainees had heard on the radio that the Maasai attacked the Sukuma people in Kwimba District, confiscated their cattle and killed about 60 Sukuma people. The detainees at Liwangula started questioning their detention for cattle raiding when those Maasai were not detained for stealing cattle and killing many people. They argued that Prime Minister Edward Moringe Sokoine, who had ordered their detention, was favouring members of his own ethnic group, the Maasai. They wrote to President Nyerere, who finally released them.⁴⁷

After the release of the detainees from the Liwangula camp at the end of 1984, a serious inter-clan war began in Serengeti in early 1985 and continued up to 1986. The war was between the Nyabasi and Kira clans. Kiraryo Chacha Kiraryo and other detainees who had been released from detention in 1984 joined their clansmen to fight the war. Some of the detainees who had been released were said to have actively participated in planning the war.⁴⁸ On 26 December 1985 the prime minister, Joseph Sinde Warioba, visited Serengeti District and addressed a public rally at

Mugumu. The community told him that cattle theft was endangering security in their area and that the government had not yet managed to curb cattle theft.⁴⁹ On 30 April 1986, the inhabitants of Gibaso village of Tarime District reportedly killed 37 inhabitants of Bujanchari village in Ngoreme Division in Serengeti District. Those who were killed in that battle had been looking for their cattle which had been stolen by the inhabitants of Gibaso.⁵⁰ On 21 February 1989, one citizen from Ngoreme in Serengeti District published an open letter in the *Uhuru Newspaper*, reporting that cattle raiding threatened their survival and security and that there was not yet any solution to the problem. The writer mentioned that cattle raiders were murdering people and openly walking in the villages, holding their guns and praising themselves. Because of that situation, the inhabitants of Ngoreme feared leaving their homes and even going to their farms. The writer pointed out that the government had failed to deal with the growing rate of cattle raiding and maintain security in their area.⁵¹

During a focus group discussion (FGD) held in Magena village in Tarime District on 29 September 2018, the participants stated that the detention and deportation of cattle raiders did not help end the problem of cattle raiding, nor did it help bring sustainable peace and security to their areas. They also mentioned that the practice could not change the behaviour of those who were detained. Several examples were given to illustrate the failure of the system. One of the examples was the way Nyamhanga Itembe of Butimbaru in Tarime District behaved after being released from detention. It was reported that cattle raiding intensified after the arrival of those who had been detained. Nyamhanga Itembe was reported to have mobilised a gang of raiders who raided cattle in several places in Tarime District. Sometimes, he openly said, there was no need for him to hide and organise cattle raiding because he was already publicly known to be a raider. According to the testimony given by the FGD participants, the detainees and deportees who arrived in Tarime said that the government had rationalised their cattle raiding after they denounced them publicly, detained and deported them, and thereafter released them back to their communities. Every time Nyamhanga was seen passing in any village suburbs, the villagers believed that he was surveying their areas and planning to steal their cattle. A few days after the survey, cattle raiding would be reported from the area. Nyamhanga's conduct after his release from detention caused so much fear among the community that they nicknamed him 'Kinonke', a Kuria term which signifies exclamation and can literally be translated as 'what kind of people is this'.⁵²

The detention and deportation strategy did not succeed in eradicating cattle theft as it was intended by various Acts. The Acts explicitly stated that detention and deportation were aimed at curbing individuals whose conduct threatened peace and security, and could excite enmity between peoples of the United Republic of Tanzania; but enmity between different Kuria clans intensified despite the detention operations. Thus, several measures were taken to address the problem. The measures included organising military and police operations, reliance on traditional leaders and the establishment of village vigilantism institutions, commonly called '*ritongo*' or '*sungusungu*' by the local people. In early 1987, Nyerere acknowledged that traditional leaders had played a big role in combating cattle theft and restoring peace to Tarime District.⁵³

Conclusion

Detention and deportation practices had far-reaching outcomes among the Kuria of Tanzania. The practices started in the 1920s, but were intensified among the Kuria from the 1960s to the 1980s. Unlike in other parts of Tanzania where detention and deportation targeted political activists and opponents of the government, in Ukuria the practices targeted notorious cattle raiders and, in most cases, people were arrested before the president issued a written order as the Detention and Deportation Acts required. While cattle theft seemed to be an ongoing phenomenon among the Kuria, detention and deportation were done in such a piecemeal fashion that they could not keep up with the pace of the crimes.

Detention and deportation practices could not eradicate cattle raiders, who, according to the provisions of Section two of the Acts, were considered to be among the individuals whose conduct could endanger peace and security, or cause enmity between members of the general public. The aim of government officials to create peace and change the behaviour of Kuria detainees was also not attained. Detention seemed to have made the detainees more proficient in the activities for which they had been detained. Sometimes, the supporters of those who were detained would continue to fight for the release of the detainees or engage in movements which perpetuated activities forbidden by the Detention and Deportation Acts. For example, in 1987, when 155 Kuria people were under detention in Mara Region waiting for deportation to Lindi Region, knowing that his father was one of the detainees, Chumchua Marwa filed a case on behalf of the detainees. The case caused a debate between the High Court and the Court of Appeal over whether their detention was unconstitutional or not, and whether it violated individual rights of being heard before incarceration or not. There is no clear information on whether the detainees were acquitted or not.⁵⁴

Several of the laws, which authorised the detention and deportation of individuals, were enacted in the postcolonial period but have been frequently criticised for violating the Constitution of the United Republic of Tanzania. This implies that the process of formulating the Acts did not take into consideration the provisions of the constitution and the contradictions embedded in other existing laws. Although the Acts which authorised detention and deportation were discussed in parliament before they were officially approved and implemented, the way they were implemented among the Kuria would suggest that they were deliberately designed in favour of government officials. Consequently, there was much injustice caused by leaders' misdemeanours.

Notes

1. Masoud Zaman, 'Detention Without Trial: Historical Evolution, States' Authority and International Law', PhD Thesis, University of Nottingham, 2015, p. 26.
2. Ugur Umit Ungor, 'The Armenian Genocide, 1915'.
3. Kirsten Benites, 'Repatriation of ethnic groups', *Human Rights and Human Welfare: An Online Journal of Academic Literature Review*.
4. United Republic of Tanzania (URT) 'The Law Reform Commission of Tanzania Final Report on Designated Legislation in the Nyalali Commission Report', 1994, pp. 78, 88; Kenya National Archives (KNA), DP/1/116 – Deportation 1939–1950; KNA, DP/1/117 – Administration Deportation 1939–1950; Zaman, op. cit., p. 21.
5. Kevin Conboy, 'Detention without trial in Kenya', *Georgia Journal of International and Comparative Law* 8 (2), 1978; URT 1994, op. cit., pp. 78, 88.
6. Stella Burch Elias, 'Rethinking "preventive detention" from a comparative perspective: three frameworks for detaining terrorist suspects', *Columbia Human Rights Law Review* 44 (99), 2009, p. 109; Conboy, op. cit. p. 445.
7. Elias, op. cit., p. 109.
8. URT, *The Preventive Detention Act No. 2*, Dar es Salaam, Government Printer, 1962.
9. Jennifer L. Koh, Jayshri Srikantiah and Karen C. Tumlin, 'Deportation Without Due Process', Report submitted to the United States of America, 2011; Zamani, op. cit.; Elias, op. cit.; URT 1994, op. cit.
10. Michael L. Fleisher, *Kuria Cattle Raiders: Violence and Vigilantism on the Tanzanian/Kenia Frontier*, Ann Arbor, MI, University of Michigan, 2000; Suzette Heald, 'State, law and vigilantism in northern Tanzania', *African Affairs* 105 (419), 2005; R. E. S. Tanner, 'Cattle theft in Musoma 1958–59', *Tanzania Notes and Records* 65, 1966; Iddy Ramadhani, 'Ethnic Conflicts in Tarime District from the Late Pre-colonial period to the Present', MA Thesis, University of Dar es Salaam, 2007; Enock Nyaimaga, 'The Role of Grass Roots Leadership in conflict Resolutions: A Case of Three Selected Villages in Tarime District', Post-graduate Diploma Dissertation, Dodoma Institute of Rural Development Planning, 2009; David Mwangi Kungu, Risper Omari and Stanley Kipsang, 'Journey into the indigenous

- conflict management mechanism among the Abakuria community, Kenya: the beauty and the beast', *European Scientific Journal* 11 (16), 2015; Iddy Ramadhani Magoti, 'Ethnic Identity and the State: The dynamics of Intra-and Inter-ethnic Relations in the Mara River Basin, 1900–2010', PhD Thesis, University of Dar es Salaam, 2017; Muungano S. Waryuba and Paulo Savelia, 'Cattle Theft in Tanzania: Mara Region as Case Study', Research Paper, University of Dar es Salaam, 1993.
11. Fleisher, op. cit.; Ramadhani, op. cit., pp. 68–78.
 12. Details on when the Kuria were placed under colonial rule are based on Paul A. Abuso, *A Traditional History of the Bakuria C.A.D 1400–1914*, Nairobi, Kenya Literature Bureau, 1980, pp. 166–84; Magoti, op. cit., pp. 87–8; Ramadhani, op. cit., pp. 33–4.
 13. Chris Maina Peter, 'Incarcerating the innocent: preventive detention in Tanzania', *Human Rights Quarterly* 19 (1), 1997, p. 115.
 14. KNA, DP/1/116; URT 1994, op. cit., p. 78.
 15. URT 1994, op. cit., p. 88; Peter, op. cit., p. 116.
 16. Peter, op. cit., p. 116.
 17. *Mamboleo*, September 1931.
 18. Tanzania National Archives (TNA), 13443/II – Repatriation of Natives from Neighbouring Colonies to Tanganyika Territory, 1934–1938.
 19. TNA, 13443/I – Repatriation of Natives from Neighbouring Colonies to Tanganyika Territory, 1946.
 20. TNA, 13443/I; TNA, 13443/II.
 21. KNA, DP/1/116; KNA, DP/1/117.
 22. Interview with Boniphace Mhele Mgaya, Nyabichune Village – Tarime District, 27 September 2018.
 23. *Uhuru*, November 3, 1962, p. 5.
 24. Peter, op. cit., pp. 118–19, 130.
 25. Interviews with Issa Nyaisa Chacha, Nyamwaga Village – Tarime District, 28 September 2019; Kiraryo Chacha Kiraryo, Marasomoche Village – Serengeti District, 27 September 2018; Boniphace Mhele Mgaya, Nyabichune Village – Tarime District, 27 September 2018; *Uhuru*, December 29, 1983, p. 1; *Uhuru*, March 22, 1982, p. 1, URT 1994, op. cit., p. 80.
 26. Interview with Issa Nyaisa Chacha, Nyamwaga Village – Tarime District, 28 September 2019.
 27. *Uhuru*, March 22, 1982, p. 1.
 28. *Uhuru*, December 29, 1983, p. 1.
 29. URT 1994, op. cit., p. 80.
 30. *Ngurumo*, October 7, 1964, p. 1.
 31. David V. William, 'State coercion against peasant farmers: the Tanzanian case', *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 20, 1982, p. 96.
 32. *Daily News*, February 8–9, 1991, pp. 1, 3.
 33. URT 1962, *The Preventive Detention Act No. 2, 1962*, Dar es Salaam: Government Printer; URT 1970, *The National Security Act No. 3, 1970*, Dar es Salaam: Government Printer; URT 1994, op. cit.; Peter, op. cit., p. 120.

34. URT 1994, op. cit., p. 78.
35. URT 1962, op. cit.; URT 1994, op. cit., p. 99.
36. URT 1962, op. cit.
37. *Uhuru*, December 29, 1983, p. 1; *Uhuru*, March 22, 1982, p. 1; *Ngurumo*, October 7, 1964, p. 1; Interviews with Issa Nyaisa Chacha, Nyamwaga Village – Tarime District, 28 September 2018; Kiraryo Chacha Kiraryo, Marasomoche Village – Serengeti District, 27 September 2018.
38. URT 1994, op. cit., pp. 79–81, 101.
39. William, op. cit., p. 96.
40. URT 1994, op. cit., p. 100.
41. URT 1994, op. cit., p. 102.
42. TNA, Acc. No. 544 – L.5/55 - North Mara Council Minutes 1960–1966.
43. *Ngurumo*, October 7, 1964, p. 1.
44. *Uhuru*, November 13, 1989, p. 3.
45. Interview with Issa Nyaisa Chacha, Nyamwaga Village – Tarime District, 28 September 2018.
46. Fleisher 2000, op. cit., pp. 78–9.
47. Interview with Kiraryo Chacha Kiraryo, Marasomoche Village – Serengeti District, 27 September 2019.
48. Interview with Kiraryo Chacha Kiraryo, Marasomoche Village – Serengeti District, 27 September 2018; Marwa Kembake, Marasomoche Village – Serengeti District, 27 September 2018.
49. *Uhuru*, December 27, 1985, p. 1.
50. *Uhuru*, April 30, 1986, p. 1.
51. *Uhuru*, February 21, 1989, p. 6.
52. Interview with Nchagwa Mutongole, Mwita Nyasibora, Boniphace Meremo, Mriba Marwa, Wang'ubo Mtongole and Athanas Chacha, Magena Village – Tarime District, 29 September 2018.
53. *Uhuru*, August 4, 1987, pp. 1, 5.
54. URT 1994, op. cit., p. 80.

References

- Abuso, P. A., 1980, *A Traditional History of the Bakuria C. A.D 1400–1914*, Nairobi: Kenya Literature Bureau.
- Benites, K., n.d, 'Repatriation of ethnic groups', *Human Rights and Human Welfare: An Online Journal of Academic Literature Review*.
- Conboy, K., 1978, 'Detention without trial in Kenya', *Georgia Journal of International and Comparative Law* 8 (2): 441–61.
- Elias, S. B., 2009, 'Rethinking "preventive detention" from a comparative perspective: three frameworks for detaining terrorist suspects', *Columbia Human Rights Law Review* 44 (99).
- Fleisher, M. L., 2000, *Kuria Cattle Raiders: Violence and Vigilantism on the Tanzanian/Kenya Frontier*, Ann Arbor, MI: University of Michigan.

- Heald, S., 2005, 'State, law and vigilantism in northern Tanzania', *African Affairs*, 105 (419).
- Koh, J. L., Srikantiah, J. and Tumlin, K. C., 2011, 'Deportation Without Due Process', Report submitted to the United States of America, 12 October 2018.
- Kungu, D. M., Omari, R. and Kipsang, S., 2015, 'Journey into the indigenous conflict management mechanism among the Abakuria Community, Kenya: the beauty and the beast', *European Scientific Journal* 11 (16): 202–17.
- Magoti, I. R., 2017, 'Ethnic Identity and the State: The dynamics of Intra-and Inter-ethnic Relations in the Mara River Basin, 1900–2010', PhD Thesis, University of Dar es Salaam.
- Nyaimaga, E., 2009, 'The Role of Grass Roots Leadership in conflict Resolutions: A Case of Three Selected Villages in Tarime District', Post-graduate Diploma Dissertation, Dodoma Institute of Rural Development Planning.
- Peter, C. M., 1997, 'Incarcerating the innocent: preventive detention in Tanzania', *Human Rights Quarterly* 19 (1): 113–35.
- Ramadhani, I., 2007, 'Ethnic Conflicts in Tarime District from the Late Pre-colonial period to the Present', MA Thesis, University of Dar es Salaam.
- Stein, S. D., n.d, 'A Lecture on the Armenian Genocide', 6 November 2018.
- Tanner, R. E. S., 1966, 'Cattle theft in Musoma 1958–59', *Tanzania Notes and Records* 65.
- Ungor, U. U., n. d, 'The Armenian Genocide, 1915'.
- Waryuba, M. S. and Savelia, P., 1993, 'Cattle Theft in Tanzania: Mara Region as Case Study', Research Paper, University of Dar es Salaam.
- William, D. V., 1982, 'State coercion against peasant farmers: the Tanzanian case', *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 20.
- Zaman, M., 2015. 'Detention Without Trial: Historical Evolution, States' Authority and International Law', PhD Thesis, University of Nottingham.

Archival Sources

- Kenya National Archives (KNA), DP/1/116 – Deportation 1939–1950.
- KNA, PC/NZA/2/6/11 – Detention Camps 1933–1944.
- KNA, DP/1/117 – Administration – Deportation 1939–1950.
- Tanzania National Archives (TNA), Acc.No. 436, P4/4/III – Repatriation of Distressed and Destitute Persons 1960–1963.
- TNA, 21671 – Disturbances Among Native Tribes in Musoma District 1933
- TNA, 13443/II – Repatriation of Natives from Neighbouring Colonies to Tanganyika Territory 1934–1938.
- TNA, 13443/I – Repatriation of Natives from Neighbouring Colonies to Tanganyika Territory 1946.
- TNA, Acc. No. 544, L.5/55 - North Mara Council Minutes 1960–1966.
- United Republic of Tanzania (URT), 1994, 'The Law Reform Commission of Tanzania Final Report on Designated Legislation in the Nyalali Commission Report'.
- URT, 1962, *The Preventive Detention Act No. 2, 1962*, Dar es Salaam: Government Printer.
- URT, 1970, *The National Security Act No. 3, 1970*, Dar es Salaam: Government Printer.



Essai d'explication des fondements de la marginalisation économique du Gadiaga (XXe–XXIe siècles)

Abdou Karim Tandjigora*

Résumé

Cet article est le diagnostic de l'évolution socioéconomique du Gadiaga au cours des XXe et XXIe siècles. Cette région ne revêtait que peu d'intérêt pour le pouvoir colonial et les élites post-coloniales, condition à laquelle, d'ailleurs, est associé jusqu'ici le retard économique. Son exclusion de l'économie globale du Sénégal en toute époque est, il est vrai, d'ordre structurel – en rapport, donc, avec l'absence d'investissements publics dignes de ce nom et de solutions économiques durables – comme nous avons pu le montrer dans l'un de nos travaux antérieurs (Tandjigora 2015:29). Toutefois, cet article a tenté de dépasser cette explication en apportant des éclaircissements nouveaux. Ceux-ci consistent à mettre en évidence les facteurs endogènes du problème de la marginalisation, en rapport avec l'éloignement des populations de la société du Gadiaga de la sphère politique, celle-là même qui permet aux régions d'obtenir des élus (regardants) ou de jouir d'autres formes de représentation politique capables de drainer les investissements et d'attirer la considération gouvernementale pour leur localité.

Mots-clés : marginalisation économique, engagement politique, représentation, État post-colonial, émigration

Abstract

This article is a diagnosis of the socioeconomic development of the Gadiaga during the twentieth and twenty-first centuries. Colonial powers and postcolonial elites held very little appeal for this region, a condition that, up to now, has been associated with its current backwardness. Its exclusion from the global Senegalese economy at all times is, it is true, of a structural nature – in relation to the absence of public investments worthy of recognition as sustainable economic solutions – as we were able to demonstrate in one

* Enseignant-chercheur en histoire économique et sociale, Département d'Histoire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Email : aktandjigora@gmail.com

of our earlier works (Tandjigora 2015:29). However, this article attempts to go beyond this explanation by bringing in new clarifications. These consist in highlighting the endogenous factors of marginalization, in relation to the alienation of the populations of Gadiaga from the political sphere, the very one that enables regions to obtain elected officials or other forms of political representation capable of attracting investment and government consideration to their locality.

Key Words: economic marginalization, political engagement, representation, post-colonial state, emigration

Nous nous intéressons, depuis quelques années, à la problématique globale des inégalités au Sénégal au regard des régions défavorisées, en partant de l'ère coloniale où nous situons leur fondement – convaincu en cela par l'organisation économique coloniale – jusqu'à l'ère post-coloniale, un temps propre aux élites africaines où ces inégalités deviennent le phénotype le plus marquant du passage du colonisateur. À partir de cette problématique d'ensemble, nous faisons intervenir, dans le cadre de cet article, une sous-problématique non moins importante, celle de la responsabilité locale dans la prolongation et le raffermissement des inégalités héritées de la colonisation, en partant toujours du milieu soninké sénégalais.

Ces dernières décennies sont marquées par une « accélération du temps » – pour employer une catégorie braudélienne (Prost 1996:122-123¹) – en Afrique subsaharienne, à cause, d'une part, de l'envie des gouvernants de faire avancer leurs sociétés en rapport avec les exigences multilatérales en termes de développement et, d'autre part, des progrès observés dans le secteur de la croissance économique². La croissance du Sénégal correspond à 2,7 pour cent en 2008 et 2009, à 4 pour cent en 2010, à 4,4 pour cent en 2011, à 6,4 pour cent en 2015, à 6,2 pour cent en 2016 et à 6,8 pour cent en 2017. Les prévisions indiquent 7 pour cent pour la fin de l'année 2019. Cette croissance est surtout l'œuvre d'entreprises étrangères qui contribuent davantage au PNB des pays d'origine qu'au PIB du pays d'accueil, car une bonne partie des bénéfices est transférée. Si les progrès sont évidents du point de vue macroéconomique, jamais les inégalités de « développement » n'ont été aussi importantes entre pays et entre les différentes régions des pays (Cogneau 2007:17-22), notamment entre les centres et les périphéries³.

On analysera moins, dans ce texte, les manifestations des inégalités et de la marginalisation que les causes du phénomène avec, comme ligne de force, la mise en évidence de la responsabilité objective des régions qui la subissent depuis 1960. En effet, il est question de montrer que la responsabilité de l'État, bien que réelle en raison d'un manque d'investissement dans les périphéries, n'exclut pas celle des populations elles-mêmes.

La réalisation du présent article a nécessité la mobilisation de plusieurs types de documents, sources orales, archives coloniales et travaux d'autorités. La méthodologie retenue – celle qui nous a semblé la mieux adaptée à la problématique énoncée – consiste en une exploitation croisée des différents travaux et des sources recueillies.

Cadre théorique

Cet article ne traite pas de l'histoire économique des « temps présents » du pays soninké. Il cherche plutôt à mettre en articulation la faiblesse – voire l'inexistence – des investissements publics⁴ dans un espace donné et le défaut d'engagement politique se manifestant, dans ces mêmes espaces, par la modicité de la représentation locale et/ou son instabilité au rang national.

La causalité ne va pas de soi parce qu'en effet, arrimer l'investissement public à un manque d'engagement politique des populations peut paraître absurde en ce sens que cette réalité fait appel à des principes qui n'incorporent pas, par essence, l'activité politique – ou, pour mieux dire, politicienne. Mais ce que Jean-François Bayart et Jean-François Médard nomment respectivement « État patrimonialisé » et « État néo-patrimonialisé » du fait de certaines conduites ou de problèmes de transparence n'est en réalité qu'un État paradoxal (*paradoxa* = en marge de la *doxa*, de ce qui est admis) dont la compréhension peut nécessiter des explications tout aussi paradoxales. L'article, en marge des explications classiques axées sur les problèmes d'investissement, analyse les ferments endogènes du retard économique. Le souci de cette démarche est d'administrer à l'analyse de la marginalisation le constituant endogène immanent à toute explication objective d'un fait historique colonial et post-colonial. En d'autres termes, il s'agit d'adjoindre au système explicatif de la marginalisation la part relative à l'endogène, la finalité étant de faire ressortir la dimension humaine, locale des problèmes de marginalisation et de retard économique. La complexité de la « réflexion post-coloniale » permet, à notre avis, tout en mettant en évidence l'action dynamique (des subalternes), de faire ressortir aussi les effets pervers de l'inaction, voire l'absence d'action tout court.

Il est peut-être besoin de rappeler que, de manière générale, deux démarches classiques font école pour ce qui concerne l'explication des faits de marginalisation ou de retard économique : la première est que, dans le cadre de l'histoire macroéconomique coloniale ou post-coloniale, tout fait est compris à partir de l'action ou de la non action des autorités politiques (donc de l'État colonial ou post-colonial) ; la seconde tendance consiste à expliquer systématiquement toute « réalité endurée » par l'action (pervers) de l'autorité coloniale. Cette phrase de Samir Amin est fort illustrative en la matière : « On

est sûr de commettre une erreur fondamentale chaque fois que l'on étudie un phénomène quelconque du Tiers-monde, en cherchant sa cause dans le Tiers-Monde lui-même, au lieu de le situer dans la dialectique du système mondial » (Amin & Vergopoulos 1974:50), sachant que le système dit « mondial » n'est autre que le capitalisme métropolitain à vocation universelle. En réalité, les choses sont plus complexes que cela, et sont liées autant à des agents externes qu'internes ; occulter cette réalité serait synonyme de parti pris.

Le problème d'objectivité, dans la démarche scientifique des études coloniales, s'est déjà posé. L'on reprochait aux pionniers de l'écriture de l'histoire africaine – des Européens dans bien des cas – de faire, comme on dit, « l'histoire du chasseur », autrement dit, de travailler à la compréhension des faits historiques de cette période avec comme référentiel exclusif la version des documents officiels, ce qui est rédhibitoire du point de vue épistémologique. Le concept d'*Agency* et tous les travaux réalisés dans le cadre des études subalternes (*Subaltern Studies*) avaient pour objectif de mettre en évidence l'action, la pensée, le quotidien des « subalternes » coloniaux négligés par l'historiographie. Le même souci devait conduire les historiens à ne pas refuser de voir dans l'action et dans le comportement des sociétés africaines des éléments factuels d'explication de certaines évolutions – favorables ou défavorables –, sans quoi ils prêteraient le flanc à des critiques justifiées. Le refus de l'autocritique a été déjà soulevé par Achille Mbembe qui, il y a une décennie, a dénoncé ce qu'il a dénommé le « philistinisme de type nouveau » qui « tend à délégitimer tout discours critique, tout discours raisonnable sur l'Afrique » (Mbembe 2008).

Nous ne sommes sans doute pas les premiers à situer le problème au niveau de l'engagement des populations, autrement dit à trouver un lien direct entre le non-engagement ou le mauvais engagement des Soninké dans la sphère politique et le retard économique subséquent de leurs régions respectives. Toutefois, jusque-là, la filiation n'est pas objectivée ; elle n'est pas formulée en termes clairs : pourquoi le non-engagement (causes historiques, culturelles, etc.) ? Comment se manifeste l'engagement (timidité, éclatement des forces, absence de vision, etc.) ? En quoi ce non-engagement est-il réellement responsable de l'absence d'investissement, de marginalisation ?

Analyse du fait politique ancien

Causes lointaines du « détachement » de la politique

L'identité politique au Gadiaga correspond à ce que M. Fortes et E. E. Evans-Pritchard distinguaient dans la troisième rubrique de leur typologie des États traditionnels africains : un État caractérisé, entre autres, par une

unité territoriale et par la présence d'un appareil administratif centralisé, plus ou moins contrôlé par un chef (Fortes & Evans-Pritchard 1940:6-7). En y regardant de près, on se rend compte que la majorité des entités politiques traditionnelles africaines se situe dans cette sphère d'organisation, à seulement quelques variantes près, en passant des unes aux autres. Ainsi étaient structurés les États soudanais les plus importants de l'ère médiévale, bâtis autour d'un territoire défini et structuré à partir d'une cour, tel fut le cas du Ghana, du Soso, du Mali. Plus tard, des entités moins importantes, post-médiévales, ont opté pour la même organisation. On peut citer, entre autres, le Fanga de Ségou, le royaume Massassi du Karta, le Khasso et même des formations se réclamant de la théocratie comme le Boundou, le Fouta Djallon, le FoutaToro. Cette organisation politique, de type centralisé, plus ou moins vertical, est de ce fait le système politique le mieux partagé. Le Gadiaga, issu des entrailles des anciennes formations politiques médiévales, tient également d'elles son héritage politique et forme avec l'ensemble des territoires du Haut-Sénégal un continuum historique charpenté concrètement autour d'une essence soudano-médiévale commune.

La « politique » : une activité réservée

Mais à quoi peut bien ressembler la « politique » en tant qu'action humaine en situation pré-coloniale en milieu soninké ? Il est clair que la « pratique de la politique » – on va l'appeler ainsi pour la distinguer de ce qui précède – de la période pré-coloniale au Gadiaga, comme dans la plupart des États à cette étape de leur construction, se résume à l'action des élites dirigeantes. Cela revient à l'administration intérieure de l'État (administration, justice, etc.), et à la gestion de la politique extérieure, circonscrite autour de l'expansion ou la préservation des frontières territoriales. C'est pourquoi il est aisé de comprendre que le fait politique traditionnel, en milieu soninké en particulier, ne soit point un phénomène populaire tel que connu aujourd'hui. Il n'implique pas l'ensemble de la société et est matérialisé par l'action de l'élite dirigeante. Ce que fait celle-ci, c'est cela même « la politique ». Il s'agit donc de la chose prise dans un sens proche de la conception aristotélicienne du terme : l'exercice d'une fonction publique et non la pratique de la compétition politique⁵. Le fait politique se ramenant essentiellement à l'action des souverains, autrement dit de la classe dirigeante, au fonctionnement de l'État avec ses différents démembrements (royauté, défense et administration du territoire, justice, etc.). Or la fonction publique dans bien des États traditionnels est une fonction réservée.

Au Gadiaga, la domination de l'activité politique par les Bathily⁶ est légitimée par la division du travail au sein de la société soninké. La

répartition des fonctions résulte de cette structuration sociale, qui obéit elle-même à la division du travail. Dans « l'administration », comme dans les autres structures de la société, les responsabilités sont confiées aux catégories sociales qui y sont prédisposées de par cette division du travail. Aucun groupe ni aucune catégorie sociale ne peut exercer une fonction dévolue à l'autre par ladite division. Ainsi des élites politiques traditionnelles sont-elles seules détentrices du pouvoir politique, seules à même de prendre des initiatives au nom du reste de la société.

La domination de l'activité politique par la catégorie des dirigeants ne se limite pas à la période pré-coloniale, elle se prolonge différemment, mais effectivement, au XX^e siècle. Les élites traditionnelles sont intégrées dans l'administration coloniale locale avec une participation conditionnée au dévouement à l'autorité coloniale, ce qui implique une dégradation sensible de pouvoir. Ce maintien des familles dirigeantes dans la sphère politique au-delà de l'épisode monarchique relève d'une certaine aventure administrative avec la « politique de race » de William Ponty d'abord, puis avec la « politique indigène » (Fremigacci 1993) de Van Vollenhoven. Ces deux faits majeurs confortent, bien que différemment, les chefs indigènes dans cette posture de référents uniques à travers leur position d'interface entre autorité coloniale et populations locales.

Il y a donc une longue période d'accaparement de la forme ancienne de la politique au Gadiaga. Ceci est un des facteurs de « rejet contemporain » de cette activité par les masses qui sont convaincues d'être préparées pour d'autres missions. Cette conception reste encore une des barrières à la démocratisation de l'engagement et au développement de la démocratie représentative dans ce milieu très traditionnel.

La prédominance de l'activité économique

Cet accaparement de la politique par les élites traditionnelles et la « renonciation » manifestée simultanément par les couches conjointes au profit de leurs « propres activités » ont transcendé toutes les périodes. Aux premières considérations façonnées autour de la division du travail s'ajoute l'influence de l'activité commerciale plus œcuménique et permettant à tous, de quelque catégorie qu'ils proviennent, d'exercer le négoce, souvent autour de produits des terroirs branchés les uns sur les autres. Donc la distance prise avec la politique en tant qu'activité réservée s'adosse aussi à un arrière-plan historique qui laisse entrevoir une mobilisation très ancienne du peuple soninké autour des opérations commerciales (Cissé 2012). On finit même par la force des choses par greffer la pratique professionnelle du négoce à l'identité de la communauté soninké. Les études qui ont scruté l'activité

économique de ce groupe dans la longue durée ont considérablement contribué à forger cette identité.

Jusqu'à une période relativement récente, on a décrit les Soninké comme étant de grands commerçants (Delafose 1972:346-347), pour avoir servi d'intermédiaires entre des sociétés de culture, de langue et de mode de vie différents, mais, au demeurant, d'économies complémentaires. L'étiquette de « grands » commerçants ouest-africains a été largement diffusée et même certifiée par les historiens (Curtin 1975:62-68 et suivantes). À l'époque où le commerce transsaharien connaissait un grand essor (environ VIIe–XVe siècles), les commerçants soninké qu'on désignait sous le nom de *wangara* d'abord, de *dioula* ensuite procuraient aux populations du Bilad el Soudan (pays des Noirs) des produits du monde arabo-berbère (chevaux, sel des mines de Idjil et Tichitt...) tout en les faisant profiter de l'or, de l'ivoire et d'autres denrées qu'ils ramenaient du monde noir. La période coloniale ne remet pas en cause cette vocation, et les acteurs de l'époque ne manquent pas de mentionner dans leurs écrits le penchant de ce groupe pour les relations commerciales. André Arcin relève que la principale caractéristique des Sarakhoulés (Soninkés) est qu'ils sont des *dioulas* (des marchands) partant d'une contrée à l'autre pour vendre leurs marchandises. Ivor Wilks souligne qu'ils ont établi pendant plusieurs siècles leur réseau de commerce dans les pays de la savane situés entre le Moyen-Niger au nord et la forêt guinéenne au sud et ont exercé la mainmise sur le commerce du cola et celui de l'or (Wilks 2000).

Il ressort de ces travaux et sources que les Soninkés accordaient une importante particulière à cette activité qui, à la limite, les happait au préjudice d'autres activités, telle la politique qui, de toute façon, était hermétique et exclusive. Comme on le verra, cela est un des facteurs non négligeables du désengagement de la politique partisane.

Protohistoire de la politique partisane et de la démocratisation de la pratique politique

La politique partisane fait son apparition au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en milieu soninké, non sans rapport avec le contexte global de l'évolution des colonies, caractérisée par des réformes politiques envisagées à partir de la Conférence de Brazzaville (Ageron 2010). La vie politique sénégalaise, globalement, est marquée dans les années 1940 par un certain bouillonnement autour de deux grandes formations politiques (Hesseling 1985:318), le BDS (Bloc démocratique sénégalais) et la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Jusque-là circonscrit aux quatre communes, l'intérêt pour la politique fait tache d'huile, en se répandant

aussi en milieu rural, y compris au Gadiaga où la situation commence à changer. Cette entrée en matière dans la politique à la fin de la guerre est caractérisée par l'origine sociale des acteurs, des démobilisés et d'anciens combattants majoritairement descendants de captifs. L'action de cette catégorie s'inscrit dans une dynamique globale, celle de l'ouverture de la région tout entière à la vie politique au travers de la mise sur pied de sections régionales représentant les partis politiques de la colonie. Pourtant, quelques années auparavant, Le Quer, commandant de cercle de Bakel, dressait un sombre tableau de la situation globale du cercle. Dans cette présentation, il a réservé à la vie politique la mention la plus frappante : « *De la politique il n'y en a guère à Bakel...* » (ANS 2G33/67). Pour les élections organisées en 1946, les premières de la région, on a compté 1065 inscrits dont 300 sont allés jusqu'aux urnes (ANS 2G46/77).

L'on passe de ce fait d'un cercle sans intérêt, décrit comme un « Far West », à un cercle attractif aux yeux des autorités politiques. En effet, vers la fin des années 1940, et surtout au cours des années 1950, les campagnes comptaient désormais de plus en plus d'intellectuels occupant des postes d'instituteurs, de commis, de médecins de brousse, de vétérinaires, en plus des anciens soldats. Le travail autour du chemin de fer, le seul chantier générateur d'emplois salariés dans le cercle, a permis d'avoir pratiquement dans toutes les localités proches de la voie ferrée des sections locales de l'Internationale ouvrière érigées pour la défense des droits des travailleurs indigènes (ANS 2G47/85). Les uns et les autres, grâce à la situation, à leur expérience ou à leur connaissance, voient en la politique un moyen efficace de changer les méthodes ou de faire progresser les choses. D'ailleurs, la première demande formulée par les populations du Gadiaga à l'endroit du Bloc démocratique sénégalais a été l'application du Code du travail, obtenue dans le deuxième trimestre de l'année 1952 (Guèye 2011:273 sq.⁷).

Toutefois, si l'on note la présence de la politique partisane au Gadiaga dès la fin de la guerre et surtout dans la seconde moitié des années 1950, les militants locaux n'avaient pas encore l'intention de formuler des revendications allant dans le sens d'une dénonciation de la marginalisation de leur région : quoique les colonies connaissent une évolution politique significative dans la deuxième moitié des années 1950, l'autorité coloniale détient encore la totalité du pouvoir. Toute revendication de ce type pouvait être interprétée comme une intention de s'opposer à l'ordre colonial.

Les caractéristiques de l'État post-colonial au Sénégal

Les politiques économiques au Sénégal dans les années 1960-1970 ont obéi à des logiques non rationnelles et contraires à ce qui est requis dans

le cadre de la recherche du développement économique et social. Ceci est la caractéristique de bien des États africains nés, pour la plupart d'entre eux, au tournant des années 1960 et confrontés d'entrée à la difficile équation du développement. Ces États ont été majoritairement qualifiés de « patrimonialisés » (Bayart 1989, 1990), puis de « néo-patrimonialisés » (Médard 1990) en raison de l'incrustation du clientélisme dans le mécanisme fonctionnel de l'État et surtout de l'accommodation de l'administration, voire sa complicité, avec cet état de fait. Dans l'un et l'autre cas, les rapports entre l'État (ou ses agents) et les acteurs locaux reposent sur ce clientélisme dont les principaux bénéficiaires sont les acteurs eux-mêmes de part et d'autre, avec comme corollaire le déroutage quasi-total du processus du développement.

Ce qui est intéressant est que l'analyse du concept de « néo-patrimonialisme » laisse entrevoir que ce système se nourrit de la disponibilité de richesses, mais aussi d'hommes. Autrement dit, les régions sans richesses potentielles, faiblement peuplées de surcroît, tout comme les contrées sommairement engagées en politique, ne bénéficient guère de la générosité de l'État incarnée ici par quelques individus. En réalité, ces territoires ne peuvent en rien contribuer à la « volonté de puissance » de ces derniers, par ailleurs acteurs politiques étatiques. Les investissements, dans l'éventualité où ils seraient prévus, sont distillés en fonction de la proportion de la contrepartie disponible.

Bien que ne faisant pas usage des concepts d'État « patrimonial » ou « néo-patrimonial », Edward J. Schumacher avait déjà étudié le phénomène en prenant le Sénégal comme analyseur (Schumacher 1975:6-17). Il est parvenu à mettre en évidence les conséquences fatales du clientélisme bureaucratique sur l'action de l'État et sur la mise en œuvre des politiques de développement dans le courant des années 1960-1970 où, effectivement, il fut impossible de traduire en réalités économiques les buts politiques indiqués dans les programmes gouvernementaux des années 1960.

Plus intéressant encore, Schumacher montre incidemment que le système du parti unique – qui est en réalité un centralisme démocratique⁸ – constitue en soi un univers favorable à l'instauration du clientélisme, probablement à cause de l'absence d'un système d'opposition. L'Union Progressiste Sénégalaise de Senghor, le seul parti de la scène politique, n'aspirait essentiellement qu'à s'implanter solidement et à s'étendre. En conséquence, la machine politique qu'elle a inventée fonctionnait quasiment au préjudice du développement, pourtant copieusement théorisé par les élites postcoloniales, notamment L. S. Senghor et M. Dia, au lendemain immédiat de l'accession à l'indépendance⁹.

Les inégalités régionales nées de la politique économique coloniale sont renforcées à cause de l'institution du clientélisme comme modalité unique d'accès aux ressources nationales. Or le système clientéliste ne prospère que là où les acteurs des deux bords (nationaux et locaux), en relation, se renforcent mutuellement par une sorte de fétichisme dans lequel les ressources matérielles (argent, avantages matériels de tout genre) ou symboliques (confiance, militants, sympathisants, etc.) sont échangées. Quand les supports potentiels de la relation, c'est-à-dire lesdites ressources matérielles et/ou symboliques, font défaut, le mécanisme est grippé et les régions concernées par la déficience ne reçoivent pas d'investissement, en ce sens qu'elles n'aident pas à « faire tourner la machine » politique à plein régime. On se rend compte sur cette base que les politiques publiques esquivent les logiques rationnelles en matière de développement et se laissent soumettre à des paramètres complexes, non rationnels.

L'absence d'emprise sur la politique nationale : un puissant levier de la marginalisation économique

De la responsabilité étatique à la responsabilité locale : responsabilité partagée

Nous avons expliqué dans des travaux antérieurs qu'il fallait voir les inégalités économiques, en grande partie héritées de la colonisation, sous le prisme des mauvaises politiques économiques des pouvoirs successifs de la période coloniale et post-coloniale. Le défaut d'investissement dans les périphéries ou l'absence de « développement » – si l'on pousse plus loin – est lié plus à des choix de politiques économiques coloniales, prolongés symétriquement par les autorités post-coloniales, qu'à autre chose. Autrement dit, il y a, d'une part, une politique économique coloniale que nous avons appelée de l'« hédonisme colonial », déterminée par une mise en valeur au choix reposant sur la quantité de ressources disponibles et la valeur ajoutée qu'elles représentent pour l'État colonial, d'autre part, une politique économique post-coloniale alignée sur les pratiques économiques antérieures en termes d'investissement et de choix économiques. Cette hypothèse n'est pas fausse, car le développement d'un pays relève de la responsabilité et de la compétence de l'État, quelle que soit l'idéologie (socialiste ou libérale) dont on s'inspire.

Avec le temps, nous avons cru préférable de repenser le problème, ou en tout cas de nuancer ce qui passait à nos yeux pour une évidence. Le problème de la marginalisation, et certainement sa persistance invincible, est si complexe qu'il s'ouvre à d'autres explications. Non seulement la

responsabilité de l'État peut se situer dans un autre univers d'explication, mais ce même univers laisse entrevoir clairement que la responsabilité des habitants des régions victimes de la marginalisation est elle-même engagée. La marginalisation qui découle du manque d'investissement public ne peut être réductible aux seuls effets de la politique économique de l'État, soient-ils encore valables. En somme, nous reconsidérons certaines positions pour ne pas paraître un peu trop dogmatiques dans l'interprétation et donc adopter une démarche plus critique. Le défaut d'investissement économique dans les marges à partir des fonds publics est strictement lié à un défaut d'implication suffisante de ces mêmes marges dans le champ politique national (absence donc de leadership) ou à un mauvais usage de cette implication.

Pour autant, l'on ne doit pas perdre de vue le caractère très rudimentaire des structures économiques et sociales existantes. Il est clair qu'il s'agit moins de réfléchir sur l'absence de développement¹⁰ que sur l'absence d'investissement, ce dernier étant un des leviers du premier. En clair, pourquoi le manque d'investissement : cause et manifestation de la marginalisation économique ? L'investissement est un des paramètres essentiels du processus de développement, puisque, en principe, il favorise la croissance dont on dit qu'elle mène au développement, si tant est que les conditions de la transition soient respectées (Perkins, Radelet & Lindauer 2008:28-30). Il subsiste, de ce fait, entre « investissement », « croissance » et « développement » un lien étroit, voire une corrélation positive. Il se trouve qu'un des principaux problèmes des États post-coloniaux, notamment africains, est la non systématisation du financement public des régions. Autrement dit, l'action gouvernementale n'est pas engagée sur des territoires nationaux avec un souci d'équité, notamment dans le sens de la réalisation d'infrastructures, du financement ponctuel, de la création d'emploi, etc. À titre d'exemple, au milieu des années 1970, au moment de faire le bilan du cinquième Plan quadriennal (1977-1981) du Sénégal¹¹, le département de Kaolack, avec 1 800 km², compte onze dispensaires, soit un dispensaire pour 163 km², tandis que le département de Bakel¹², étendu sur une superficie de 22 378 km², n'en enregistre que trois, soit un dispensaire pour plus de 7 459 km². La disparité est visible dans le domaine de la scolarisation ; elle est fort probablement liée à l'insuffisance de structures scolaires. Le taux de scolarisation du département de Bakel (milieu soninké) est de 12 pour cent à la fin du quatrième Plan quadriennal (1973-1977¹³). La moyenne régionale, c'est-à-dire celle du Sénégal oriental, est de 23 pour cent à la même période, contre 36 pour cent pour la moyenne nationale¹⁴ ; autrement dit, sur la base de cette moyenne nationale, par exemple, il est possible de déduire que certains départements ont trois à quatre fois – voire plus – d'équipements scolaires que le département de Bakel.

Par conséquent, la responsabilité de l'État dans la marginalisation est indubitable à travers la continuation de la politique économique coloniale, doublée de la discrimination dans l'investissement et surtout de la politisation de celui-ci à travers des pratiques clientélistes. Mais les pouvoirs publics ne sont point les seuls responsables de l'état de marginalisation. Si l'échec de l'État dans ce sens est évident, comment se réapproprier politiquement ce qui devait être logiquement obtenu ? Cela n'est plus une simple question d'économie, mais intègre désormais la problématique de la gouvernance et de la citoyenneté, structurée autour d'une préoccupation centrale : comment entrer en possession de ce qui, en principe, est systématiquement dû ? La question est d'une complexité certaine, car elle est différemment interprétée et donne lieu à des réponses et à des stratégies et réactions divergentes de la part des populations ayant le destin de marginalisé en partage. Il n'est pas question de se dresser ici en expert des questions de marginalisation invitant à suivre quelque parcours que ce soit. Il s'agit plutôt d'observer la réaction des marges par rapport à leur situation depuis 1960, tout en ayant à l'esprit, en priorité, l'option « choisie » par le milieu soninké du Gadiaga.

Bénéficier des ressources nationales dans le cadre de ce que J.-F. Médard appelle « l'État patrimonialisé », avec une administration clientéliste, a suscité dans les périphéries l'engagement, parfois à corps perdu, dans un rapport de force politique. La dynamique contestataire a favorisé dans les grandes périphéries sénégalaises au cours des années 1960-1970, l'émergence de partis politiques régionaux fondés par des ouvriers et des intellectuels sensibilisés par la situation économique et sociale de leurs localités en déphasage avec le Sénégal dit utile. Bien que s'étant constitué en vecteur du changement, le militantisme d'essence régionale menaçait parallèlement de manière sous-jacente la construction nationale. L'Union générale des originaires de la vallée du fleuve (UGOVAF), le Bloc démocratique de Kédougou, créé autour de Mady Cissokho, tout comme le MFDC de Ibou Diallo, notamment à ses débuts, cherchaient surtout à travers cet engagement militant à peser sur les élites nationales pour obtenir l'orientation de la politique nationale vers des buts politiques bien précis : la promotion du bien-être et l'assurance de l'équité. Cela devait se traduire, en termes d'objectif économique, par une amélioration des conditions socioéconomiques dans leurs régions défavorisées par rapport aux centres (Kestens [1977] 1981:1) – bassin arachidier traditionnel, les ex-quatre communes, les zones traversées par les rails, à l'exclusion du Sénégal oriental – et par une politique régionale visant à amoindrir les écarts de développement entre centres et périphéries. L'on sait *a posteriori* que les luttes pour le partage équitable des ressources nationales, voire pour l'équité tout court, ont également débouché sur des actions violentes dans bien des pays africains. Au Sénégal, le MFDC a fini

par se militariser, du moins dans certaines de ses branches, faisant oublier que ce mouvement fut exclusivement politique à ses débuts.

L'historien ne juge pas, ce qui est important à ses yeux est le constat de la remise en question d'un certain nombre de pratiques modélisées par les élites post-coloniales qui, tout en perpétuant les procédés discriminatoires dans le cadre de l'action publique, notamment dans les investissements, renouvellent et renforcent les inégalités régionales. Mais cette remise en question du système (clientéliste et discriminatoire), incidemment susceptible de compenser le retard des périphéries à l'égard des centres, est-elle perceptible dans l'histoire politique post-coloniale du Gadiaga ?

Un défaut de conditions de remise en cause de la politique de marginalisation

En s'interrogeant sur la pratique de la politique avant les années 1940-1950, apparaît clairement l'effet de la division traditionnelle du travail sur l'intérêt que les Soninké accordaient à cette activité. En effet, aussi bien du point de vue des élites traditionnelles que de l'autre partie du corps social, on représente la politique comme relevant de la seule compétence des *tunkalenmu* (les royaux) : les Bathily, c'est-à-dire l'« aristocratie » traditionnelle, et, par extension, les familles telles que : Diawara, Diabira, Goundiam, Soumaré, etc., traditionnellement reconnues comme aristocrates immigrés dans la région. Cela a rétréci de beaucoup l'intérêt que les masses portent à la politique et leur empreinte sur celle-ci. L'intervalle entre la fin des années 1940 et la fin des années 1950 correspond d'une certaine façon à la protohistoire de la politique partisane au Gadiaga. Mais c'est une période très illustrative de l'ampleur de l'ancrage de la conception élitiste de la politique à travers l'expérience du mouvement des anciens combattants au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1946, un mouvement de contestation de l'ordre colonial voit le jour dans Bakel. Ce fait n'est pas spécifique au milieu soninké, dira-t-on, car l'armée coloniale a favorisé l'émergence d'un nouvel état d'esprit dans une Afrique encore friande de différenciation sociale et de relations de pouvoir. Dans bien des régions, l'on a constaté, à l'actif des soldats coloniaux, des anciens combattants, blessés de guerre démobilisés, des oppositions de plus en plus fréquentes à l'ordre colonial jusqu'à la décision d'octroyer l'indépendance (Tandjigora 2015:444-446). La particularité de leur mouvement à Bakel est qu'il est mené par des descendants d'esclaves qui, en même temps qu'ils défient l'ordre colonial, remettent en cause l'ordre social qui les régente. Marcher en scandant le mot « liberté » comme slogan est en réalité un défi à la conception élitiste de la pratique de la politique, corrélativement à la remise en cause de l'ordre colonial.

Le brouillage de la conception élitiste de la pratique de la politique interviendra plus nettement à la fin des années 1950 avec l'implantation des partis politiques. Toutefois, cette conception a laissé des traces indélébiles, se traduisant par la distance trop souvent gardée, de manière instinctive, avec la politique. Mais la division du travail et les clivages sociaux induits, de même que les rapports de pouvoir engendrés – mêlés souvent avec de l'exploitation, notamment au préjudice d'ex-familles de captifs – ne se limitent pas à rétrécir l'intérêt pour la politique. Ils font de l'espace politique du Gadiaga, d'après Mahamadou Ndiaye¹⁵, un lieu de conflit, de reproduction des clivages sociaux traditionnels. Les *hooro* (ou nobles), d'après lui, seraient victimes de ressentiments nettement perceptibles dans le champ politique. Ce ressentiment proviendrait probablement de la structuration de la société traditionnelle, qui a introduit l'exploitation et la domination – associée parfois à de l'humiliation – de certaines catégories sociales (descendants de captifs bien souvent) par d'autres prétendues supérieures. Si cette hypothèse n'est pas totalement à réfuter, il est également possible d'en proposer une autre : le problème peut être analysé sous l'angle de l'obstination des *hooro* à vouloir toujours diriger ou représenter, même sans compétence ou à compétence égale avec les personnes qu'ils sont censés représenter¹⁶. Or les critères de la société moderne post-coloniale ne sont point ceux de la société traditionnelle. C'est le problème que soulève indirectement Mamadou Djiméra quand il laisse entendre que la catégorie sociale des *hooro* ne veut se faire représenter ni au niveau local ni au niveau national par des « castés », *ñaxamalo*¹⁷ ou *komo*¹⁸, même quand ceux-ci sont les plus compétents¹⁹. « On préfère saborder les projets, au mieux en confier la responsabilité à une personne totalement étrangère à nos réalités locales plutôt que de les voir gérer par nos ressortissants instruits issus des couches sociales défavorisées. »²⁰

C'est peu dire que la société soninké moderne est profondément atteinte d'une incohésion interne liée à son histoire et surtout à ses difficultés à dépasser cette histoire. Les lignes de fractures traversent au moins deux fois la société : une première qui passe entre les « non castés » et les « castés » et une seconde entre les *hooro* et les *komo*. Elles peuvent être cachées ou manifestes, sans danger ou pernicieuses selon les régions et les localités. Ces fractures nées de la structuration traditionnelle peinent à s'effacer au profit d'une société homogène (Wagué 2007). Elles sont certes atténuées, mais cette atténuation laisse place à davantage de tensions, notamment entre *hooro* et *komo*. Mahamadou N'diaye, en racontant son expérience d'homme politique local, explique que les rapports sociaux anciens ont lourdement pesé sur la bonne tenue de la politique en milieu soninké, notamment en termes de mobilisation et de soutien. La disparition des rapports de domination réveille les démons du ressentiment que les victimes domptaient

auparavant²¹. En déplaçant les clivages sociaux sur le terrain politique, l'on réduit considérablement l'efficacité de la pratique de la politique et des représentants sur la scène nationale.

Pour les législatives de 2012, Bakel avait élu B. Tandjigora comme député à l'Assemblée nationale : une femme apparemment brave, investie en politique depuis des décennies, mais avec la particularité de n'avoir jamais fait d'études. En conséquence, aucune intervention pendant les cinq années passées à l'hémicycle, ni en français ni en langue nationale²². Beaucoup l'ont interprété comme un énorme gâchis : le Gadiaga, la plus grande des périphéries du Sénégal, est resté pendant ce laps de temps relativement crucial – parce que correspondant à un changement de régime, mais aussi de vision – sans possibilité d'exprimer ses doléances au Parlement. Aussi, en plus de la faible démographie de la région et de l'ampleur de la défiance des Soninké pour la politique, l'impact de l'histoire sur la pratique de la politique rend-il cette activité absolument inoffensive et inféconde à l'échelle nationale. Les représentants élus ne sont pas toujours compétents²³ pour soumettre et défendre les besoins et doléances de la région auprès des autorités politiques. La mauvaise pratique de la politique se décline donc comme un des ressorts de la marginalisation du Gadiaga.

Le choix de l'individualisme au préjudice de la dynamique collective : la désaffection de la politique pour l'émigration

Au rang des causes fondamentales de la désaffection de la politique figure l'intensification de l'activité migratoire. L'échec des politiques économiques dans les années 1960-1970 du pouvoir socialiste, de même que les sécheresses des années 1970-1980 et leur gestion au Gadiaga, semblent avoir convaincu les Soninké que l'État n'est pas la solution à leurs problèmes. En dépit du durcissement des conditions d'entrée en France (Rygiel 2013), l'émigration vers ce pays a été saisie comme une alternative aux difficultés économiques croissantes du milieu soninké. Dans les années 1970, le phénomène migratoire y a connu une ampleur sans précédent, au point de lui valoir un intérêt scientifique particulier²⁴. En 1975, les travaux de l'ORSTOM montrent que « l'émigration Soninké vers la France prélève, à elle seule, environ un tiers de la population active masculine dans le pays d'origine et plus de la moitié des effectifs dans les classes jeunes » (Kane & Lericollais 1975). Et dans l'espace analysé figure en bonne place le Gadiaga, une des régions d'enquête.

L'orientation vers l'émigration cache, sous un autre prisme, les difficultés à envisager une démarche collective par rapport à des problèmes communs. Ces problèmes sont l'absence d'investissements publics à cause de considérations

clientélistes, l'arriération économique corrélative à cet état de fait et les crises écologiques récurrentes des années 1962-1964, 1972-1974 et 1981-1983. La migration de travail – pour être précis – qui est la catégorie d'émigration pratiquée par les Soninké du Gadiaga est un cheminement individuel par rapport à une équation gigantesque de développement et d'inégalités. La démarche empruntée vise moins le changement de la situation globale de la région que l'amélioration des micro-conditions – conditions individuelles, familiales, villageoises (Dia 2007). Et les investissements effectués par les migrants soninké depuis les années 1960 vont effectivement dans ce sens : il s'agit de la recherche de l'amélioration du quotidien des individus et, tout au plus, du village (Diakho 2007 ; Dia 2007). Les solutions individuelles que l'on retrouve plus nettement dans le projet migratoire, surtout à partir des années 1970, loin de transformer le pays soninké, se manifestent plus comme des foyers de rivalités et d'égoïsmes (entre les villages, les familles, les individus) qui viennent se greffer aux lignes de fracture anciennes²⁵ pour dresser la société contre elle-même, en rendant improbable toute dynamique collective, régionale, par défaut de soubassement social populaire. Celle-ci pouvant, par exemple, être incarnée par l'engagement politique pour défendre les intérêts et revendiquer légitimement des droits.

Le destin d'insatisfait dans le cadre national a conduit certes à un sursaut que l'on pourrait traduire un peu par le terme anglo-saxon d'empowerment, signifiant la prise en main de son destin, dans un contexte marqué par une absence remarquée de l'État. Toutefois, l'un des pivots de cette formule est la solidarité indéfectible du groupe qui décide de s'en servir. Or en milieu soninké, il bute contre l'absence d'une solidarité macroscopique, comme celle que l'on peut entrevoir à travers le Festival international soninké depuis quelques années. L'émigration, même si elle a permis des actions collectives (constructions de mosquée, de postes de santé et d'écoles), est par essence l'expression pure d'un projet individuel, voire individualiste, car limité dans sa plus large extension à l'échelle du village et traduisant du même coup l'impossibilité à entreprendre des projets beaucoup plus fédérateurs pour assurer une meilleure réactivité par rapport à la marginalisation. Comme le dit Mamadou Djiméra, « ce qui compte dans tout système soninké, c'est le « moi », c'est-à-dire ma personne, ma maison, mon village²⁶ ». Cette « auto-flagellation » faite par Djiméra est courante, mais force est de reconnaître que l'égoïsme qu'elle dénonce n'est pas spécifique à la société soninké.

La défiance des Soninké pour la politique au profit de l'émigration ou de toute autre activité économique est aussi un challenge pour ce peuple qui dit souvent ne rien attendre de l'État et capable de tout réussir sans investissement (étatique). Cette représentation du soninké est assez répandue

et dépasse même le cadre du seul Sénégal. Anthony Fouchard a publié en 2017 un article dans *Le Monde* intitulé « Dans la région de Kayes, au Mali, les habitants comptent sur la diaspora, pas sur l'État » mettant justement en évidence le portrait du Soninké indépendant, narguant l'État, finançant lui-même les services sociaux et les infrastructures de sa région²⁷. Lors du dernier FISO (Festival international soninké) organisé à Dakar où les Soninké du Sénégal ont accueilli leurs congénères de la sous-région, le président sénégalais reprit à son compte ces propos en exprimant que « les Soninké sont un peuple brave, sans problème, qui compte sur lui-même ». En réalité, le peuple qui ne compte que sur lui-même dans le cadre de l'État unitaire est un peuple exposé, notamment aux difficultés économiques. Le développement est du ressort de l'État, surtout dans un pays situé au commencement de ce processus (Gannagé 1966:93). C'est donc la mauvaise stratégie, qui engage la responsabilité de la population dans l'absence de l'État et de son apport en termes d'investissement, fondement de la marginalisation.

Conclusion

Tout d'abord, il convient de dire que la marginalisation de certaines régions par rapport à d'autres, comme c'est le cas dans d'autres ex-colonies françaises, indique quelque peu que la démocratisation des systèmes politiques est encore en maturation. Deux facteurs peuvent imposer le respect des principes d'équité aux pouvoirs publics : la compréhension de l'essence et des conditions d'existence d'un État et, à défaut, la maturation optimale de la démocratie. En réalité, il ressort de l'analyse du cas du Gadiaga que ni la structuration de l'État ni l'élaboration de la démocratie ne sont achevées pour préserver contre la patrimonialisation de l'État et de ses corollaires le développement du clientélisme et la discrimination dans l'investissement public, sources de marginalisation.

Par ailleurs, même dans le cas des régions qui ont connu un engagement significatif jusqu'à aboutir à la création de partis régionaux (l'Union générale des travailleurs de la vallée du fleuve et le Bloc démocratique de Kédougou) ou à l'éclosion de mouvements maximalistes, pro-indépendantistes (le Mouvement des forces démocratiques casamançaises), l'action politique ne leur a pas profité en termes de développement. Les bénéficiaires ont été plutôt quelques acteurs locaux, chevilles ouvrières du système clientéliste. À ce niveau, un autre problème se pose, qui n'est plus de l'ordre de l'engagement, mais celui de la bonne gestion des investissements produits par l'engagement politique. Les élites régionales ont été dans ce cadre également largement comptables de la situation économique de leur région – même si nous n'avons pas abordé ce point dans le texte – en ce sens

qu'elles ont eu parfois un ancrage fort dans l'appareil d'État, une position privilégiée pour plaider une politique régionale plus équitable.

Le second point de cette conclusion est qu'il apparaît rétrospectivement que le Gadiaga n'est pas impliqué ou n'a pas été impliqué dans la logique clientéliste qui permet aux régions de recevoir des investissements dans le cadre des politiques publiques. En réalité, le fétichisme n'est pas opérant quand le mécanisme du don/contre-don est négligeable, voire nul : on n'a rien à offrir, par conséquent on n'hérite de rien. La non implication du Gadiaga dans le système clientéliste se traduit clairement par l'absence d'investissements publics. Bien souvent, dans les États post-coloniaux, ainsi que nous l'avons souligné, l'investissement à partir des fonds publics nécessite la pratique intense de la politique, ce qui permet de réclamer en agitant l'arme de l'électorat. Ce qui n'est pas le cas au Gadiaga, à cause du détachement de cette activité pour de multiples raisons (considérations historico-sociales, défaut de vision fédératrice par rapport aux problèmes de marginalisation de la région, accentuation de l'individualisme et montée des rivalités entre les familles, les villages, etc.). Et c'est à ce niveau que se situe la responsabilité des populations et des régions victimes de la marginalisation de l'État.

Notes

1. Les phases de lente accélération du temps correspondent, selon Fernand Braudel, au « temps immobile » qui enregistre de lents, voire de très lents changements. À partir de ce postulat sur les rythmes du temps, on peut estimer que l'accélération (rapide) du temps correspondrait à une période où le rythme des changements est plus cadencé.
2. Chiffres de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) sur www.ansd.sn.
3. Le terme de « périphérie », en association avec « centre », a été employé dans les années 1970, notamment par Samir Amin, pour désigner les régions marginalisées (pays ou région) dont la condition est héritée d'une situation de domination. Cette situation est généralement en relation avec la colonisation ou avec l'influence économique d'une superpuissance, à l'instar de l'influence américaine sur certains pays d'Amérique latine (Amin 1973, 1979).
4. Gannagé (1966:93) donne l'investissement public comme soubassement du développement économique.
5. Cf. Aristote, *La politique*, 3e édition, traduction Barthélemy Saint-Hilaire, 1874 [Livre I, notamment].
6. Abdoulaye Bathily (1989:7) relève que « la permanence du pouvoir » constitue la principale caractéristique du système politique de cet État. Il nous semble que les facteurs de cette constance politique se situent dans une conception psychosociale très ancrée : l'organisation sociale répartit strictement le travail entre les différentes couches de la société et personne ne songe à la remettre

en cause. Par conséquent, il s'en est suivi un maintien durable du sujet dans sa position sociale initiale (rang, fonction, prérogatives...), autrement celui-ci ne va pas au-delà de ses prérogatives ni manquer à sa fonction sociale. La politique prise dans ce sens demeure au Gadiaga le domaine réservé des *tunkalenmu* (la classe dirigeante traditionnelle).

7. Pour ce qui relève de son application dans le Cercle de Bakel voir ANS, 2G53/123, Subdivision de Bakel, rapports trimestriels d'ensemble, 1953. L'institution du Code du travail a même été jugée prématurée par le chef de la subdivision.
8. Appelé également « démocratie populaire », comme à Cuba ou en Chine, où le jeu démocratique s'exerce à l'intérieur du parti (unique).
9. Voir, par exemple, les essais de Mamadou Dia, de Senghor ou de Cheikh Hamidou Kane dans la revue *Développement et civilisations* au tout début des années 1960, sur la question du développement socioéconomique au Sénégal : Mamadou Dia, « Un socialisme existentiel », *Développement et civilisation*, n° spécial, 1962, p. 90-92 ; Mamadou Dia, *Discours du jeudi 9 juin 1960*, cité dans : CINAM, *Rapport général sur les perspectives de développement au Sénégal*, t. II, juillet 1960, p. II-2 (1) ; Léopold Sédar Senghor, « Socialisme africain et développement ou voie africaine du socialisme ? », *Développement et civilisations*, n° spécial : *Sénégal « An 2 » par lui-même*, 1962, p. 1-7 ; « Itinéraires africains », *Développement et civilisations*, n° 9, janviers-mars 1962, p. 18-23 ; Cheikh Hamidou Kane, « Premiers pas vers l'économie planifiée », *Développement et civilisations*, n° spécial, p. 8-24.
10. Cette abstraction a une signification bien plus vaste et complexe impliquant non seulement des paramètres humains, mais des questions d'aménagement du territoire et d'aménagement institutionnel (Gannagé 1966).
11. République du Sénégal, ministère du Plan et de la Coopération. *Bulletin d'information sur l'exécution du Ve Plan quadriennal (juillet 1977-juin 1981)*. Bilan au 1er janvier 1979.
12. Le département de Bakel est une entité administrative du Sénégal qui regroupe les anciens États traditionnels du Gadiaga et du Boundou.
13. Quatrième Plan quadriennal de développement économique et social (1973-1977), Région Sénégal oriental, p. 116.
14. Idem.
15. Mahamadou Ndiaye, président d'honneur des ressortissants de Bakel établis à Dakar, entretien réalisé à son domicile le 15 septembre 2018.
16. La compétence est attachée ici au niveau d'instruction atteint à l'école occidentale. Ceux qui sont diplômés des écoles arabes sont comptés parmi les non instruits.
17. Les *ñaxamalo* (sing. *ñaxamala*) constituent la classe intermédiaire dans la structuration tripartite de la société soninké ; elle correspond à celle des artistes et des artisans.
18. Les *komo* (sing. *kome*) représentent la dernière, la troisième et dernière classe, celle des descendants de captifs.
19. Mamadou Djiméra, entretien réalisé à son domicile à Keur Massar (Dakar) le 16 septembre 2018.

20. Mamadou Djiméra, conférence organisée par l'APS (Association pour la promotion de la langue soninké), 4 décembre 1999.
21. L'emprise des maîtres sur les captifs était si forte que ces derniers ne manifestaient aucun mécontentement. L'alliance des maîtres en cas d'indocilité des captifs est impitoyable. Par exemple, d'après El Hadji Bassirou Tandjigora (entretien du 17 juin 2006 à Thiès), Mbé Diarra, du village d'Alahinna, battait à mort les captifs fugitifs. La durée de l'esclavage domestique dans ces sociétés a fourni aux détenteurs d'esclaves des stratégies, généralement fondées sur la violence, qui leur ont permis de parer à toutes les velléités d'affranchissement « précoce ».
22. Cf. Débats parlementaires à l'Assemblée nationale (du Sénégal), période 2012-2017.
23. Le cas d'Abdoulaye Bathily est bien sûr une des exceptions.
24. Kane Francine & André Lericollais, « L'émigration en pays soninké », *Cahiers de l'ORS-TOM*, série « Sciences humaines », volume XII, n° 2, 1975, p. 177-187 ; Santoir, Christian J., « L'émigration maure : une vocation commerciale affirmée », *ibidem*, p. 137-159. Lericollais, André & Marc Vernière, « L'émigration toucouleur du fleuve Sénégal à Dakar », *ibidem*, p. 161-175 ; Lericollais, André, « Peuplement et migrations dans la vallée du Sénégal », *ibidem*, p. 132-135 ; Dubresson, Alain, « Les travailleurs Soninké et Toucouleur dans l'Ouest parisien », *ibidem*, p. 189-208. Les deux ouvrages d'Adrian Adams, *Terres et gens du fleuve (1972)* et *Le long voyage des gens du fleuve (1977)*, sont consacrés essentiellement au phénomène migratoire, à ses facteurs et à ses effets. Lire aussi Weigel, Jean-Yves, Mode de migration et système de production Soninké (Sénégal), Paris, Université de Paris I, 1979, thèse de doctorat de 3e cycle. Ces travaux sont complétés par plusieurs articles dont les auteurs se fondent sur des enquêtes faites dans les foyers de travailleurs émigrés africains et parfois sur une connaissance du milieu de départ des émigrés. Jean-Claude Guillebaud a publié au cours de l'année 1973 plusieurs articles sur les Soninké dans le journal *Le Monde* (éditions n° 8815, 18 mai 1973 et n° 8816, 19 mai 1973).
25. Ces lignes de fracture sont engendrées par la division traditionnelle du travail, la structuration sociale et les rapports sociaux de pouvoir et de production.
26. Mamadou Djiméra, informateur déjà cité.
27. *Le Monde* du 23 mai 2017.

Bibliographie sélective et références

- Ageron, Charles-Robert, 2010, « De Gaulle et les indépendances des États d'Afrique noire et de Madagascar », dans Charles-Robert Ageron & Marc Michel, *L'Afrique Noire. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS Éditions, p. 769-783.
- Amin, Samir, 1973, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit.
- Amin, Samir, 1979, « Le développement inégal et la question nationale », *L'Homme et la société*, n° 51-54, p. 3-48.

- Amin, Samir & Kostas Vergopoulos, 1974, *La question paysanne et le capitalisme*, Paris, Anthropos, 296 p.
- Bathily Abdoulaye, 1989, *Les portes de l'or : Le royaume de Galam (Sénégal), de l'ère musulmane au temps des négriers*, Paris, L'Harmattan.
- Bayart, Jean-François [1989] 1990, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Karthala, 439 p.
- Cissé, Chikhouna, 2012, « Les Soninkés en Côte d'Ivoire : une migration de longue durée d'une diaspora marchande sahélo-soudanaise vers le golfe de Guinée (XIV^e-XXI^e siècles) », *Migrations Société*, vol. XXIV, n° 144, novembre-décembre, p. 147-161.
- Cogneau, Denis, 2007, *L'Afrique des inégalités : où conduit l'histoire*, Paris, Éditions rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure, 62 p.
- Curtin, Philip, 1975, *Economic change in precolonial Africa. Senegambia in the era of the slave trade*, The University of Wisconsin Press,
- Delafosse, Maurice, 1972, *Haut-Sénégal-Niger, tome I : Le pays, les peuples et les langues*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Dia, Mamadou, 1962, « Un socialisme existentiel », *Développement et civilisation*, numéro spécial, p. 90-92.
- Dia, Hamidou, 2007, « Les investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêts », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n° 3 [Dossier : Migrations internationales et vulnérabilités], p. 29-49.
- Diakho, Harouna, 2007, Les migrants sénégalais en France : du salariat à l'entrepreneuriat, thèse de doctorat, Anthropologie, Université de Paris 8.
- Fortes, Meyer & E. E. Evans-Pritchard (Eds), 1940, *African Political Systems*, London, Oxford University Press, 302 p.
- Fremigacci, Jean, 1993, « L'État colonial français, du discours mythique aux réalités (1880-1940) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, volume 32, n° 1, p. 27-35.
- Gannagé, Élias, 1966, *Institutions et développement*, Paris, PUF, 175 p.
- Hesseling, Gerti, 1985, *Histoire politique du Sénégal : institutions, droit et société*, Paris/Leiden, Karthala.
- Guèye, Oumar, 2011, *Sénégal : Histoire du mouvement syndical. La marche vers le Code du travail*, Paris, L'Harmattan.
- Kane, Francine & André Lericollais, 1975, « L'émigration en pays soninké », *Cahiers de l'ORSTOM*, série « Sciences humaines », volume XII, n° 2, p. 177-187.
- Kestens Paul, 1981, *Objectifs et instruments de politique économique dans les pays sous-développés*, quatrième édition, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 102 p.
- Mbembe, Achille (Jean-François Bayart, Richard Banégas et Saïd AbassAhamed), 2008, Conférence du 28 janvier à Paris, organisée par le Groupe d'initiatives et de recherches sur l'Afrique de la Sorbonne.
- Médard, Jean-François, « L'État patrimonialisé », *Politique africaine*, n° 39, octobre 1990, p. 25-36.
- Perkins, Dwight H., Steven Radelet & David L. Lindauer, 2008, *Économie du développement*, 6^e édition, Bruxelles, De Boeck, 985 p.

- Prost, Antoine, 1996, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil.
- Rygiel, Philippe, 2013, « Les politiques d'immigration en France des années 1970 aux années 1990 », *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, p. 22-26.
- Schumacher, Edward J., *Politics, Bureaucracy, and Rural Development in Sénégal*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1975, 293 p.
- Tandjigora, Abdou Karim, 2015, *Colonisation et inégalités de développement au Sénégal. Le Boundou et le Gadiaga (1885-1980)*, Paris, L'Harmattan, 689 p.
- Wagué, Cheikhna, 2007, « Quand les identités sociales s'affrontent, la coexistence devient difficile au FoutaToro. Les Soninkés face aux mutations du XX^e siècle », *Hypothèses* 2006, travaux de l'école doctorale d'Histoire de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 215-226.
- Wilks, Ivor, 2000, « The Juula and the expansion of Islam into the forest », in Nehemia Levtzion & Randall L. Pouwels (Dir.), *The History of Islam in Africa*, Athens, Ohio University Press, p. 93-116.

Sources

Sources orales

- Djiméra Mamadou, entretien réalisé à son domicile à KeurMassar (Dakar) le 16 septembre 2018.
- Djiméra Mamadou, conférence organisée par l'APS (Association pour la promotion de la langue soninké), 4 décembre 1999.
- Ndiaye Mahamadou, Président d'honneur des ressortissants de Bakel établis à Dakar, entretien du 15 septembre 2018.
- Tandjigora El Hadji Bassirou, entretien du 17 juin 2006 à Thiès.

Sources d'archives coloniales

- ANS (Archives nationales du Sénégal), 2B32, Correspondance particulière au ministre, 1859.
- ANS, 10D5/0004, Monographie du cercle de Bakel.
- ANS, 2G33/67, Cercle de Bakel, rapport politique annuel, 1933.
- ANS, 2G2/42, Cercle de Bakel, rapports politiques mensuels, 1942.
- ANS, 2G46/77, Subdivision de Bakel, rapport trimestriel d'ensemble (2^e trimestre), 1946.
- ANS, 2G47/85, Cercle de Tambacounda, subdivision de Goudiry, rapport annuel d'ensemble, 1947.
- ANS, 2G53/123, Subdivision de Bakel, rapports trimestriels d'ensemble, 1953.
- ANS, 2G56/104, Cercle de Bakel, rapports trimestriels d'ensemble (1^{er}, 2^e), 1956.
- CINAM-SERESA, *Rapport général sur les perspectives de développement au Sénégal*, t. 2, juillet 1960.



Cinema and Wage Labour in Colonial Kenya

Samson Kaunga Ndanyi*

Abstract

In the early 1920s, the first generation of African nationalists in colonial Kenya rejected capitalism and called for its abolition. The 'agitators' demanded that women and girls be exempted from compulsory labour and taxation. 'Riots' against the two most essential pillars of capitalism – labour and taxes – erupted in Nairobi, and the agitators paid for the agitation dearly, some with their lives. Responding swiftly and violently against an unorganised assembly consisting of low-wage workers, the British government in Kenya made a bloodbath out of the encounter by firing at men and women who, according to its own admission, were armed with sticks. The fallout was swift and immediate. First, it compelled the colonial administration in Nairobi to respond to a concerned international community that questioned its excessive use of force. Secondly, it influenced policy makers to replace force with a 'soft approach'. This article is a labour history that employs instructional films produced in London for colonial subjects in the colonies, including Kenya, to shine a spotlight on the intersection of wage labour and cultural programmes for Africans.

Résumé

Au début des années 1920, la première génération de nationalistes africains du Kenya colonial rejette le capitalisme et appelle à son abolition. Les « agitateurs », demandent « que les femmes et les filles soient exemptées du travail obligatoire et de la fiscalité ». Des « émeutes » contre les deux piliers du capitalisme (le travail et les impôts) éclatent à Nairobi, et les agitateurs paient cher l'agitation, certains de leur vie. Réagissant rapidement et violemment contre une assemblée non organisée de petits salariés, le gouvernement britannique au Kenya transforme la rencontre en bain de sang en tirant sur des hommes et des femmes qui, de son propre aveu, étaient armés de bâtons. Les conséquences sont rapides et immédiates. Premièrement,

* Assistant Professor, African History and Africana Studies, Rhodes College, Memphis.
Email: skaunga23@gmail.com

elles contraignent l'administration coloniale de Nairobi à répondre à une communauté internationale inquiète et qui questionne l'usage excessif de la force. Deuxièmement, elles incitent les décideurs politiques à remplacer la force par une « approche douce ». Cet article retrace une histoire du travail utilisant des films pédagogiques produits à Londres pour les colonies, y compris le Kenya, pour mettre en lumière le croisement du travail salarié et des programmes culturels pour les Africains.

Historical Background

In the 1920s, British colonial officials throughout the world recognised cinema's utility as a propaganda instrument of modernisation between and within each colony and nation (Druick 2012; Parsons 2004; Smyth 2011). Historian James Burns (2002) sees modernisation theory in the context of social and cultural hegemony and crude capitalism. Frank Ukadike (1994) made the same essential point more precisely when he emphasised that modernisation encompassed Western economy that intended to inculcate Africans with a sense of capitalism. These observations are not unique, as Walter Rodney (1982), Ngugi wa Thiong'o (1982), E. D. Morel (1969), and Franz Fanon (1963) had previously argued that Europe's civilising mission in Africa – which included Western capitalism – underdeveloped the continent and stagnated its growth.

Eager to convert propaganda messages into picture stories for African audiences, British colonial officials embarked on a coordinated effort to utilise cinema as a tool through which to propagate imperial ideas of healthcare management, agriculture, and capitalism through taxation and wage labour (this article is concerned with the latter). In Kenya, they produced local instructional films but also imported other films from London, with the goal to persuade African viewers to consider the 'good' work taking place in the colony. Indeed, they encountered few problems in persuading Africans to practise healthcare management, farming and food production. However, convincing them to embrace wage labour messages proved problematic, as the strain over this central pillar of capitalism had vexed Africans since they first encountered colonialism proper in 1895 (wage labour, as we know it, was uncommon in Kenya before colonialism).

The strain over wage labour deepened over the years. By 1914, it had increased exponentially, with Africans, including women – such as Mikatilili Wa Menza – openly defying the colonial authority and, in Menza's case, she slapped Arthur Champion, the British regional administrator who, in retirement, made instructional films for the government and endeared himself to his African admirers as *bwana wa picha* (Mister picture) or *bwana*

cinema (Mister cinema).¹ In less than a decade, the strain had taken on a more insistent tone, this time in 1922, when it reached a crescendo after Africans openly questioned the policy informing taxes and free labour.

Harry Thuku (1970: 32), the doyen of Kenyan nationalism and founder of the first political party in that country, raised the issue of taxation and involuntary labour with the colonial administration and demanded that the government explain why 'young girls and women' worked with no pay under the supervision of tribal policemen when Winston Churchill had outlawed such practices. Thuku's insistence irritated government officials, who, in their haste to perform power, responded by arresting him on 14 March 1922. Moving swiftly to contain his criticism, the government detained the 'agitator' on the charge of sedition. Word of his arrest spread to what Thuku characterised as his 'seven or eight thousand' sympathisers, who camped outside the main police station holding him to press for his release. In its assessment, however, the government reduced the number to 'slightly over 1,000 natives'. Framing Thuku's supporters as hostile and aggressive, officials maintained that they came 'armed with large sticks, assembled outside the police station... and demanded Thuku's release'.² This framing was intended to calm the clamour of a mortified international community that woke up to the news of a bloodbath in Nairobi, which the *New York Times* editors thought had caused 'grave disquiet'³ in London.

What took place on that fateful day is open to interpretation. Both sides interpreted the event differently, and they narrated the story from their own points of view. Thuku claimed that the gathering was 'peaceful', but the government countered by stating that the crowd 'became so menacing that the riot act was read and the demonstrators were called upon to disperse quietly'.⁴ Here is a condensed version from both sides:

THUKU (1970: 33): I heard later that the city sweepers, many of them men from *Embu*, had refused to work. Other workers also went on strike [my italics].

GOVERNMENT: Early today a strike of all *Kikuyu* house boys and other workers was declared [my italics].⁵

The Embu and Kikuyu ethnic communities live in disparate geographical spaces, with the former occupying what was previously known as Eastern Province and the latter Central Province. They speak competing dialects, and one cannot possibly be confused for the other. Nonetheless, by insisting that Africans had refused to work, Thuku attempted to frame the strike as a national rebuke of capitalism, but the government defined it as a tribal menace carried out by a few 'boys' of Kikuyu stock.

THUKU (1970: 33): *People* were pressing nearer and nearer to the police lines [my italics].

GOVERNMENT: It is now stated that the *mob* advanced toward the police palisade waving flags and snouting (sic). The men pushed their women folk in front of them, expecting this would prevent the *police firing* [my italics].⁶

THUKU (*ibid.*): One woman, Mary Nyanjiru, began to shout that they should get their leader free. The police opened fire from the front.

According to Thuku, the protesters were ordinary folks expressing frustration with the status quo, but government officials describe them as an unruly horde. By characterising the protesters as a crowd of disorderly people bent on causing violence, the government hoped that the international community would buy the argument supporting the use of force as a means to preserve peace. Although both sides acknowledged women's participation, they once again disagreed on the role they played. Thuku credited them for inspiring men to action, but the government argued that the men used them as pawns in a lost cause.

Once the dust and the gun smoke had settled, the confusion surrounding the casualty number took centre stage. Thuku's (*ibid.*) side informed the world that '*many* Africans were killed or wounded' [my italics]. Not to be outdone, the government maintained that 'twenty natives [were] killed and upwards of thirty injured', and it justified the use of 'fire . . . with ball cartridges', arguing that the protesters 'had been previously warned of what the consequences would be'.⁷ Government officials likely issued a warning, but the warning probably got lost in the loud chants of 'free Thuku' from the charged crowd pressing much closer to the police line. Mary Nyanjiru, a woman who spearheaded the effort to release Thuku, was among those pressing forward and those stopped in their tracks by police bullets. Nyanjiru's heroic effort endeared her to Kenyans as a symbol of resistance to British colonial rule and occupation in Kenya.

What began as a protest against labour and high taxes created a deep cleavage between African workers and an alien economic system. The clash severed the tenuous trust between the two sides, and it undermined hopes of a dialogue that would have opened the space for an honest conversation about labour in particular and capitalism in general. I do not insinuate that this specific encounter instigated the government's refusal to engage in dialogue. Far from it, and throughout the colonial period (1895–1963), government officials hardly welcomed criticism, and they tended to discourage dialogue between the institutions they oversaw and the African people they governed. Convinced, as they were, that constructive dialogue with government

representatives was unattainable, Africans increasingly turned to protest as a means through which to compel the authorities to address their grievances. Perhaps Paulo Freire (1968: 76–7) made the point best when he pointed out that ‘those who have been denied their primordial right to speak their word must first reclaim this right and prevent the continuation of this dehumanizing aggression’. Other salient issues – such as the 1919 Labor Circular and the protest it generated and the Indian Question – bothered the government and these merit scholarly attention. However, addressing them here would extend the present examination beyond its scope. Thuku’s uprising provides a vista through which to comprehend the rupture between the two sides and the shift in policy and approach.

Labour Messages in Films

Britain made instructional films in London and exported them to its colonies overseas, including Kenya, for African spectators. Example includes *Mr. English at Home* (1940), *A Journey by a London Bus* (1950), and *The British Policeman* (1959). Collectively, these films focused on wage labour, portraying British men working to support their families and the nation during the Second World War (*Mr. English at Home*) and in the post-war reconstruction era (*A Journey by a London Bus* and *The British Policeman*). Projecting a calm and confident nation undertaking its domestic chores that included wage labour, local transportation and internal security, the films encouraged Africans not only to emulate the calmness but also to go about their daily routines, which included labour activities, without murmuring. It is clear, at least from the pictorial point of view, that the messages targeted African men who, according to the propaganda informing wage labour, were supposed to secure for their families a sense of financial stability, peace of mind and cohesion. In the minds of the film directors, labour and family proceeded in tandem. This section examines the embedded labour messages in the three films. The examination allows for a comprehensive understanding of labour’s central role in sustaining colonialism, and it reveals the coloniser’s fascination with cinema as a tool of imperial conquest and civilisation (Diawara 1987).

*Mr. English at Home*⁸

Intended for distribution in Africa, *Mr. English at Home* begins with a long shot of a policeman walking down a suburban street. The scene reveals the material wealth in the form of genteel homes belonging to middle-class Britons shortly before the Second World War. It then cuts to a medium shot of the exterior of a house before revealing the glamorous interior, where a

woman is waking up her son, who goes to the bathroom to wash. Because this is a silent film, viewers can only make sense of it by understanding its pictorial elements. The boy wakes up his sister then returns to his room to dress for school. He goes downstairs to the kitchen to sit with his father, who is having breakfast. Having finished his breakfast, the father takes his newspaper and briefcase, kisses his wife, and makes for the door. The camera follows him outside, where he boards a double-decker bus heading to Welling, presumably his final destination and work site. As soon as he steps off the bus and reports to work, viewers learn of his profession as a carpenter.

Back at home, his wife and three children sit at the breakfast table. The two older children pick up their school bags and leave for school. Viewers are then treated to shots of children playing at school. Meanwhile, the woman shops for groceries with her youngest child before returning home to prepare lunch for the two school children. As the children eat their midday meal, the woman cleans and dusts the home. The film then cuts to the two children coming back home from school later that evening. They pick up their younger sibling and leave for the park. In the meantime, the man leaves work and boards a bus heading to Lewisham. He arrives at home, and they all sit down to eat dinner and drink tea. Always busy throughout the film, the mother clears away the table and gives the youngest child a quick bath. With his father's help, the older son completes his homework while his younger sister is busy knitting. The mother puts the younger son into his cot and joins the rest of the family downstairs. The final scenes show the mother knitting with her daughter, the father reading his newspaper and smoking a pipe, the mother helping the sleepy daughter to bed, and father and son working together on a model aeroplane. The film ends with the mother drawing the curtains and turning off the light.

The film's director described it as a portrait of a day in the life of an English family (Sellers 1941). It tells the story of an English carpenter, his wife, and their three children. More than family, however, it draws our collective attention to wage labour. Through the man, the film articulates well this element of capitalism that drew a sharp wedge between Africans and the colonial administration. By depicting a man working an eight-hour shift of physical labour, the film intended to encourage African male labourers to embrace the wage labour economy. Men, the film suggested, are supposed to respond to the challenges of wage labour to secure economic benefits for their families. Eight years after the film debuted, Colin Beale (1948: 18), a colonial official, observed that *Mr. English at Home* 'shows a way of life in which the people are genuinely interested'. By people, Beale probably meant African viewers. Although Beale hardly provided the data to support the assertion, the notion that Africans, especially men, were 'genuinely

interested' in emulating European labour practices is debatable. What is palpable is that the film illustrates well the ordinary life of hard-working Englishmen. Its director, William Sellers (1941: 107), arranged the scenes 'in such a way that Africans are able to appreciate and recognize through their own family lives the various aspects of English family life included in the film'. Sellers hoped that African audiences, including children, watching the film would embrace and practise its central theme of wage labour.

*A Journey by a London Bus*⁹

This film opens on a long shot that reveals the 'splendid road service of passenger buses' and a cluster of retail shops in central London. It invites viewers into the economic space that serves to impress upon them the elegant material culture arising from a capitalist economy. The scene then cuts to a medium shot that displays London's grandeur. Using the most basic editing technique – the cut – the scene cuts to another long shot of a London bus on an isolated country road. In the succeeding scene, the film introduces the audience to two African students 'enjoying a walk in the fields' away from London. In the real sense, the 'fields' are bushes and a hill in the background. The underlying message here is obvious and hard to miss. By linking the two Africans with the uncivilised background – field or bush – from which they emerge, the film portrays them as less civilised individuals who would rather spend time in the 'fields' than in London's astir streets.

The two African students starring in the film perform simple acts like paying their bus fares, chatting, displaying their 'great love' for little children, and witnessing the 'friendly co-operation between passengers and conductor and driver that makes bus traveling comfortable'. They also see other passengers 'enter the bus in an orderly manner, no crowding or pushing out of turn', once again bearing witness to the British people's civility. Significantly, they witness the bus conductor collect fares, an exercise that, unlike in Africa, occurs in an orderly manner. The conductor even uses 'a friendly manner' to deal with the 'thoughtless' passengers who are not ready with their fare. After about four miles, the African students arrive 'back home', in London, presumably their final destination. Broadly, they represent 'visitors from overseas [who are] always impressed by the efficiency and comfort of the London Transport Bus Service'.

Naïve but somewhat inspirational, the film illustrates one of the truest British institutions – the London double-decker buses – that transformed London into the 'largest city' in the world. The buses symbolise a prosperous post-Second World War Britain. Imposing their towering heights along the

busy London streets, they gave meaning to the war-weary British population that had witnessed the collapse of their country's economy. By 1950, 5,000 double-decker buses carried 'seven million passengers' daily. As the film notes, 'this excellent service enables thousands of workers to live in healthy and pleasant districts far away from London's crowded streets'.

A Journey by a London Bus underscores the significance of wage labour that Britain exported in its overseas colonial territories. Exemplifying this element through the bus conductor, driver and 'thousands of workers' the film reminds viewers, especially African spectators, that wage labour is universal, no job is too small, and progress and prosperity stem from a working society. In any case, the success of public transportation depends on the tax the public pays, and the film employs fare payment to illustrate this point. All passengers, including the two African students whose countrymen often resisted taxation, pay their fares without coercion. Besides extolling the virtues of wage labour and taxation, the film underscores the significance of cooperation, which was essential in moving the colonies forward.

***The British Policeman*¹⁰**

The British Policeman opens on a medium shot of Police Constable (PC) Jack Edwards performing his beat assignment. Edwards walks directly into the shot, stops, looks over his left shoulder, turns and looks to the right, just in time for a transitional cut to the next scene that reveals an African man stepping off the bus. The impression is that the African is unaware of his immediate surroundings. In the subsequent scene, the audience sees him handing a piece of paper to Edwards. The constable looks at it and points to his left, perhaps in the direction of the African's destination. Although many themes emerge from the first three scenes, the most obvious ones are the Crown's authority and power, law and order, beleaguered Africans who clamour for self-determination yet seek out Britain for guidance and direction, the friendliness of the British police, and, of course, wage labour. Released in 1959, this film upholds some of the Central Office of Information's (COI) founding principles and the reason for its commitment to producing Public Information Films.¹¹

The next nine scenes show Edwards having his midday meal at home with his wife and two children – Susan, aged five, and Robert, aged three – before his 'typical' duties over an eight-hour shift. Edwards completes his meal and dons his police uniform, a symbol of institutional authority and power. His wife helps him as he grabs his helmet from her before heading for the door. In sum, these scenes highlight the concept of an ideal Western family, the institution of (monogamous) marriage, and wage labour. Produced with an

African audience in mind, the film brought to their collective attention the value of work and small families that put less pressure on family resources and social welfare funds.

The remaining scenes focus on Edwards at work. During his shift, which runs from 2 pm to 10 pm, Edwards patrols on foot and has to cover 'as much ground as he can easily from one end to other in 30 minutes'. By 1959, Britain had 'an average of 1 policeman to every 650 persons', which explains why the film shows Edwards covering large and congested areas of the railway station, one side of the market place, a street of locked-up shops and warehouses, a school, part of a city park, and a row of houses. In addition, 'at fixed times', Edwards 'has to report to his headquarters by telephone from one of several police pillars'. The film ends at 10 pm, at the end of Edwards's shift. He hands over the beat to one of his colleagues and updates him on all that has happened in the area. Eager to lessen, if not close, the existing gap in trust between the public and the police force, a gap that was increasingly widening in Africa following the clamour for independence that sparked wars of land and freedom – such as the Mau Mau war in Kenya and the Algerian civil war – the narrator quickly reminds viewers that 'the policeman is a friend of the people and he knows that they will always turn to him, without fear or restraint, in their time of need'. Clearly, the narrator failed to point out that, unlike their armed and trigger-happy counterparts in the colonies, the 'friendly and helpful' police officers in Britain were unarmed.

Commissioned by the Colonial Office to promote Britain's Police Service in the colonies and Commonwealth states,¹² *The British Police* goes beyond this singular objective. Far from focusing solely on the British police officers' friendliness, the film promotes the virtues of an orderly society, law and order, and wage labour. By introducing Edwards' family and his stay-at-home wife, the film encourages African men to embrace wage labour that would see them respond to their families' financial needs. It hoped to inspire confidence in African men to take up wage labour, even in the blue-collar industry that had considerably opened up in post-Second World War Africa. The film emphasises the significance of an eight-hour shift, a subtle exhortation of Africans, whom the colonialists tended to characterise as malingerers and loafers.

Disregarding Reality

It turned out that colonial officials in the metropole and in the colony, who anchored their hopes in instructional cinema as a vehicle through which to persuade African viewers to think broadly about the benefits of wage

labour, ignored multiple facets constituting labour and African workers during the period under review. From the outset, they completely ignored that unfair compensation dissuaded Africans from fully embracing wage labour. Colonial film producers assumed that underpaid African workers would, without hesitation, fully embrace an alien economic system that underpaid and undervalued their labour contribution. Paying insignificant attention to the question of fair wages that would bring Africans closer to the standards of social lifestyles displayed on cinema screens, officials insisted that Africans would, at least, give wage labour a chance to thrive in an environment that hardly practised it before colonialism. The ignorance continued even in the face of Africans' agitation for 'equal pay for work of equal value'.¹³ Constituting the bulk of the labour force in the country, African workers in public and private spheres were routinely underpaid. Revealingly, they 'were never paid the same wages as Indians for the same work',¹⁴ yet, through instructional cinema, colonial officials hoped they would overlook the disparity and moderate their views on wage labour. This thinking bordered on a romanticised notion that Africans, often described by their tormentors as lacking cinema vocabulary, were impressionable and susceptible to colonial cultural programmes that promoted the British way of life. Scholars are increasingly challenging the colonial characterisation of Africans as incredulous (Burns 2000). In particular, Larkin (2008: 9) reminds us that it was cinema's technology that 'generate[d] anxiety' among African spectators more than the films that officials used to make general observations about vocabulary.

Secondly, it seemed lost on colonial officials making instructional films that Africans were clamouring for labour unions that would champion just labour laws at their behest. During the period the three films were produced and exhibited in Kenya disenchanted African workers were increasingly forming unions or joining existing ones. In 1949, Wilson Maina Macharia, a trade unionist and Mau Mau veteran, and Bildad Kaggia, a fiery nationalist and one of the Kapenguria Six,¹⁵ established the Clerks and Commercial Workers Union (today the Kenya Union of Food and Commercial Workers) to demand fairness at work and access to social spaces. Macharia complained that underpaid African workers paid taxes that served to move Nairobi forward, yet the 'color bar, racial discrimination, and segregation' forbade them from accessing 'cinema houses, hotels and toilets' that were classified as 'Whites only, Africans and dogs not allowed'.¹⁶ The following year, Macharia joined the Transport and Allied Workers Union and 'took part in [the] Nairobi general strike',¹⁷ testifying to the growth of labour unions that negotiated for safe work spaces and were willing to shut down operations to compel the colonial government to respond to workers' concerns.

Looking for ways to represent African workers beyond Nairobi, the Transport and Allied Workers Union opened branches in other towns, including Mombasa, where it appointed Macharia to its committee as a member. Macharia wasted little time in identifying unjust labour laws against African workers. He found one in Major C. E. V. Buxton, a European farmer who 'kidnapped' fourteen juveniles from Limuru and took them to Vipingo Estates in Kilifi District (about 346 miles away).¹⁸ Macharia insisted that Buxton forced the boys to perform unpaid 'child labor without a letter from the Commissioner of Labor',¹⁹ and added that this White settler treated the juveniles 'as slaves'. The union accused Buxton of compelling the children to work 'from 6:00 AM until 6:00 PM without giving them food for [the] whole day'.²⁰ Macharia's union sued Buxton, and the court fined the settler Ksh. 600 for violating labour laws forbidding employers from employing minors without the Commissioner's authorisation. Crediting himself for 'rescuing' and bringing the fourteen boys back to Nairobi, Macharia sent them to their respective homes in Kiambu, Muranga, Machakos and Kitui Districts.

Thirdly, and perhaps the most obvious factor, was the 'wind of change' that British Prime Minister Harold Macmillan acknowledged had swept Africa following the Second World War. The change was hard to ignore, especially in Kenya, where it sparked a wave of labour strikes. For example, in May 1960, coffee and sisal plantation workers went on strike that stemmed from what the local government believed to be 'unsettling excitement in [the] present political atmosphere'.²¹ In four months (January to April), thirty-seven labour strikes were recorded in Thika alone. National strikes worried government officials, who lamented that 'if they continue [it] will undoubtedly threaten the agriculture industry and have serious repercussions on the economy'.²²

The wind of change also led to a gory encounter between the government and *Mau Mau* fighters agitating for freedom and the return of their 'stolen' land that Britain had expropriated and given to European settlers as an incentive to induce them to settle and farm in Kenya. The *Mau Mau* war has received extensive scholarly attention and will not be rehashed here (Githuku 2015; Koster 2016; Elkins 2005; Branch 2009). In passing, however, I should point out that the war occupied the minds of British officials in the colony and in London, including European settlers who feared for their lives and safety and asked the government to spare no resources in dealing with 'these thugs'. The government listened and agreed before going after the 'thugs', exposing itself, as it did during the Thuku riots, as unhinged and unresponsive to African concerns. Fearful of an extended crackdown, wearily Africans moved on, but they looked forward to an African-led administration that would, so they thought, improve their labour conditions.

Eight years of the *Mau Mau* war (1952–60) left behind a foul taste that undermined the tenuous trust between African workers and the labour industry, coloniser and colonised, and peasants and petite-bourgeoisies appearing in Gavin Kitching's *Class and Economic Change in Kenya: The Making of an African Petite-Bourgeoisie, 1905–1970* and Ngugi wa Thiong'o's *Weep Not, Child*. Still, the offensive taste appeared mild to the COI, which produced *The British Policeman*. Ignoring the British Labour Party's assessment in 1945–51 that nationalism in Africa was poised to expedite decolonisation, the COI went ahead and produced the film anyway, exemplifying its inability to read the political temperature correctly and adjust accordingly. By producing an instructional film that was supposed to 'teach' Africans about the virtues of labour and civility on the eve of the country's independence in 1963, COI officials ignored reality and a nationalist wave that conceived three conferences on Kenya's constitution in London (Maxon 2011).

Least Persuaded

The above examples suggest that Africans were concerned with salient issues that promised to reshape the contours informing their lives. As they looked forward to independence, they steadily decreased their commitment to colonial programmes that they strongly believed stagnated their upward mobility and jaded their sensibilities. 'What was the point of practising colonial messages when independence loomed large on the horizon?', Mũtua, an informant, asked during our oral interview before adding that 'people abandoned instructional cinema messages soon after independence. We called them *mambo ya wakoloni* (colonialists' things)'.²³ Africans understood, as much as their tormentors did, that independence would bring about changes that would outlaw dehumanising labour practices, such as the corporal punishment they endured at the hands of men like Sir Michael Brundal (farmer and politician), who flogged them to compel them to embrace wage labour.

Approaching instructional cinema through a heuristic lens, African viewers soon realised that 'these films had nothing important to tell'.²⁴ Although they found them fascinating, they derided the messages for 'not promoting anything African'.²⁵ In their minds, instructional films appeared unresponsive to their labour concerns. Muthigi, an informant, encapsulated this anxiety well when he pointed out that the films 'educated people about what Britain already had (e.g. factories, railways)'.²⁶ Convinced, as they were, that instructional films on labour glamorised work in the metropole but failed to relate to the 'sweating' associated with labour in the colony,²⁷ disillusioned African

spectators considered the disjuncture a real impediment that dissuaded them from practising the labour messages displayed on cinema screens. In other words, Africans rejected imposed ideologies expressed through instructional films, a rejection that Med Hondo (1996) employed to encourage them to interrogate cinema's real meaning to them. In contrast to their counterparts in the colony, the smiling British workers portrayed in these films enjoyed a robust infrastructure and affable labour laws that harnessed their work and increased productivity. Throughout the continent, Africans worked in what anti-imperialists and anti-neocolonialists have characterised as bad conditions (Ngugi wa Thiong'o and Ngugi wa Mirii 1982), yet officials expected them to readily embrace wage labour and engage in '*kazi leo, kazi kesho*' (work today, work tomorrow).²⁸

More than displaying the disjuncture, infrequent cinema shows deepened the gap between African workers and labour messages. Mobile cinema vans, which transported equipment, staff, shows and propaganda pamphlets for Africans, were few and, therefore, hardly rolled into the same venue twice in one year. The infrequency was not lost on Africans, who observed, rather disappointedly, that '*sasa kama mtaonyeshwa kitu mara moja kwa mwaka, faida yake nini?*' (What is the benefit of something shown to you once a year?).²⁹ Rosaleen Smyth (1983: 141) informs us that 'even in the most fortunate areas, villagers could not expect a visit from a cinema van more than two or three times a year'. Understandably, and, as Charles Ambler (2011: 199) has established, the government had 'a small number of official cinema vans'³⁰ that could not reach many viewers. In addition, bad weather, bad road conditions and mechanical breakdowns forced changes in itineraries, delays and cancellations.

Agriculture officials and their counterparts in the health sector mitigated the infrequency by visiting Africans and offering practical ideas in farming and healthcare management. This was not so for labour officials who believed, rather erroneously, that wages would naturally attract Africans to the labour industry. 'We consider', stated a colonial official, 'that taxation is the only possible method of compelling the native to leave his reserve for the purpose of seeking work' (Ochieng' and Ogot 1995: 7). As they always did, they compelled Africans to remit taxes from their wages, and those who defaulted were detained.³¹ Labour officials believed that punishment, as a form of deterrent, would hold down Africans at the centre of a capital labour market, and they pinned their hopes on this singular requirement, which eliminated the need for practical lessons that would have probably inspired Africans to begin the painful process of embracing an economic system that had, in Rodney's view, underdeveloped their country and

continent. It is little wonder that at independence in 1963 and thereafter Kenyans clamoured for what they fondly romanticised as African socialism (Mboya 1967).

Conclusion

From the onset, it seemed counterproductive to engage Africans in cultural programmes that glorified the very ideology they worked so hard to jettison. Although 'cinema shows were part of a larger and highly uneven effort to use film to advance the objectives of British imperial rule during this period' (Ambler 2011: 199), it was premature for colonial filmmakers to make films that they thought would persuade Africans to reconsider their approach to wage labour when the determination for fairness and equality was gaining traction against an industry that undermined their labour contribution. Making films that glamorised wage labour in Britain while overlooking institutional structures that subverted the upward mobility of African labourers in the colonies reveals just how much instructional filmmakers in London were detached from the reality on the ground. It seems that officials in Kenya, together with their supervisors in London, read the labour temperature in Kenya from two competing scripts. Whereas the 'men on the spot' read from a practical script that recognised the formation and expansion of unions and a surge in labour strikes, their counterparts in Britain studied a theoretical script devoid of reality, a colossal mistake that undermined their cinematic objectives for Africans. Consequently, the goal to teach 'an intelligent understanding of Britain's economy and economic programme' failed to yield much, but it succeeded in teaching Africans 'English ways and values'³² in farming and healthcare management.

Broadly, 'technological paternalism', to use Manthia Diawara's (1987: 61–5) timely phrase, failed to persuade Africans to embrace labour messages displayed on cinema screens. Several factors contributed to this failure. Firstly, the labour industry routinely underpaid Africans in exchange for their labour, so much so that Africans detached themselves from the genteel lifestyle and the material wealth of the British workers portrayed in instructional films. Secondly, mobile cinema circuits were few and far between, making the goal to recall cinematic messages, let alone to practise them, an arduous task. Finally, the fervour for self-determination and looming independence distanced Africans from colonial programmes and the commitment to sustain a colonial economy through 'hard work'.

Acknowledgments

I would like to extend my gratitude to the peer reviewers who read the first draft and commented on it. I am also grateful to the staff at the Kenya National Archives (Nairobi) and The National Archives (Kew, United Kingdom) for guiding me through their repositories. This research would not have been completed without the financial support I received from the Department of History at Rhodes College.

Notes

1. C. F. Parry, District Officer, to Chief J. Owino and others (20 August 1941), Law and Order Stage and Cinematography, DC/KSM/19/155, KNA, NRB; *The East African Standard*, 10 April 1944.
2. *The New York Times*, 'Rioters in Nairobi Killed by British: Troops Fire on Mob of Natives Attacking Kenya Police for Arresting an Agitator' ('Agitator' to use a worn-out colonial grammar referring to any category of Africans opposed to the undergirding tenets informing colonialism and capitalism). Cause Alarm in London Colony Formerly Known as British East Africa Has 4,000,000 Blacks and 6,000 Whites. Natives Refuse to Disperse. Land of Great Possibilities', (18 March 1922), p. 4..
3. *ibid.*
4. *The New York Times*, 'Rioters in Nairobi Killed by British'.
5. *ibid.*
6. *ibid.*
7. *ibid.*
8. Colonial Film: Moving Images of the British Empire, <http://www.colonialfilm.org.uk/node/1808>.
9. Colonial Film Unit (1950), The National Archives, Kew, http://www.nationalarchives.gov.uk/films/1945to1951/filmpage_jbalb.htm. Unless stated otherwise, all quotes for *A Journey by a London Bus* are from the film and its script.
10. Central Office of Information for Colonial Office (1959), The National Archives, Kew, http://www.nationalarchives.gov.uk/films/1951to1964/filmpage_bpolice.htm.
11. *ibid.*
12. *ibid.*
13. Kenya Information Office, Summary of Opinions on African Affairs Expressed in the Kenya Press, 14 August 1946. Propaganda of Wireless Sets, DC/KSM/1/28/53, KNA, NRB.
14. *ibid.*
15. The Kapenguria Six (Jomo Kenyatta, Bildad Kaggia, Paul Ngei, Anchieng' Oneko, Kung'u Karumba and Fred Kubai) were six Kenyan nationalists whom the government arrested in 1952, tried at Kapenguria in 1952–53, and imprisoned thereafter in Northern Kenya.

16. Wilson Maina Macharia, 'To Whom It May Concern'. Macharia gave me copies of his private papers during our interview in Nairobi in June 2016.
17. *ibid.*
18. Letter from Kikuyu General Union (Mombasa Branch) to Hon. F. Brockway, November 4, 1952 (Lord Leslie Hale Papers) Reel LLH/1/81 KNA, NRB.
19. Macharia, 'To Whom It May Concern'.
20. The Kikuyu General Union, Mombasa Branch, to Attorney General, 'Complaint Against Major C.E.V. Buxton For Kidnapping', July 18, 1952 (Lord Leslie Hale Papers) Reel LLH/1/81 KNA, NRB.
21. Governor, to the Secretary of State of the Colonies, 'Parliamentary Questions', 16 May 1960. Labour Unrest/Boycotts and strikes FCO/41/6249. TNA, Kew.
22. Governor, 'Ruiru Coffee and Sisal Strikes', 3 May 1960. FCO/41/6249. TNA, Kew.
23. Interview with Mũtua, Nairobi, 2016.
24. Interview with Muthigi, Nairobi, 2017.
25. *ibid.*
26. *ibid.*
27. Interview with Ngare, Nairobi, June 2016.
28. 'Report on Cinema Shows at Garissa by Mobile Cinema Officer' (3rd April 1950), Information Propaganda for Africans, HAKI/13/229, KNA, NRB.
29. Interview with Opolu, Bunyore, 2017.
30. See also P.I.O. 'A Suggested Scheme for Extending and Stabilizing Cinema Services in Kenya' (5 May 1960), Ministry of Information: Organization and Films, AHC/6/7 KNA, NRB.
31. C. H. Heaton, 'Clothing of Detainees' (1944, May 31). PC/NZA/2/6/32 Detention Camps, KNA, NRB.
32. Director General, to John Grierson, 'Proposals for the Film Program 1951-52', 26 August 1950. Production Program, 1951-52, INF12/295, TNA, Kew.

References

- Ambler, C., 2011, 'Projecting the Modern Colonial State: The Mobile Cinema in Kenya', in L. Grieveson and C. MacCabe, eds, *Film and the End of Empire*, London: British Film Institute.
- Beake, C., 1948, 'The Commercial Entertainment Film and Its Effect on Colonial Peoples', in *The Film in Colonial Development: A Report of a Conference*, London: British Film Institute.
- Branch, D., 2009, *Defeating Mau Mau, Creating Kenya: Counterinsurgency, Civil War, and Decolonization*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Burns, J., 2000, 'Watching Africans watch films: theories of spectatorship in British Colonial Africa', *Historical Journal of Film, Radio and Television* 20 (2): 197–211.
- Burns, J., 2002, *Flickering Shadows: Cinema and Identity in Colonial Zimbabwe*, Athens, OH: Ohio University Press.

- Diawara, M., 1987, 'Sub-Saharan African film production: technological paternalism', *Jump Cut* 32: 61–65.
- Druck, Z., 2012, 'At the margins of cinema history: mobile cinema in the British Empire', *Public* 40: 119–125.
- Elkins, C., 2005, *Imperial Reckoning: The Untold Story of Britain's Gulag in Kenya*, New York, NY: Henry Holt Company.
- Fanon, F. 1963, *The Wretched of the Earth*, New York: Grove Press.
- Freire, P., 1968, *Pedagogy of the Oppressed* (trans. M.B. Ramos), New York: Seabury Press.
- Githuku, N. K., 2015, *Mau Mau Crucible of War: Statehood, National Identity, and Politics of Postcolonial Kenya*, Lanham, MD: Lexington Books.
- Hondo, M., 1996, 'What is Cinema for Us?', in I. Bakari and C. Mbye, eds, *African Experiences of Cinema*, London: British Film Institute.
- Kitching, G., 1980, *Class and Economic Change in Kenya: The Making of an African Petite-Bourgeoisie, 1905–1970*, New Haven, CT: Yale University Press.
- Koster, M. M., 2016, *The Power of the Oath: Mau Mau Nationalism in Kenya, 1952–1960*, Rochester, NY: University of Rochester Press.
- Larkin, B., 2008, *Signal and Noise: Media, Infrastructure, and Urban Culture in Nigeria*, Durham, NC: Duke University Press.
- Maxon, R., 2011, *Britain and Kenya's Constitutions, 1950–1960*, Amherst, NY: Cambria Press.
- Mboya, T. 1963, 'African socialism', *Transition* 8: 17–19.
- Morel, E. D., 1969, *The Black Man's Burden: The White Man in Africa from the Fifteenth Century to World War I*, New York and London: Modern Reader.
- Ngugi wa Thiong'o, 1964, *Weep Not, Child*, Oxford: Macmillan.
- Ngugi wa Thiong'o and Ngugi wa Mirii, 1982, *I will Marry When I Want*, Portsmouth, NH: Heinemann.
- Ochieng', W. R. and Ogot, B. A., eds, 1995, *Decolonization and Independence in Kenya, 1940–93*, Athens, OH: Ohio University Press.
- Parsons, N., 2004, *The Kanye Cinema Experiment, 1944–1946*, Web Publishers (1–16).
- Rodney, W., 1972, *How Europe Underdeveloped Africa*, Washington, DC: Howard University Press.
- Sellers, W., 1941, 'The production of films for primitive people', *Journal of the British Kinematograph Society* 10 (3): 104–13.
- Smyth, R., 1983, 'Movies and Mandarins: The Official Film and British Colonial Africa', in J. Curran and V. Porter, eds, *British Cinema History*, NJ: Barnes & Noble Books.
- Smyth, R., 2011, 'Images of Empire on Shifting Sands: The Colonial Film Unit in West Africa in the Post-war Period', in L. Grieveson and C. MacCabe, eds, *Film and the End of Empire*, London: Palgrave Macmillan.
- Thuku, H., 1970, *Harry Thuku: An Autobiography*, Nairobi: Oxford University Press.
- Ukadike, F., 1994, *Black African Cinema*, Los Angeles, CA: University of California Press.

Archival sources

Colonial Film: Moving Images of the British Empire, <http://www.colonialfilm.org.uk/node/1808>

The East African Standard (1944).

KNA. File No. AHC/6/7. P.I.O. Ministry of Information: Organization and Films.

KNA. File No. HAKI/13/229. Report on Cinema Shows at Garissa by Mobile Cinema Officer.

KNA. 1944. File No. PC/NZA/2/6/32. Clothing of Detainees.

KNA. 1946. File No. DC/KSM/1/28/53. Kenya Information Office. Summary of Opinions on African Affairs Expressed in the Kenya Press.

KNA. Undated. Reel LLH/1/81. Lord Leslie Hale Papers.

Macharia, W. M., 2016, 'To Whom It May Concern'.

The New York Times, 1922, 'Rioters in Nairobi Killed by British: Troops Fire on Mob of Natives Attacking Kenya Police for Arresting an Agitator. Causes Alarm in London Colony Formerly Known as British East Africa Has 4,000,000 Blacks and 6,000 Whites. Natives Refuse to Disperse. Land of Great Possibilities'.

Parry, C. F., undated, File No. DC/KSM/19/155. Law and Order Stage and Cinematography.

TNA. 1950. File No. INF12/295. Production Program, 1951-52. Director General. Proposals for the Film Program 1951-52.

TNA. 1960. File No. FCO/41/6249. Parliamentary Questions. Labour Unrest/ Boycotts and strikes.

TNA. 1960. File No. FCO/41/6249. Governor. Ruiru Coffee and Sisal Strikes.

Interviews

Muthigi, 2017, interview, Nairobi.

Mũtua, 2016, interview. Nairobi.

Ngare, 2016, interview, Nairobi.

Opulu, 2017, interview, Bunyore.